

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Lundi 4 février 2013**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 4 février 2013

Procès-verbal

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

*Mesdames CAPUOZZI-BOUALAM, DANAN, BENOUEARGHA-JAFFIOL et Messieurs
POUGET et DOMERGUE (avec la procuration de Madame CANAUD) entrent en
séance*

INFORMATIONS :

Hélène MANDROUX : Je salue les représentants de Sanofi parce qu'effectivement, dans nos priorités, il y a plus que jamais le maintien des emplois. Comment une ville peut-elle lutter contre cette évolution du chômage ? Comment une ville peut-elle lutter contre ce qui se passe actuellement ? Avant de venir, j'ai rencontré avec Messieurs LEVITA, DUFOUR, SUDRES et THINES, les représentants des syndicats. Nous avons décidé, compte tenu de ce qui se passe actuellement, de faire un courrier. La dernière fois, nous avons adressé un courrier à M. MONTEBOURG cosigné par M. BOURQUIN et les députés. Cette fois-ci, nous avons décidé d'adresser un courrier à M. Jean-Marc AYRAULT car il est vrai qu'aujourd'hui, il y a plus de 250 agents qui vont partir de Sanofi. À la fois des chercheurs, mais également des agents de Sanofi. Actuellement, il y en a au moins 80 qui ne savent pas du tout dans quelle structure ils pourront être reconvertis car il n'y a aucun plan de reconversion, si l'on peut dire, de certains agents.

Selon moi, ce qui est dramatique dans une ville comme Montpellier, c'est qu'il soit possible de faire disparaître la recherche. C'est absolument incroyable, d'autant plus dans le domaine de la pharmacie. Nous savons très bien qu'en phase 4 et en phase 3, il est nécessaire d'avoir un secteur hospitalier performant à côté. C'est absolument essentiel, et c'est le cas pour Montpellier. Voilà donc ce que nous avons décidé d'un commun accord, et nous ferons également une réunion avec les représentants des collectivités, de Sanofi ainsi que les députés afin de voir comment nous pouvons essayer d'amoindrir ce qui est en train de se préparer. C'est plus que jamais le soutien que nous devons apporter.

Donc, comment une ville lutte-t-elle contre ce chômage qui est en train de s'instaurer ? Je vous rappelle que Sanofi n'est pas du tout déficitaire, elle fait des milliards de bénéfices tous les ans. Sur le plan économique, nous luttons à notre niveau, c'est-à-dire en maintenant un investissement et celui-ci ne permet de préserver au moins 2 000 emplois. Cela est très important dans les priorités du budget de la ville. Voilà, en avant-propos, avant de passer la parole à M. LEVITA. Le contexte est difficile sur le plan français ainsi que sur le plan européen. Nous voyons qu'en Espagne, il y a 5 millions de chômeurs. Je ne sais pas si vous voyez ce que cela représente. Dans ce contexte et face à ce qui est en train de se passer, je pense que notre solidarité doit bien évidemment intervenir à ce niveau-là, car Sanofi est un fleuron français autant que montpellierain.

1- Exercice 2013 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe du Parking

Max LEVITA :

Lors de la séance du Conseil Municipal du 17 décembre dernier, s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire. Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2013.

Le Budget Primitif 2013 de la Ville de Montpellier comprend le Budget Principal et le Budget Annexe pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville.

I. Le Budget Principal

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 445 217 843,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 130 655 633,00 €.
- Section de fonctionnement : 314 562 210,00 €.

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 135 125 161,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2013	Recettes BP 2013
900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	10 053 871,00	420 000,00
901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	753 870,00	139 616,00
902 - ENSEIGNEMENT FORMATION	18 255 000,00	229 894,00
903 - CULTURE	5 273 381,00	655 643,00
904 - SPORT ET JEUNESSE	4 754 196,00	40 000,00
905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	450 000,00	80 000,00
906 - FAMILLE	1 085 000,00	79 852,00
908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	45 386 687,00	4 434 774,00
909 - ACTION ECONOMIQUE	672 000,00	
911 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FI	43 893 628,00	62 292 500,00
912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PART		19 000 000,00
913 - TAXES NON AFFECTEES		1 400 000,00
914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		14 505 488,12
917 - OPERATIONS SOUS MANDATS	78 000,00	76 000,00
919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONC		17 545 630,88
95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO.		9 756 235,00
Total section d'investissement	130 655 633,00	130 655 633,00

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 314 562 210,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2013	Recettes BP 2013
920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	60 305 300,00	6 174 182,00
921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	10 098 869,00	218 000,00
922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION	55 374 439,00	4 573 870,00
923 - CULTURE	11 320 893,00	317 700,00
924 - SPORT ET JEUNESSE	20 969 082,00	2 468 237,00
925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 255 787,00	270 000,00
926 - FAMILLE	26 137 657,00	3 265 000,00
928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	60 693 489,00	12 245 308,00
929 - ACTION ECONOMIQUE	6 465 642,00	3 720 820,00
931 - OPERATIONS FINANCIERES	9 540 000,00	17 000,00
932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NO		84 874 017,00
933 - IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 243 475,00	196 418 076,00
934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	14 505 488,12	-
936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS	106 458,00	-
939 - VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	17 545 630,88	
Total section de fonctionnement	314 562 210,00	3142 210,00

II. Le Budget Annexe

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 700 000,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 0,00 €.
- Section d'exploitation : 700 000,00€.

Section d'exploitation

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 700 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses	Recettes
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	660 000,00	-
012 - CHARGES DE PERSONNEL	40 000,00	-
70 - VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	-	700 000,00
Total	700 000,00	700 000,00

Il est à noter, concernant le budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville, que les produits relatifs au stationnement payant du parking permettent de financer la rémunération du prestataire avec qui la Ville a conclu un marché public d'exploitation, ainsi que la mise à disposition du personnel, sans recourir au versement d'une subvention d'équilibre.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2013 du Budget Principal et du Budget Annexe qui vous sont proposés au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Je remercie M. LEVITA pour sa présentation et j'aimerais aussi remercier les services, MM. NYSSSEN, DOMEIZEL et PONS de VINCENT pour leur présentation. J'estime que cette année, la présentation du budget est réussie, pourtant Dieu sait que c'est plutôt aride. En effet, cette présentation est tout à fait compréhensible par tout le monde, et c'est très important, car chacun d'entre nous doit comprendre ce que nous faisons et où nous allons. Je vous remercie donc par rapport à cela. Vous l'avez compris, mes chers collègues, dans le contexte économique actuel, il convient de retenir notre effort d'investissement, le fait que nous n'augmentons pas les taux, que nous maintenons la solidarité, les abattements, nos priorités et l'investissement. Et surtout, M. LEVITA l'a bien fait remarquer, nous sommes pour le remboursement de la dette à 7 ans. La limite est de 12 ans et aujourd'hui les banquiers nous donnent même une limite de 10 ans. La ville de Montpellier est à 7 ans. Nous avons un budget et des finances qui sont sains. Je remercie donc toutes celles et ceux qui participent à l'effort demandé à chacun d'entre nous. Compte tenu qu'il s'agit d'un budget, je suppose qu'il y a beaucoup de personnes qui souhaitent prendre la parole. Je vous demande de lever la main afin que je note vos noms, puis je vous passerai la parole les uns après les autres.

Jacques DOMERGUE : Merci Madame le Maire. La particularité de ce budget par rapport à l'année précédente est que M. LEVITA nous a épargné la longue litanie des plaintes contre le gouvernement. Cette année, c'est comme s'il n'y avait pas de gouvernement. Je ne suis pas le seul à le dire, il n'y a pas un gros gouvernement. Visiblement, tout est rose avec le Président HOLLANDE, et vous n'avez aucun grief à porter à l'égard du gouvernement. Ce n'est d'ailleurs pas l'attitude de tous les élus, nous allons le voir. Certains, et non des moindres, ont fait entendre leur voix.

La semaine des 4 jours et demi nous a été annoncée. La plupart des grandes villes de France, y compris Paris, se plaignent en se demandant qui va financer. Aucune précision n'est donnée. Chaque année, vous disiez que nous n'étions pas compensés à hauteur de la dynamique démographique de la ville de Montpellier. Cette année, comme par hasard, c'est comme si nous étions financés à hauteur de ce qui nous est dû : on n'en parle pas.

Les dotations aux collectivités : elles ont augmenté de 2,23 % sous SARKOZY, et Mme LE BRANCHU, notre ministre de tutelle, a dit qu'elles allaient baisser de 1,50 %. Si bien qu'ils entérinent le fait que nous sommes vraiment dans une période de crise. Localement, nous n'en parlons pas, en tout cas nous ne le prévoyons pas.

En fait, quels sont nos meilleurs ambassadeurs et quels sont vos meilleurs détracteurs ? Vos meilleurs détracteurs sont dans votre propre camp. Ce sont les élus de gauche. Je citerai Gérard COLLOMB, maire de Lyon et non des moindres, mais je ne citerai pas les propos qu'il a tenus sur le gouvernement et sur les ministres. Il les a traités avec des mots qu'aucun d'entre nous n'oserait répéter. Pourquoi ? Parce qu'il traduit l'exaspération des Lyonnais, comme nous constatons ici, et nous ne sommes pas les seuls, l'exaspération des Montpelliérains.

Ce n'est pas en faisant diversion, Madame le Maire, avec le mariage pour tous, en vous lançant tête baissée sur des problèmes dits de société que vous allez masquer la réalité. Sans aller jusqu'à Lyon, regardons ce qui se passe localement. Il y en a un d'entre vous, ici présent, Philippe SAUREL, qui s'est exprimé à plusieurs reprises. Nous avons tous reçu dans nos boîtes aux lettres un tract de campagne de la part d'un candidat qui paraît, peut-être pour certains, être de droite tellement il est contre la municipalité sortante. Il dénonce en effet la fiscalité comme s'il ne l'avait jamais votée. Il dénonce l'insécurité, mais l'insécurité c'est la ville, et il se moule dans sa proximité avec VALLS. Je cite, SAUREL déclare : « *Montpellier est anesthésiée par l'Agglo, ce qui a abouti à une augmentation de 9 % de la taxe d'habitation* ». Certains d'entre vous l'ont dénoncé mais la majorité l'a voté. Il y a également eu une explosion de la CFE pour les commerçants et les artisans. Ne pas défendre les Montpelliérains à l'Agglo, c'est comme augmenter les impôts. Vous avez beau dire que vous ne les augmentez pas, ce qui est vrai. Mais y a-t-il dans cette salle une personne qui peut montrer sa taxe d'habitation ou son foncier si elle est propriétaire, en disant qu'il est inférieur à l'année précédente ? Non. Que les taux n'augmentent pas, c'est un fait, mais les impôts des Montpelliérains augmentent chaque année.

Le président VEZINHET s'est également fait remarquer. Il ne reconnaît plus sa ville. C'est vrai que lorsque nous voyons les investissements sur la voirie, il s'en plaint car il a dû se casser la figure sur le trottoir. Il affirme que les trottoirs sont dégradés. Il dénonce aussi le tout tramway. Vous pouvez dire qu'il s'agit de l'Agglo mais l'Agglo et la ville sont quand même très proches. Il dénonce le gaspillage que constituent les lignes mal dessinées. Mme le Maire, en matière de gaspillage, M. VEZINHET s'y connaît. Il peut donc en parler réellement. Comme moi, il dénonce l'inefficacité de la ligne 2 et de la ligne 3. La seule différence qu'il y a entre

nous – nous habitons à peu près dans le même quartier –, c'est qu'il voit cela de la plage arrière de sa voiture de fonction et que moi, je le vois par la vitre de ma petite Smart que l'on m'a d'ailleurs volée lundi dernier. En effet, en matière de sécurité publique, il y a de grands progrès à faire. Lorsque nous regardons les effectifs, nous constatons encore une fois qu'il manque 120 policiers municipaux, d'où une délinquance qui explose. Nous constatons également que vous préférez ouvrir des postes d'agents de surveillance de la voie publique. Ces derniers sont ceux qui embêtent, pour ne pas dire autre chose, les Montpelliérains au quotidien. Ils les verbalisent à chaque fois qu'ils prennent leur voiture. Si nous avons été classés zone de sécurité prioritaire, c'est plus en raison de l'état et de la situation de la ville que de l'intervention de tel ou tel. Excusez-moi, j'ai vu les disputes entre M. SAUREL, vous-même et M. MOURE pour savoir qui avait le premier collé le timbre sur la lettre qui arrivait sur le bureau du ministre.

En matière de transport en commun, votre attitude n'est pas cohérente. Comme le soulignent les étudiants ce week-end dans le Midi-Libre. Ils expriment des choses qui sont très vraies et que partage chacun des Montpelliérains. Le tout transport en commun que vous êtes en train de mettre en place n'a pas de cohérence sur les tarifs. 1,40 € pour faire 600 m, ça fait cher le mètre. C'est la raison pour laquelle beaucoup prennent un autre moyen de transport. Savez-vous quel est le jeu actuel des Montpelliérains ? Aujourd'hui, il existe sur les téléphones portables l'équivalent du Coyote qui a pour but de noter à quelle station se trouvent les contrôleurs pour éviter de se faire contrôler. C'est la réalité. Et même, des indiscretions me disent que l'on peut se procurer les références de ce logiciel à proximité de la mairie. Donc, vous voyez, il y a de l'ingéniosité partout. Pourquoi ? Parce que dans tout cela, nous constatons que la ville se paupérise. Le chômage avoisine malheureusement les 20 % intra-muros. Les bandes de zonards ont investi le centre historique, on se fait racketter à tous les feux rouges par des Roms qui trouvent chez nous résidence et qui entravent la tranquillité des quartiers. Je ne suis pas certain, Mme le Maire, qu'en les parquant à Veyrassi, vous réglerez le problème. L'extension de la piétonisation accroît l'insécurité et la paupérisation, comme nous le voyons dans certains quartiers et notamment sur le Jeu de Paume que vous ne parvenez pas à réanimer et où les commerces meurent les uns après les autres. Virgin disparaît et que proposons-nous en remplacement ? Pas grand-chose. La mairie quitte le centre-ville et aucun projet structurant n'a été pensé en amont pour le remplacer.

Alors, puisque vous acceptez des gens qui dégradent notre belle ville, augmentez donc le budget de NICOLLIN pour rapprocher les rondes de ramassage des poubelles et le nettoyage des tags. Cela ne sera pas de l'argent jeté par les fenêtres. Non seulement, vous ne faites pas les efforts nécessaires envers les Montpelliérains, mais en plus, vous vous comportez comme l'État qui matraque les Français et ne résout pas les problèmes essentiels qui sont : le maintien du pouvoir d'achat, l'emploi – vous dites que vous créez 2 000 emplois, il faut pouvoir le démontrer – et la sécurité des biens et des personnes. Le principal problème des Montpelliérains est ce décalage qu'il y a, à Montpellier plus que partout, j'ai des chiffres qui sont édifiants et je suis heureux que M. LEVITA ait dit enfin que l'on ne pouvait pas taper plus. C'est une prise de conscience tardive mais mieux vaut tard que jamais. Donc, il y a un décalage entre le poids de la fiscalité locale et la faiblesse des revenus. Vous voyez bien que dans tous les baromètres qui sont publiés, notre fiscalité par rapport à nos revenus moyens est totalement en décalage. Plus il y aura de précaires dans cette ville, plus le niveau d'insécurité sera élevé, plus le niveau de dégradation de la ville sera rapide. C'est la réalité, ne la fuyez pas.

Si nous prenons l'exemple de la ville de Bordeaux, ville avec laquelle nous sommes en compétition pour la 8^e ou 9^{ème} place, son budget est supérieur au nôtre de 33 M€. Alors que la taxe d'habitation et le foncier sont bien inférieurs. Pourquoi ? Parce que c'est une ville dynamique qui a d'autres ressources que le matraquage sur le foncier et sur la taxe d'habitation. C'est la réalité.

Ce qui devient inquiétant est l'évolution de la dette. Vous vous glorifiez du fait que nous rembourserions notre dette en 7 ans. Mais il faut voir d'où nous venons. C'est cela la particularité. La particularité de la dette de Montpellier, Mme le Maire, c'est qu'elle est jeune. Il n'y a d'ailleurs que la dette qui est jeune. Elle ne date que de 2004, date à laquelle Georges FRECHE vous a laissé la mairie avec un endettement égal à 0. Vous confirmez, M. LEVITA ? Ce qui signifie que notre niveau d'endettement actuel ne remonte pas à 1977, date à laquelle la gauche a pris la mairie mais date à partir de laquelle Mme le Maire est en charge de responsabilités au niveau de cette ville. Nous voyons cependant que cette dette augmente assez rapidement : 172 € par habitant cette année, c'est-à-dire 25 %. Nous rattrapons donc peu à peu le niveau d'endettement des villes de notre tranche qui n'ont pas eu cette épuration qu'a connue la ville de Montpellier en 2004.

Nous pouvons également constater que la politique vertueuse que vous décrivez ne correspond pas à la réalité. D'ailleurs, prenons l'exemple dans les autres collectivités. Je ne veux pas les montrer comme des exemples à suivre mais tout de même, nous constatons que dans les autres collectivités le budget a diminué. Le Conseil Général a réduit son budget en gelant plus d'une centaine de postes. Je n'ai pas constaté la même chose au niveau de la mairie. Ce n'est pas l'exemple de la meilleure gestion, vous en conviendrez, mais au moins, il a le courage de faire un geste pour montrer que ce budget est un budget de crise. Car nous sommes en crise. L'Agglo fait des réductions budgétaires mais pas pour les mêmes raisons. Elles sont plus importantes mais là encore, ce n'est pas pour afficher une ligne de conduite vertueuse mais simplement pour rattraper les erreurs qui ont été commises sur la CFE et les 18 M€ d'impayés qu'ils ont dû restituer aux Montpelliérains pour éviter le scandale. Les Montpelliérains n'ont toujours pas digéré, même si l'Agglo a fait des efforts, les 10 M€ de la campagne sur Montpellier Unlimited, slogan éphémère et déjà enterré. Et nous, nous continuons à augmenter notre budget car c'est le seul des budgets des collectivités qui augmente d'environ 6 M€ pour défendre notre piteuse première place des villes où les dépenses de communication et de représentation - vous faisiez référence au journal - sont les plus importantes de France : 8 M€, selon le classement du Figaro.

En ce qui concerne le budget de fonctionnement, il est également en augmentation. Cela signifie que les dépenses augmentent alors qu'au moins là-dessus, nous devrions faire un effort. Et je note qu'en neuf ans, les dépenses de personnel sont passées, en pourcentage - cela n'a rien à voir avec le nombre de personnel à mettre dans les classes etc. - de 52,6 % à 55,61 %, soit 3 % de plus. Ce n'est pas la seule explication. Il y a aussi des ajustements à faire. Quelqu'un de très influent sur cette ville vous l'a dit avant de quitter ce monde, c'est Georges FRECHE. Il vous a déclaré que vous aviez perdu des responsabilités au niveau de la mairie mais en contrepartie, le nombre de personnel avait toujours augmenté. Donc, il y a sûrement un effort à faire. Vous comprendrez donc Madame le Maire et M. LEVITA, que pour toutes ces raisons, même si pour vous le budget est vertueux, nous ne le voterons pas.

Hélène MANDROUX : Si vous l'aviez voté, j'aurais été surprise. Je vais simplement vous répondre sur deux points avant de passer la parole à M. VIGUIE. Vous avez fait référence au maire de Lyon en nous disant que nous ne parlions pas de ce qui se passait aujourd'hui au niveau national. J'aimerais vous faire remarquer que personnellement, en ce qui concerne les mesures sociales ou sociétales qu'un gouvernement peut prendre, je ne hiérarchiserai jamais ce qui a trait au sociétal par rapport au social. Il n'y a aucune hiérarchisation possible.

Tout à l'heure, j'en discutais à la conférence de presse. Je pense que si les politiques, à côté de la politique sociale qu'ils mènent - M. LEVITA vous a rappelé tous les abattements et tous les efforts que nous faisons sur le plan social - ne prennent pas des mesures sociétales, qui le fera ? Je considère qu'il est de notre responsabilité, à nous les politiques, de faire avancer la société. C'est essentiel. Il est certain qu'il nous faut faire des efforts dans le social, il nous faut nous battre pour l'emploi. Ce n'est quand même pas à vous que je vais faire remarquer le contexte dans lequel nous nous trouvons. Si nous faisons référence au passé, vous étiez dans le gouvernement il n'y a pas très longtemps. Si le nombre de chômeurs aujourd'hui augmente, ne me dites pas c'est depuis que M. HOLLANDE est devenu Président de la République. Je considère donc que les mesures sociétales que nous menons, notamment le mariage, relèvent de la responsabilité des politiques. Tout à l'heure, nous allons vous proposer un conseil consultatif des étrangers et j'estime là aussi, que cela relève de la responsabilité des politiques. Personnellement, j'ai un engagement de gauche et je considère que l'égalité des hommes et des femmes, de tous les êtres humains, est absolument essentielle. Voilà pourquoi il convient de se battre. Je ne hiérarchise pas le social et le sociétal. Voilà la première chose que je voulais exprimer.

En ce qui concerne la comparaison que vous avez faite avec Bordeaux, je ne connais pas le pourcentage de logements fiscaux à Bordeaux mais cela m'étonnerait qu'il soit à 22 %. En tout cas, je suis certaine que le potentiel fiscal de Bordeaux est largement au-dessus de celui de la ville de Montpellier. Nous ne pouvons pas comparer ce qui n'est pas comparable. Lorsque vous regardez le potentiel fiscal des 31 communes de la ville de Montpellier, vous voyez qu'il y a des communes périphériques qui n'ont certainement pas les 22 %. Nous sommes la seule ville dans le contexte de l'agglomération à avoir les 22 %. Et je remercie M. Hervé MARTIN qui aujourd'hui, au niveau de l'agglomération, fait des efforts pour augmenter le pourcentage des logements sociaux. C'est donc Montpellier qui a le potentiel fiscal le plus faible, sur les 31 communes de l'agglomération. Car nous avons 22 % de logements sociaux. Voilà la seconde remarque que je souhaitais faire à la fois sur le social et sur le sociétal.

Francis VIGUIE : Le vote du budget est un moment important. Pour définir nos priorités, nous partirons à l'inverse de M. LEVITA, sur ce par quoi il a terminé. Pour définir des priorités, il est préférable de savoir dans quel moment politique nous sommes et en fonction de cela, faire des choix politiques qui vont avec l'analyse d'une situation afin d'y répondre au mieux.

Donc le premier point, selon nous, la crise du capitalisme s'approfondit. Cela signifie pour nous que les politiques de droite continuent, s'accroissent et ce que nous avons pu connaître durant toute la période de SARKOZY et avant, c'est-à-dire un appauvrissement des populations, une remise en cause des acquis sociaux, un démantèlement du code du travail, plus de flexibilité, plus de précarité, une concurrence exacerbée, font qu'aujourd'hui il y a une déstabilisation avec une compétitivité terrible entre les peuples, les salariés et les entreprises. Tout cela tire les choses vers le bas. Nous pensons donc que cette politique s'accroît avec un autre paramètre : la crise n'est pas pour tout le monde. C'est terrible mais c'est devenu une banalité de dire que les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres. Il y a donc un problème de fond pour nous. C'est l'une des critiques que nous ferons à M. HOLLANDE et à son gouvernement. Il reste un problème de répartition des richesses dans ce pays.

Le deuxième aspect : nous constatons que depuis les dernières élections, et nous avons agi pour cela à notre échelle, le PS a tous les pouvoirs, toutes les assemblées et en particulier dans notre région. Par conséquent, quand on a tous les pouvoirs, il est possible de faire une politique de changement. La seule question de fond est : quelle volonté politique y a-t-il pour aller vers plus d'égalité sociale de droits et de répartition des richesses ? Nous sommes bien obligés de constater aujourd'hui que si l'on nous a dit : « Le changement c'est maintenant », nous ne le retrouvons pas vraiment. Le choix politique fait à l'échelle gouvernementale est l'austérité, en particulier avec le pacte européen MERKEL-SARKOZY, puisque c'est elle-même qui a enclenché une dynamique générale.

La troisième chose et ensuite nous passerons aux propositions concrètes, c'est que nous considérons que notre ville est frappée de plein fouet par la crise et que nous ne passons pas à travers les gouttes. Les gens de Sanofi sont là, il y a Virgin et l'hôpital. Il y a des taux de chômage record, il y a un taux de pauvreté de 27 %, cela représente 29 853 ménages. Ce n'est pas parce que des villes de droite comme Perpignan ou Béziers sont à 32 % que cela nous rassure. Il convient que chacun balaie devant sa porte. Nous en sommes là avec des priorités qui doivent changer.

La dernière remarque est que nous refusons de rentrer dans le jeu suivant : l'augmentation des impôts, les transports, ce n'est pas nous, c'est l'Agglo. Nous considérons que rien ne peut se voter à l'Agglo sans le vote des Montpelliérains car il y a 45/90. Donc, qu'il y ait des humeurs ou des ambitions personnelles, nous sommes bien obligés de le constater et si nous ne le faisons pas, la presse quotidienne nous rappelle tous les jours qu'il y a des enjeux de personnes. Aujourd'hui, nous voyons bien que le budget de la ville diminue d'année en année, car il y a des transferts de compétences à l'Agglo. Donc, les choix politiques faits à l'Agglo agissent totalement sur les conditions de vie à Montpellier. Nous le voyons maintenant avec toute la logique d'interpénétration et le projet OZ car ce sont des projets qui viennent de l'Agglo et ce sont des nouveaux quartiers sur Montpellier.

Pour nous, le budget doit devenir un véritable bouclier social et c'est pourquoi la priorité des priorités c'est : davantage de services publics. M. DOMERGUE va bondir.

Le premier point que nous voulions développer est pour une école publique de qualité. C'est évidemment un enjeu majeur. Lors du débat d'orientation budgétaire, nous avons consacré dans notre déclaration une place significative à cette question. Vous n'avez pas jugé bon à l'époque de nous répondre. Nous sommes persuadés que ce soir vous allez répondre. Pourquoi ? Parce qu'il y a une mobilisation des parents, des écoles et il y a un projet « inassumable ». Il s'agit pour nous d'engager deux décisions : établir réellement un plan d'urgence par rapport à l'école et avoir de nouveaux moyens. Nous ne pouvons pas accepter que la moyenne d'enfants par classe soit de 26 en France et de 30 à Montpellier. Nous soutenons les parents de l'école Sévigné qui a un CP de 32 élèves et qui se mobilisent dans une nuit des écoles. Je suppose qu'ils savent très bien détourner les messages municipaux et vous avez pu voir leur message qui est : « En classe comme des sardines, la mairie le fait ». Nous soutenons aussi les parents de l'école Daudet qui est surchargée. Elle se trouve avec la nouvelle classe dans un dortoir. Nous soutiendrons également la nuit des écoles coordonnée sur Montpellier du 19 février pour une école publique de qualité. Notre revendication est donc de 25 élèves par classe. Par conséquent, de nouvelles écoles

sont nécessaires ainsi que des ouvertures de classe.

Le deuxième point sur cette affaire concerne les choix politiques. Nous demandons le report de la nouvelle organisation scolaire en 4 jours et demi, c'est-à-dire les nouveaux rythmes scolaires. Il est impossible de les mettre en place dans de bonnes conditions pour la rentrée de septembre 2013. À ce jour, il n'y a pas de financements. Je vois d'ailleurs que M. LEVITA n'en a pas parlé. C'est au minimum 2 M€ de coût estimé. Il n'y a pas de discussions avec le personnel municipal. C'est bien beau d'affirmer qu'il n'y a pas d'augmentation du personnel municipal, mais qui travaillera dans les cantines ? À l'étape actuelle, il n'y a rien et il n'y a pas de discussions un peu plus précises avec le personnel enseignant.

Par conséquent, dans cette situation, nous refusons une décision bâclée. Nous refusons que tout cela implique le fait que les enfants restent trois quarts d'heure de plus en garderie en attendant que les parents viennent les chercher. Nous pouvons supposer que cela n'a pas été évoqué mais cette nouvelle tranche sera-t-elle payante ou non ? Ce serait bien de le savoir. En tout cas, dans ces conditions-là, nous sommes pour le report de ces nouveaux rythmes scolaires afin qu'ils ne soient pas appliqués en septembre 2013. Il s'agit en effet de prendre le temps de la discussion et voir si c'est faisable ou non.

La deuxième priorité est la question du logement social. À Montpellier, les enquêtes se suivent et disent toutes la même chose. Nous sommes dans une région pauvre, une ville pauvre avec 70 % des habitants pouvant prétendre à un logement social. Une ville avec 18 000 dossiers en attente. La ville réalise 20 % de logements sociaux, ce qui est très bien, nous vous en félicitons. Mais nous voyons bien que ce n'est pas suffisant pour répondre à la demande de la population. Il est envisagé de passer à 25 % ce qui est bien. Mais il convient d'aller plus loin : faire le choix de satisfaire la demande, d'autant plus que la construction de logements sociaux permet de lutter contre la spéculation immobilière. Au vu de la situation de précarité, de pauvreté et de blocage des salaires dans le pays, nous pensons que nous devons agir également pour le blocage des loyers.

En ce qui concerne les transports publics de qualité, nous sommes pour la gratuité. Alors que la tendance pour les bus et les TER ne cesse de s'accroître. J'écoute M. BOURQUIN, au-delà de ses états d'âme, pour savoir s'il viendra à Montpellier ou non. En tout cas, parlons des TER. À peu près chaque jour, on nous explique que bientôt, l'ensemble des TER sera à 1 €, les bus de l'Hérault seront également à 1 €. Nous avons donc la possibilité de faire de longs parcours à 1 € et pour prendre un tram on se retrouve à 1,40 € pour faire quelques pas. Il est évident que cela ne convient pas. Ce n'est pas la première fois que nous le disons. Le droit de se déplacer doit aller vers la gratuité. De plus, dans une ville jeune avec beaucoup d'étudiants, comment comprendre l'existence de tarifs bien plus élevés que dans d'autres villes du même type que Montpellier ? Nous reprenons les points parus dans la presse : pour un étudiant, 245 € à l'année pour Montpellier, alors qu'à Nice c'est 150 € et 100 € à Toulouse. Face à un certain autisme car nous ne cessons de le répéter, nous avons une situation où les jeunes s'organisent et règlent de manière individuelle le problème de la tarification. Nous sommes pour le régler en proposant une nouvelle tarification ou en allant vers la gratuité. Pour quelles raisons les choix politiques faits par la Communauté de Communes d'Aubagne ne peuvent pas être discutés et que des enseignements en soient tirés ? Il y a donc des enjeux majeurs.

D'autre part, il y a le retour en régie publique de l'eau. L'eau est un bien commun, un bien public. Un service public de l'eau est donc nécessaire pour la gérer. L'eau n'est pas une marchandise, un objet de profit, c'est la raison pour laquelle elle doit sortir des mains de la multinationale Veolia. Nous vous demandons pour le mois de mars un débat et un vote en conseil municipal ainsi que l'organisation d'un débat public contradictoire à l'échelle de la ville et l'organisation d'un référendum. Nous considérons que les 400 000 € dépensés par l'Agglo pour une consultation sans réalité démocratique sont un nouveau gâchis d'argent public. Je vous passe les détails sur le panel de 20 personnes sélectionnées qui au mieux arrivent à être 14 ou 16 en réunion, les experts de la communication, pas de débat public contradictoire, pas de consultation des habitants et même pas envisager un vote des conseils municipaux. Pour nous, il s'agit d'une question majeure.

Nous terminons sur le sujet de l'emploi. La défense et le développement de l'emploi sont une urgence sociale. Parler de l'emploi ce n'est pas faire des campagnes illusoires comme Montpellier Unlimited. C'est commencé pied à pied à défendre l'emploi existant comme Sanofi, Virgin, ou l'hôpital. Concernant Sanofi, chacun se souvient des promesses de François HOLLANDE proposant une loi d'interdiction des licenciements boursiers. Même démarche que nous avons votée dans ce conseil et que les autres collectivités de notre département ont

votée. Le problème est que cette loi ne vient pas. Les salariés de Sanofi, de façon exemplaire, continuent leurs jeudis de la colère, coordonnent leur lutte dans une manifestation à Paris avec des entreprises dans la même situation, exigent une loi d'interdiction des licenciements. Ce sont pour nous des enjeux majeurs. Nous devons également entendre qu'il est inadmissible qu'une entreprise qui fait de tels profits, Mme MANDROUX l'a répété, qui distribue jusqu'à 35 % de dividendes, puisse supprimer autant de postes. Il convient également d'écouter l'intersyndicale expliquer que c'est le site qui est menacé à travers ces suppressions d'emplois. Cela serait évidemment une catastrophe à Montpellier mais également pour la recherche et les médicaments dans ce pays.

Nous vous proposons d'agir sans attendre, de donner à leur combat un soutien, une visibilité et une interpellation forte du gouvernement pour une loi immédiate d'interdiction des suppressions d'emplois. Nous nous souvenons également des déclarations répétées de François HOLLANDE sur : « *Mon seul adversaire c'est la finance* ». Il est temps de passer aux travaux pratiques avec Virgin, une entreprise qui est pillée par un fonds de pension américain. Plutôt que de passer son temps à chercher un repreneur pour les locaux des Halles Castellane, soyons aux côtés des salariés, aidons-les matériellement et financièrement, tout comme ceux de Sanofi.

La restructuration de l'hôpital présente une ardoise de plus de 300 suppressions d'emplois. Nous nous souvenons que la mairie et l'Agglo siègent au conseil d'administration et en ont la présidence. Le refus s'impose pour nous ainsi que la mobilisation. Il est temps de rejeter une nouvelle dégradation du service public de la santé et accepter de fait un plan social déguisé. Notre première priorité est d'être avec les salariés en lutte pour défendre leur emploi et pour cela, mettre tous les moyens politiques, matériels et financiers afin d'assurer leur victoire. La responsabilité de notre municipalité est totalement engagée face à un gouvernement qui laisse tomber ses promesses.

J'ajoute un mot sur la question de la jeunesse. Il y a eu une mobilisation tout à l'heure sur la question du Pass Culture. J'ai pu lire un petit mot que M. SAUREL a remis aux jeunes. Je ne sais pas si nous en sommes exactement au même endroit mais pour nous, c'est faire de l'austérité pour faire de l'austérité et montrer qu'on est un bon élève. Parce que si j'ai bien lu le petit mot, auparavant pour le Pass Culture il y avait un budget de 40 000 €. Il est descendu à 20 000 €. M. SAUREL déclare généreusement dans le Midi-Libre que nous avons voté à l'unanimité. Je ne sais pas où il a inventé ça. Le petit mot dit : « *Nous en restons à 20 000 € mais nous pouvons aller, en fonction des besoins, jusqu'à 40 000 €* ». Tout le monde l'a bien compris, ce n'est pas la même chose. Nous sommes donc pour un retour à 40 000 €, ce qui nous semble correct pour une ville telle que Montpellier, vu le nombre de jeunes, les besoins culturels et les prix pratiqués dans les concerts, le cinéma ou autre. Il est normal qu'il puisse y avoir un juste retour, cela nous semble un enjeu important et un pari sur l'avenir.

Par conséquent, le budget que vous nous proposez cette année et pour les années futures est marqué par l'austérité. M. LEVITA déclare élégamment « *stabilité de la dotation de l'État* ». Mais non, il n'y a pas stabilité et vous le savez très bien. Il y a l'inflation donc il y a une baisse de la dotation de l'État. Pour les années qui viennent ce sera une inflation autour de 2 % -1,5 ce qui, sur un certain nombre d'années fera autour de 8 à 9 %. C'est ce qui est envisagé à l'étape actuelle. Pour nous, le gel des dotations, c'est-à-dire la baisse en raison de l'inflation, est pour nous autant inacceptable que sous SARKOZY. Ensemble, nous dénonçons le gel des dotations à l'époque de SARKOZY. Que s'est-il passé depuis qui fait que nous trouvons cela merveilleux ? Non, nous ne trouvons pas cela merveilleux, nous considérons cela tout autant inacceptable qu'auparavant car cela pose des questions de fond et nous pourrions aborder la question de la dette et des dépenses publiques. Nous pourrions également parler d'un audit de la dette et ne pas payer tout ce qui ne concerne pas réellement les populations qui ne sont en rien responsables de tout cela.

Nous retrouvons également dans votre proposition de budget un bon nombre de décisions que nous n'avons pas reprises et contre lesquelles nous avons signifié notre désaccord lors d'un débat précédent. La vidéo surveillance, le financement de l'enseignement privé, le lancement de la Cité du corps humain, le doublement de l'A9, la multiplication des délégations de service public, l'étalement urbain de l'autre côté de l'autoroute avec la nouvelle gare TGV, le quartier OZ. Nous ne nous retrouvons pas dans une méthode d'élaboration du budget ne permettant aucune élaboration avec les habitants. Plutôt que de multiplier les cabinets d'experts, nous voulons avancer dans la démocratie participative, c'est-à-dire une démocratie où les habitants des quartiers de la ville s'emparent des grands débats, les contrôlent et décident. Nous ne retrouverons pas dans votre budget nos priorités et notre

démarche pour que les Montpelliérains ne fassent pas les frais d'une crise dont ils ne sont en rien responsables. C'est pourquoi nous ne voterons pas le budget.

Hélène MANDROUX : M. VIGUIE, je vous remercie pour tous vos commentaires. Vous avez commencé par la ville puis vous avez dévié et vous êtes allé au niveau de l'État puis vous êtes parti sur l'agglomération. Ensuite vous avez fini par l'hôpital et d'un seul coup, vous avez pensé qu'il fallait peut-être revenir sur la ville. In fine pour nous dire que vous ne votiez pas. Je ne suis pas étonnée par les commentaires que vous faites. C'est vrai que les difficultés sont là et que nous disons que le changement c'est maintenant. Mais vous savez très bien que le changement ne se fait pas en 24 heures. Il est important de savoir comment nous serons dans cinq 5 ans. L'effort est difficile, nous en sommes tous conscients. Mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faut arrêter le bateau. Si demain nous arrêtons tout, si nous n'investissons pas, si nous ne faisons plus rien, cela n'ira pas mieux. Nous continuons donc à faire des efforts et notamment au niveau des investissements, même si c'est difficile. Il faut absolument le faire. Il n'est pas question d'arrêter d'investir par exemple. Il y a des choix sociaux à faire et il faut continuer d'investir, sinon lorsque le bateau s'arrête, vous voyez ce que cela peut donner dans d'autres pays d'Europe.

Jean-Louis ROUMEGAS : J'aimerais tout d'abord rappeler d'où nous parlons parce que c'est important pour l'intelligence du propos. Nous ne sommes pas dans la majorité, je ne veux pas remuer le couteau dans la plaie mais ce n'est pas notre faute. Nous n'avons donc pas participé à l'élaboration de ce budget. Pour ma part, je ne mélangerai pas les deux débats nationaux et locaux. Je soutiens la politique de ce gouvernement et de cette majorité. J'aimerais dire à ceux qui se contentent de critiquer que la dette est une réalité. Lorsqu'un pays ou une ville sont endettés ils ne peuvent plus rien faire, ni dans un sens, ni dans l'autre. Certes, il faut être volontaire mais pour cela, il est nécessaire d'avoir les moyens. C'est à cela que nous nous employons : nous préservons des priorités sociales, notamment au niveau national mais pour cela il faut aussi s'en donner les moyens. Nous sommes bien obligés de nous coltiner l'héritage. Et ce sont la dette et la crise.

Ceci étant dit, je reviens au budget municipal que nous n'avons pas eu l'honneur de contribuer à élaborer. Néanmoins, nous aurons un regard critique mais constructif. Je laisse la pure opposition sans proposition à M. DOMERGUE et pour notre part, nous aurons un regard critique mais constructif, un regard de propositions. Vous avez rappelé l'enjeu avec lucidité, M. LEVITA. Nous sommes dans une situation de budget difficile et dans laquelle il convient de faire des choix. C'est à l'aune de cette réalité et de façon très pragmatique et réaliste que nous jugerons de la pertinence des choix, des priorités qui ont été retenues ou des choses qui n'auraient pas dû l'être selon nous. Vous comprendrez que lorsque nous analysons un budget, nous insistons sur les points critiques. Pour le reste, vous pouvez considérer que cela va dans le bon sens.

En matière de sécurité, oui cela reste une priorité. Par contre, les moyens que vous avez décidé d'apporter à la question, nous le disons à chaque fois, ne nous paraissent pas les plus appropriés. Surtout en période de restrictions budgétaires. Continuer à investir dans la vidéosurveillance de façon généralisée, encore une fois, la vidéosurveillance doit être sélective, dans certains endroits sensibles, devant des bâtiments pour protéger une école, nous pouvons l'admettre, ou bien dans l'intérieur d'un bâtiment public. Mais la généralisation de la vidéosurveillance sur l'espace public est coûteuse. C'est un leurre et je vous renvoie encore une fois au rapport de la Cour des Comptes. Cela peut parfois poser des problèmes de déontologie. Nous préférons investir dans les polices de proximité, dans la présence humaine. Encore une fois, lorsque ça fonctionne, c'est parce que nous avons des policiers municipaux présents dans les quartiers, qui connaissent les quartiers, qui connaissent les jaunes, qui connaissent les relais dans les quartiers et qui sont capables de déminer ainsi beaucoup de problèmes. Je crois beaucoup plus à ça qu'à la vidéosurveillance et confier à la technique le soin de résoudre les problèmes de sécurité. Je sais bien que cela donne l'impression à nos concitoyens que vous faites quelque chose en la matière, il y a des demandes dans ce sens mais je crois qu'il faut résister à ces demandes et dire aux gens qu'il y a mieux à faire.

Le deuxième sujet à propos duquel nous aimerions voir des choses qui n'y sont pas, c'est la politique qui concerne la voirie. Je constate que vous avez prévu d'investir 500 000 € seulement sur les pistes cyclables. Nous pouvons faire le bilan aujourd'hui de ce mandat en matière de pistes cyclables. À la fin du mandat précédent, Moustapha MAJDOUL avait fait un schéma directeur cyclable qui devait permettre, sur la durée d'un mandat, de réaliser un réseau cohérent, connecté, où il n'y avait plus de point noir. C'était faisable en un mandat et nous avons évalué l'investissement nécessaire, à environ 20 M€, soit environ 3 M€ par an. C'était donc tout à fait à la

portée de la politique de la ville. À la fin de ce mandat, cela n'est pas réalisé. Nous en sommes très loin. Je crois qu'il a manqué une volonté politique pour réaliser ce schéma directeur cyclable qui, encore une fois, impliquait l'ensemble de la voirie, l'ensemble de la circulation, un partage de la rue. Cela aurait donc apaisé la circulation pour l'ensemble des Montpelliérains, que ce soit des piétons, des cyclistes ou des automobilistes.

J'ajoute qu'il manque sûrement dans vos priorités d'investissement, une réfection de la voirie en général. Il faut bien le dire. Ce n'est pas parce qu'André VEZINHET l'a dit mais il a touché un point juste. Je crois vraiment que la voirie est vraiment abîmée par endroits et cela n'est pas confortable. Il suffit d'être un peu souffrant et de prendre la voiture pour vous en rendre compte assez facilement. De même que nous devons déplorer une gestion des travaux assez incompréhensible. La plupart des Montpelliérains s'en plaignent. Certes, il y a des travaux qui dépendent parfois de l'agglomération, c'est vrai. S'agit-il d'une mauvaise coordination entre l'agglomération et la ville ? À vous de nous le dire. En tout cas, certains travaux ont duré beaucoup plus longtemps que lors des mandats précédents pour des travaux équivalents. Il y a donc eu un problème de gestion des travaux.

En ce qui concerne la politique des transports, je vois que vous prévoyez dans les autorisations de programme 22 M€ pour le parking de Saint-Roch. Vous vous étiez engagés à avoir une politique d'évaluation des besoins en termes de parking. Cette étude n'est toujours pas réalisée mais vous annoncez un investissement qui me paraît important pour un parking en silo. Nous ne sommes pas contre toute politique de parking mais cela mérite d'être raisonné et cohérent avec une politique de transports en commun globale.

Dans votre budget, vous annoncez un plan climat. J'espère que la réalité de ce qui est fait ne se résume pas à ce qui est écrit dans ce budget parce que là, nous n'avons que des déclarations générales. La réalité, c'est que ce qui manque pour réaliser un véritable plan climat et que je répète chaque année, c'est un plan d'isolation, de rénovation du logement existant. La rénovation thermique notamment. Il y a des choses très simples qui peuvent être faites, par exemple isoler les fenêtres, les portes et les toitures. Nous n'avons pas de plan général pour rénover un parc de logements existants, que ce soit dans le social, dans le privé collectif, ou dans l'individuel qui est en très mauvais état à Montpellier. Il y a un état réel de vétusté du logement dans les quartiers anciens. Beaucoup de quartiers n'ont pas bénéficié de plan de rénovation excepté ceux pour lesquels il y a eu des OPH. Nous en avons donc besoin si nous voulons nous attaquer sérieusement au problème et réaliser un plan climat digne de ce nom. Ce sera le chantier des années à venir et je regrette qu'il n'y ait rien, encore une fois, dans ce budget qui aille dans ce sens.

Nous avons parlé de l'état de l'espace public. Évidemment, les constatations sur la propreté doivent être prises au sérieux. Cela ne se résoudra pas que par des politiques de contrat de propreté et de nettoyage. Il est nécessaire de le faire mais cela n'est pas suffisant. Il faudra également travailler sur le comportement des Montpelliérains. Pourquoi ne pas le dire ? Il est souhaitable qu'il y ait une politique contre les incivilités, que la police municipale soit mobilisée sur ces questions. Il ne faut pas hésiter à sanctionner. Une ville n'est pas seulement là pour réparer les dégâts et nettoyer les saletés, elle est là aussi pour instaurer un type de comportement plus civique et je crois que les gens l'attendent. Nous ne faisons rien là-dessus. Lorsque j'étais adjoint, je me suis attaqué à ce problème et j'étais d'ailleurs appelé Monsieur « crotte de chien ». J'avais proposé des amendes pour les gens qui laissent leur chien salir la rue. C'est très peu appliqué. Nous avons également mis en place des solutions positives. Ce sont des politiques qui demandent de la constance, de la durée. Il s'agit en effet de rééduquer le corps social à des pratiques plus civiques.

Pour terminer, il y a des investissements dont nous doutons de la viabilité. La Cité du corps humain est un beau projet en soi mais est-ce bien le moment ? Aurons-nous un tour de table qui permettra d'en faire un beau projet viable ? Vous n'avez pas encore répondu sur cet aspect-là. Mais vous engagez déjà une autorisation de programme de 37 M€. Je crois que c'est prématuré. Cela signifie que lors d'un prochain conseil municipal, il nous faudra revenir sur cet engagement si le tour de table n'est pas garanti.

Nous voulions donc, par cette intervention, définir les priorités sur lesquelles nous aurions insisté si nous avions participé à ce budget et sur lesquelles nous insistons aujourd'hui, de la place qui est la nôtre. Nous continuerons d'ailleurs à nous bagarrer dans les années à venir, comme nous le faisons depuis pas mal de temps. Merci.

Marc DUFOUR : Madame le Maire, chers collègues, je voudrais m'inscrire d'une manière assez différente des interventions qui ont précédé. Je ne peux pas m'empêcher de m'étonner devant M. DOMERGUE qui vient nous

donner des leçons d'équilibre budgétaire alors que le gouvernement qu'il soutenait a augmenté de 30 % la dette de la France. Avant de donner des leçons, il vaut mieux balayer devant sa porte. J'aimerais féliciter l'équipe de gestion de la ville, l'administration et surtout M. LEVITA pour cette opération très difficile. C'était quasiment la quadrature du cercle qu'il fallait réaliser pour réussir un budget, étant donné la conjoncture dans laquelle nous vivons. C'est une mission réussie et je tiens à les en féliciter.

Il était nécessaire tout d'abord de préserver la situation économique des ménages avec une fiscalité stable et nous savons à quel point la population de Montpellier est sensible à l'augmentation de la fiscalité. Nous l'avons vu encore récemment. Et pour la quatrième année consécutive, maintenir un taux d'imposition avec 0 % d'évolution, c'est quelque chose de très difficile compte tenu de l'érosion monétaire et du blocage des dotations de l'État. Il était donc très important de maintenir cet engagement et nous l'avons fait tout en construisant un budget qui respecte tous les grands équilibres. Il s'agit d'un budget dynamique, un budget de justice sociale qui bien évidemment, est impacté par la crise mais qui n'en demeure pas moins un budget ambitieux. Il répond aux attentes des Montpelliérains, il les défend et prépare l'avenir. Comme le disait Mme le Maire, nous ne pouvons pas tout stopper car si la machine est en panne et si la ville n'investit pas, elle cassera le dynamisme du ressort économique et une fois sortis de la crise, nous ne pourrons pas redémarrer. Je pense donc que ce budget tient ses engagements. Ils respectent nos engagements ainsi que les points que nous considérons comme prioritaires. Il respecte l'équilibre durable de nos finances.

Il s'agit également d'accentuer nos efforts en ce qui concerne les actions prioritaires : l'éducation, l'enfance, la sécurité, la qualité de l'espace public, le logement, la solidarité, la cohésion sociale. Ce sont fondamentalement les engagements sur lesquels Madame le Maire et nous-mêmes qui avons été élus derrière vous, avons pris envers les Montpelliérains. Au niveau de notre groupe, Modem Radicaux de gauche, nous sommes particulièrement sensibles au fait que vous ayez maintenu le niveau de l'investissement : 87 M€ d'investissement et 117 M€ en prestations de financement. Ce qui fait plus de 200 M€ réinvestis dans l'économie régionale et le soutien de l'emploi. Ce chiffre de 2 000 emplois directs créés et préservés est certainement dans la réalité largement supérieur. C'est un apport indispensable au soutien de l'activité économique sur notre territoire.

Je dis donc bravo à cette équipe qui, par les autorisations de programme et les crédits de paiement, a introduit beaucoup plus de transparence dans le financement des projets et dans le suivi des budgets. Nous n'en serons que plus efficaces. Bien évidemment, notre groupe soutiendra et votera ce budget.

Jean-Louis GELY : J'aimerais intervenir sur deux points concernant le secteur dont j'ai la délégation, c'est-à-dire l'éducation et la réussite éducative. Je ne suis pas un vrai homme politique, par conséquent je n'aime pas me réfugier dans la posture et les intransigeances. Comme le disait le Président MITTERRAND, les choses en politique ne sont jamais noires ou blanches, elles sont gris clair ou gris foncé. Je n'aurai pas le discours d'approbation béate de la magnifique politique que nous avons conduite depuis 2008. Mais je ne validerai pas non plus le discours a contrario qui consiste à démolir à coups de masse l'édifice de notre politique éducative. Vous avez bien fait de le rappeler Mme le Maire dans votre discours introductif, je ne répéterai pas les chiffres que vous avez cités, mais nous aurons l'occasion de le faire dans le cadre des bilans. Pas simplement sur un plan quantitatif mais également sur un plan qualitatif. Je reconnais l'effort normal qui a été fait par les collectivités compte tenu de la progression des quartiers, de leur développement, des nouvelles populations scolaires qui accompagnent la démographie en développement que tout le monde connaît, ainsi que les dispositifs d'amélioration de l'existant. Pour autant, verre à moitié plein, verre à moitié vide. Je retirerai de manière constructive un certain nombre d'éléments qui ont été exprimés dans le débat qui vient de se dérouler et qui continuera de se dérouler après mon intervention. Je pense effectivement que dans les temps difficiles que nous connaissons, il est absolument indispensable, sans nier les nécessités de poursuivre le développement, Marc DUFOUR vient de le rappeler, de savoir accompagner les familles dans les difficultés sociales qu'elles éprouvent. Ce sont les politiques de proximité.

Je crois que le mot qui sera le totem des politiques publiques dans les années qui viennent, en particulier sur le plan local, c'est le mot proximité. Proximité et accompagnement social. C'est une demande qui vient de loin, je peux en attester étant souvent dans les quartiers par le biais de la chose scolaire. Cette demande traverse tous les quartiers, toutes les couches de la société. Je crois que nous avons bien fait de construire les groupes scolaires nouveaux dans les quartiers. Cinq groupes scolaires ont été achevés ou construits dans le cadre de la mandature. Je pense qu'il faut également savoir s'appesantir sur le patrimoine plus ancien dans d'autres quartiers, des

quartiers souvent bigarrés, mixtes ou des quartiers qui connaissent des difficultés sociales. De ce point de vue, le constat qu'a fait Francis VIGUIE n'est pas faux. En effet, dans les bâtis les plus anciens, je pense en particulier aux vieilles écoles du XIX^e siècle que nous appelons les écoles Jules Ferry que nous retrouvons dans le centre et les faubourgs, dans ces quartiers bigarrés où il y a des bourgeois bohèmes ainsi que des couches très paupérisées et des gens qui sont dans la difficulté sociale. Oui, c'est vrai, il y a aussi une progression de la population dans ces quartiers-là. Dans les études de démographie scolaire dont nous avons eu le rendu très récemment, nous aurons l'occasion d'en reparler plus complètement, la moitié de l'augmentation de la démographie scolaire se trouve en dehors des nouveaux quartiers. Et cela d'une manière diffuse car cela répond souvent à des rénovations, à des aménagements, à des évolutions de la sociologie, à des constructions diffuses également, au-delà des grands programmes immobiliers. Il est nécessaire d'en tenir compte.

Je retiens donc une proposition qui est aussi la mienne et dont je pense qu'elle peut être avalisée dans le principe par le conseil municipal. C'est qu'au-delà de l'effort bien réel et sur lequel je ne rougirai pas avec vous de présenter le bilan en temps et en heure, il convient de mettre en place - au-delà de ce que nous appelons dans le jargon les crédits globalisés qui servent à la maintenance et à l'amélioration de l'existant - dans nos programmations pluriannuelles d'investissement des dispositifs de remembrement, d'amélioration, peut-être même d'ajout de construction scolaire nouvelle liée au patrimoine bâti le plus ancien. Nous avons évoqué un mouvement qui émerge dans sept écoles du centre et des faubourgs et avec lequel je suis en contact de façon très sereine. J'ai déclaré l'autre jour en recevant les directeurs d'écoles et les représentants des parents d'élèves au conseil d'école qu'il fallait consolider davantage encore le territoire. Il y a sept écoles qui vont du bas du Pérou jusqu'à la place du 8 mai, c'est-à-dire les écoles Comte, Garnier, Gambetta, Sévigné, Anatole France, Daudet et Curie. J'ai dit qu'il était nécessaire d'ajouter les écoles Lamartine et Pasteur dans l'Ecusson et de l'autre côté du boulevard de Strasbourg, les écoles Louis Figuier, Paul Bert et Victor Hugo.

C'est vrai que dans certaines écoles, pas dans toutes, il y a des niveaux d'élèves qui sont au plafond de ce que l'Éducation Nationale autorise dans les zones dites sans difficulté particulière et qui sont, c'est vrai, d'un point de vue de réussite éducative, encore trop élevés. C'est 30 élèves en maternelle et 27 élèves en élémentaire, c'est le plafond obligatoire. Bien sûr, nous souhaitons faire moins et nous avons des solutions de court terme. Toutes les écoles ne sont pas garnies par des effectifs aussi plantureux et en conservant la proximité de la résidence, il y a la possibilité d'avoir de petits aménagements de la carte scolaire et ainsi, rééquilibrer les effectifs. Cela ne peut tenir que durant deux ou trois ans maximum. Ensuite, il faudra mettre en place un dispositif plus solide. Je souhaite et j'ai demandé au service de mettre à l'étude ce dispositif dans le cadre d'un plan plus vaste de réaménagement et de rénovation du patrimoine scolaire bâti. J'espère pouvoir le faire avec votre accord et votre autorisation.

Nous pouvons toujours créer une classe dans un local ou un logement qui n'est plus affecté. Mais en réalité, ce sont les parties communes qui ne peuvent plus supporter ces effectifs : restaurant scolaire, dortoir pour les maternelles, salle de psychomotricité. Et aujourd'hui, nous avons parfois des délocalisations comme c'est le cas à Celleneuve où nous avons le même problème avec école maternelle Pape Carpentier qui est une petite école Jules Ferry, charmante d'ailleurs mais totalement contrainte dans un espace qui lui aussi est contraint. En effet, sur le quartier de Celleneuve, il n'y a plus de possibilités. Là aussi, je souhaite que nous mettions à l'étude dans le cadre d'un périmètre qui va de Celleneuve à la future ZAC du Côteau, sous Malbosc, de la Paillade à Petit Bard et en tenant compte de Pierres-Vives ainsi que de la future ZAC du Côteau, un dispositif permettant de venir soit en substitution, soit en complémentarité avec ce qui existe notamment à Celleneuve.

Il y a donc des pistes et chaque chose vient en son temps. Mais je veux être d'une manière équilibrée et nuancée très en phase avec une demande sociale qui, je tiens à le dire, n'est pas une demande démagogique. Tout à l'heure, Max LEVITA parlait de l'immédiat et de l'impossible. La, je me trouve à l'intersection de l'immédiat et de l'impossible. Mais impossible n'est pas français.

Robert SUBRA : Madame le Maire, chers collègues, je n'avais pas l'intention de prendre la parole parce que j'ai écouté ce que nous a présenté Max LEVITA avec grand plaisir et je suis tout à fait d'accord. Mais au cours des réponses et vos propositions, j'ai entendu des choses qui m'ont un peu chiffonné. Surtout de la part de M. DOMERGUE et vous aussi, M. VIGUIE. Mais ce n'est pas la première fois.

D'abord vous, M. DOMERGUE, je crois que vous n'avez jamais pris le tramway et ce n'est pas la première fois que je vous le dis. C'est quand même dommage parce qu'il fonctionne depuis 2000, il y a quatre lignes. À un moment donné, j'ai cru que vous l'aviez pris. J'ai cru vous entendre dire : « *M. VEZINHET derrière les vitres de sa voiture de fonction et moi dans le tramway* ». Non, pas du tout. Vous étiez dans votre Smart et comme elle vous a été volée, peut-être allez-vous prendre le tramway. Ceci étant dit, c'est le tramway que vous auriez aimé construire, ce sont des transports que vous auriez aimé réaliser mais il est trop tard. Nous l'avons fait. Rassurez-vous, il y a tous les jours à peu près 300 000 voyageurs qui l'empruntent et qui se félicitent de la qualité, de l'exactitude et des correspondances. C'est l'occasion de féliciter le personnel de TAM qui s'y emploie avec beaucoup de passion. Vous avez fait référence à un article récent dans lequel cinq étudiants s'expriment. Vous n'avez cité que les quatre premiers. Évidemment, le cinquième était favorable. Vous me faites penser à l'Anglais qui arrive sur le continent, il voit une blonde, deux blondes et il en déduit que tous les Européens sont blonds. Ce n'est pas tout à fait vrai. Vous citez effectivement le tarif à 1,40 €. Il s'agit du tarif occasionnel pour des gens qui ne l'utilisent pas régulièrement. Ce tarif est à 1,50 € à Grenoble et à Strasbourg, à 1,60 € à Toulouse, à Lyon et à Paris. Il n'y en a pratiquement pas en dessous de nous, d'autant plus que Montpellier n'a pas procédé à des augmentations tarifaires depuis 2011. Au-delà de ça, nous pouvons faire l'analyse du vrai coût par client. Vous pouvez écouter, M. VIGUIE, car cela s'adresse aussi à vous. Le coût à prendre revient à la somme dépensée par les gens qui sont abonnés pour les recettes. Là, nous arrivons à un coût moyen du voyage de 0,79 € pour chaque déplacement. Nous avons aujourd'hui 70 000 abonnés et 35 000 abonnés annuels. Et lorsque nous prenons uniquement les abonnés, nous arrivons à un coût moyen du déplacement de 0,57 €. Vous voyez que nous sommes loin du compte. Pour cela, ce n'est pas difficile, il suffit de lire les différentes publications qu'il y a sur les tramways et de temps en temps m'écouter quand j'ai la parole car effectivement, ce n'est pas la première fois que je dis cela. Cela vous évitera de dire n'importe quoi.

En ce qui concerne le tarif gratuit, quelqu'un m'a expliqué qu'il y en avait à Vilnius. Je suis en train de contrôler et je n'en suis pas si sûr. En France, vous avez cité les transports à 1 €, cela concerne à peu près 3 000 voyages par jour. Chez nous, cela concerne 300 000 voyages. J'ai eu une discussion avec un maire des hauts cantons qui voulait tout gratuit. Il avait raison. Ce n'est pas la peine de payer de la billettique pour trois voyageurs par jour. Pour nous c'est un peu différent car dans les sommes du budget de TAM, et je parle sous le contrôle de Serge FLEURENCE qui m'a précédé en tant que président de TAM, je crois que le budget est d'environ 100 M€. Là-dessus, les recettes interviennent pour 30 M€. C'est peu mais c'est quand même énorme. Par ailleurs, il faut savoir que l'agglomération, chaque année, consacre pour les tarifs dits sociaux 12 M€. C'est-à-dire que lorsque nous tenons compte des revenus ou des demandeurs d'emploi, à ce moment-là nous sommes loin du ticket à 1,40 €, nous sommes parfois à 3 € par mois. Je crois donc que la politique qui a été conduite depuis le début du tramway et depuis la création de TAM après la SMTU par Georges FRECHE et poursuivie par Hélène MANDROUX, c'est effectivement une tarification sociale basée réellement sur les ressources des uns et des autres. Quelle que soit la politique de transport, il faudra bien que quelqu'un verse ces 35 M€ de recettes. Autant que ce soit ceux qui en ont les moyens. Je pourrai m'étendre beaucoup plus là-dessus. Parfois, cela me fait râler. Je fais partie d'un club au sein duquel nous analysons l'évolution des transports. Beaucoup, pour ne pas dire tous, envient les réseaux de Montpellier avec ses lignes de bus. Après avoir fait les lignes 3 et 4, nous avons ajouté la ligne 10. Nous avons coupé la ligne 7. Si vous suivez l'actualité, vous verrez que nous avons un réseau de transport qui est perfectible et que beaucoup de nous l'envient. Merci.

Hélène MANDROUX : M. SUBRA, je vous remercie effectivement de nous apporter ces précisions. Même si vous l'avez déjà fait, nous disons toujours que les Français ont la mémoire courte. Donc, les piqures de rappel sont souvent très utiles. Effectivement, la gratuité n'existe pas car il y a toujours quelqu'un qui paie quelque part. D'une manière ou d'une autre, il convient toujours de trouver un financement. C'est absolument évident.

Michel PASSET : Merci Madame le Maire. Avant d'intervenir sur le budget si vous le permettez, je ferai une parenthèse. Je me félicite et je pense qu'il faudra faire beaucoup plus. A la ville de Montpellier, la majorité s'intéresse aux problèmes sociétaux. Ne pas voir toutes les fractures, les déchirures, les divisions que cela crée, c'est vivre en dehors de la société. C'est peut-être là que nous voyons qu'il existe deux politiques : une politique du cœur, de l'humain, qui s'oppose à la politique du fric. J'espère que la majorité municipale maintient cette politique du cœur et réfléchit à des campagnes pour la développer. Je n'en dirai pas plus. M. DOMERGUE, vous m'avez fortement déçu dans ce domaine car quelle que soit la position que nous ayons en ce qui concerne les problèmes sociétaux, ne pas considérer qu'aujourd'hui ils sont des facteurs d'aggravation de la crise et destructifs pour notre société, c'est une grave erreur.

J'en viens maintenant au budget et je serai bref pour deux raisons : sur les grandes orientations nationales, je pense que tout le monde connaît la position des sénateurs et des députés communistes. Si vous le souhaitez, abonnez-vous à l'Humanité et vous verrez, c'est très riche et très intéressant. Il y a de nombreuses propositions. La deuxième chose, concernant le budget de la ville, j'ai exprimé mes inquiétudes et mes préoccupations lors du débat d'orientation budgétaire. Je me permets de faire deux remarques générales avant d'aborder quelques points de détail.

La première, M. LEVITA, je ne suis pas d'accord avec vous et j'invite notre majorité à agir. Il n'est pas possible que les dotations de l'État diminuent. Ce n'était pas possible avec la droite, ce n'est pas possible maintenant. Pourquoi ? Pour deux raisons me semble-t-il. La première c'est que les transferts de l'État sont de plus en plus importants. Nous voyons bien que si nous voulons nous doter d'un certain nombre d'équipements dans l'agglomération, dans la région et dans le département, il faut mettre la main à la poche. Ce qui n'était pas le cas il y a une vingtaine d'années. Contrairement à M. VIGUIE, je suis pour la gare TGV parce que je considère que nous avons besoin de cette ligne. Et si nous faisons une ligne, il nous faut une gare. Cela me paraît d'une logique imparable. Si nous voulons cette gare TGV, il faut payer. Que ce soit la municipalité, la région ou l'agglomération. La deuxième raison, c'est que nous mesurons la richesse d'une commune à la situation de ses habitants et non à son budget. La ville de Montpellier est pauvre. Il est donc nécessaire de l'aider dans ses réalisations qui permettent - non pas de supprimer la misère car une ville ne supprimera pas la misère - de soulager les cas les plus difficiles dans les tarifs et la réalisation afin de faire en sorte que nos concitoyens vivent mieux.

La deuxième remarque que je fais est au sujet de la réforme des collectivités territoriales. Ce n'est pas après qu'il faudra s'exprimer, c'est maintenant. Car de cette réforme dépendront les budgets suivants. Ce qui est annoncé n'est pas bon. Il faudra remettre le chantier sur la table. À votre place, M. DOMERGUE, je me réjouirais de ce qui est annoncé car c'est dans le droit fil de ce que vous vouliez faire. Mais ce n'est pas bon en ce qui concerne notamment les communes. Le débat est lancé, nous verrons. Il faut faire attention afin de ne pas avoir à regretter son vote. Et pour ne pas le regretter, un débat important est nécessaire et s'il y a bien un débat citoyen à avoir dans une ville comme Montpellier, c'est bien sur ces questions-là.

Nous voterons le budget, ce n'est pas une surprise. Mais sur la question du social, ce n'est pas juste de dire que Montpellier ne fait pas du social. Certes, au regard de la difficulté des gens, il y a des domaines où c'est insuffisant. Je pense que dans le social, et je l'ai déclaré au moment de l'orientation budgétaire, il y a une volonté à la fois d'aider celles et ceux qui sont le plus en difficulté dans de nombreux domaines mais en même temps, de considérer qu'il n'y a pas que les plus pauvres qui sont hélas en difficulté. Il y a aussi ce que j'appelle les couches populaires qui doivent pouvoir accéder à l'ensemble de la vie de la ville, à ce que la ville leur offre. Là, il y a du travail à faire. En tant que responsable de la jeunesse, je vois l'effort que nous faisons pour les jeunes et les étudiants. Il y en a pour qui cela est une question de survie. Nous aidons également des jeunes dont les parents ont des niveaux de revenu moyens à accéder à un certain nombre de choses. Et c'est une bonne chose qu'il est nécessaire de poursuivre. Nous avons tiré l'ensemble des Montpelliérains vers le haut, excepté une petite partie.

La deuxième chose, c'est la question de l'emploi. C'est surtout l'agglomération qui est concernée et nous verrons cela au moment du vote du budget de l'Agglo. Un peu honte au patronat quand même. Nous faisons des efforts avec les salariés, concrétisés par Sanofi et c'est ce que nous verrons lors de la réunion qui aura lieu prochainement. En même temps que nous sommes en conseil municipal, Schneider Electric vient d'annoncer la fermeture du site de Montpellier et la suppression de 120 salariés. Il faudrait peut-être que les décisions patronales ne soient pas unilatérales. Avant de décider de fermer une entreprise, les acteurs politiques et économiques de la ville doivent être tenus au courant. Il s'agit d'étudier ensemble des propositions et des solutions, quelle que soit leur provenance. Ce sont les entreprises qui maintiennent l'emploi et le créent. Nous devons dire stop à la casse des emplois et écouter un certain nombre de propositions que d'autres font.

D'autre part, ce qui nous fait pencher pour ce budget, c'est la priorité et non l'exclusivité, en témoigne le chiffre donné au CCAS, concernant l'enfance et la jeunesse. C'est là que se forment beaucoup de choses. C'est là où il y a des répercussions directes sur la vie des familles. Notamment dans le domaine économique, le tarif des cantines, etc. Mais également dans le domaine social. Si un jeune se sent bien, la vie du foyer va mieux. Nous devons prendre toutes ces questions à bras-le-corps.

En ce qui concerne l'investissement, ma vision des choses est que lorsqu'un État est en crise, le plus dangereux est de ne rien faire. Ce ne sont pas les 2 000 créations d'emplois qui changeront quelque chose, M. LEVITA. Au risque de vous décevoir pour tous les efforts que vous faites pour créer de l'emploi en investissant car à côté, le patronat vous les casse. En une journée, il vous plie la moitié du budget. Je pense que nous ne devons pas bloquer la ville dans les réalisations qui relèvent de la compétence de la ville. Bloquer la ville entraînera encore plus les gens dans la désespérance. Développer la ville c'est créer de l'espoir et peut-être inviter les gens à lutter. Pour ma part, si ce n'est pas le cas, je crois que le changement doit vraiment être maintenant.

Christophe MORALES : Se sont intercalés des intervenants, Messieurs GELY et SUBRA, qui fait que mon propos sera un peu raccourci. J'aimerais rappeler rapidement par rapport à l'agglomération puisqu'il en a été question, que nous consacrons au moins 150 000 € pour les transports cette année. Et que nous consacrons plus de 18 M€ pour l'achat de foncier. Car le foncier que nous acquérons sera pour le logement social de demain ou après-demain. Les réserves foncières que nous constituons sont absolument nécessaires en fonction de l'avancée de l'urbanisation et surtout de la démographie qui reste vivace, quoique nous en disions, 1,4 % sur l'ensemble de l'agglomération de Montpellier.

Je rappelle aussi à mon ami ROUMEGAS que l'agglomération de Montpellier, j'en ai été l'initiateur, a lancé un programme qui s'appelle « Réhabiliter solidaire et durable » où nous finançons une partie des réhabilitations thermiques. Je crois que ce n'est pas suffisant et un cadre national est absolument nécessaire. Nous attendons beaucoup des mesures que prendra le ministre DUFLLOT sur ce cadre national de la réhabilitation thermique. Nous ne pouvons pas lancer des procédures de financement du logement uniquement sur des bases locales. Il nous faut un appui de base nationale sur des compétences qui sont aussi nationales.

Je voulais surtout insister sur deux points. M. GELY l'a fait, cela concerne le scolaire. Je suis concerné par ce cadran ouest des faubourgs puisque j'ai deux écoles qui sont sur mon canton : Daudet et Curie dont je suis représentant au conseil d'école. Nous avons une réunion avec d'autres collègues dont a fait mention M. GELY pour recevoir les directeurs et les parents d'élèves et nous aurons une nouvelle réunion pour ces deux groupes scolaires à la mi-février, je crois que c'est le 15 février. Je voulais insister auprès de tous mes collègues car il est vrai que lorsque nous discutons un budget, il y a des prises de position des uns pour avoir un budget un peu plus fort que les autres. J'insiste donc sur le fait que si nous construisons deux écoles, c'est effectivement quelque chose qu'il convient de remarquer, mais la consolidation dont parlait M. GELY avec son terme de bâtiminaire est quelque chose de très important car si nous résolvons le problème du court terme, il faudra aussi rapidement porter l'espoir pour le moyen et le long terme sur ces écoles. Donc, j'insiste pour que ces budgets soient réellement abondés afin que l'éducation devienne la priorité des priorités.

D'autre part, en ce qui concerne le Racing club du Lemasson. Il s'agit de l'un des clubs que j'ai reçu dans le cadre de mon travail de conseiller général car je fais un point avec les responsables de la jeunesse. J'ai donc vu des jeunes qui ont des initiatives et qui les portent, notamment sur des disciplines comme les sports de combat. Cela permet d'intégrer une jeunesse qui est peut-être en rupture et en décrochage scolaire. Cette jeunesse a besoin d'équipements et malheureusement, les équipements qui sont nombreux saturent énormément. Il y en a 246, mais il y a malgré tout une saturation de ces équipements. Je pense qu'il serait nécessaire que nous ayons un plan là aussi et j'ai appelé Patrick VIGNAL à ce sujet avant qu'il se fasse opérer. J'ai insisté là-dessus et il m'a répondu qu'il trouvera des solutions à court terme. Il s'agit d'investissement dans l'éducation qui évite un décrochage car il y a de véritables éducateurs. C'est bien sûr de la cohésion sociale et de la solidarité car dans ces sports-là, nous savons que les cotisations dans les clubs sont assez onéreuses. L'association La Bonne École que j'ai reçue et qui pratique ce sport dans un centre social qui n'est pas vraiment fait pour ça, déborde, ils encadrent 80 jeunes. Je pourrais dire la même chose pour des clubs de football qui ont besoin d'être remis à niveau. Je crois que ces niveaux-là, même s'ils peuvent paraître comme n'étant pas forcément prioritaires, en tout cas au niveau du sport de proximité, comme l'a dit M. GELY, la proximité relève de la compétence des communes. C'est là où nous arriverons à gagner notre responsabilité et notre reconnaissance. Je crois donc que nous devons aller encore plus loin. Merci pour votre écoute.

Philippe SAUREL : Merci Madame le Maire de m'accorder la parole. J'aimerais simplement dire un mot en réponse à M. VIGUIE concernant le Pass Culture qui a un peu agité l'opinion ces jours-ci. À votre demande, Madame le Maire, j'ai rencontré vendredi, en compagnie de Mme ASTESANO, directrice du service culture, M.

Philippe PROST le directeur du CROUS. J'ai également rencontré les représentants des syndicats étudiants UNEF, PC, NPA cet après-midi et j'ai rencontré ce soir la trentaine d'étudiants qui était venue devant la mairie pour manifester leur mécontentement. Voilà ce qui a été acté par tout le monde : en 2012, l'attribution de la subvention a fait l'objet d'un vote à l'unanimité du conseil municipal qui était de 20 000 €. Y compris de vous M. VIGUIE. Les étudiants étaient un peu ennuyés que cette subvention soit reconduite pour l'année 2013 au niveau de 20 000 €. Ils font état de possibles demandes supplémentaires dont ils ont besoin. Nous nous sommes donc entendus de la façon suivante : nous provisionnons sur le budget culture les 40 000 € pour le Pass Culture. Nous reconduisons la subvention de 20 000 € et à la demande du CROUS – je signale que l'interlocuteur de la ville sur cette affaire est le CROUS, c'est à lui que nous attribuons les subventions. Il est normal cependant que les étudiants se manifestent. Donc, à la demande du CROUS, nous aurons la capacité tout au long de l'année d'augmenter la subvention si le besoin s'en fait sentir. Et tout le monde a acté de façon unanime la solution que j'ai proposée. À ce propos, je leur ai signé un papier pour indiquer par écrit ce que je viens de dire oralement.

Perla DANAN : Merci Madame le Maire. Chers collègues, nous sommes bien sûr tous conscients que les Montpelliérains sont dans une situation économique difficile et compliquée. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que si nous n'avancions pas, nous reculerons. Nous n'avons pas le droit non plus d'arrêter tous les projets de la ville parce que c'est hypothéquer son avenir. J'aimerais rendre hommage à Max LEVITA et à son équipe car ils ont réussi à faire entrer dans ce budget nos priorités sur les points majeurs : le fait de contenir une fiscalité avec un bouclier social qui reste important et qui permet d'aider les familles les plus démunies. Et également un budget de fonctionnement contenu et un investissement permettant de poursuivre nos projets et de développer l'emploi. C'était très compliqué et je crois que le budget proposé répond à ces contraintes le mieux possible. Il serait vraiment préjudiciable de tout arrêter et de dire aux Montpelliérains qu'il n'y a plus aucun budget structurant à moyen terme pour cause de crise. Nous devons continuer forcément à développer la ville et à investir afin qu'elle reste attractive et demeure Montpellier que nous aimons. Pour toutes ces raisons, je voterai le budget.

Max LEVITA : Je vais essayer d'être très succinct. M. DOMERGUE, j'attendais une intervention, vous êtes le représentant de l'opposition, de la droite et j'espérais que vous seriez à ce niveau. Je constate que vous êtes heureux d'être dans l'opposition. J'espère que vous y resterez encore longtemps. Vous en prenez le chemin. Vous pourriez d'ailleurs nous critiquer à longueur de journée car les socialistes prennent un malin plaisir à se critiquer les uns les autres. Ce qui fait que vous êtes absent du débat. C'est comme vous voulez.

Je ne vais pas attaquer ce gouvernement qui fait ce qu'il peut. Vous lui avez laissé une dette de 600 Md€ supplémentaires en 5 ans qu'il nous faut impérativement diminuer. Elle n'augmente pas et nous parviendrons à la maîtriser. En tout cas, je l'espère. Même si c'est parfois difficile, je soutiens ce gouvernement.

En ce qui concerne les rythmes scolaires, vous demandez qui finance. Je vous l'ai dit et je réponds à M. VIGUIE, pour l'année 2013 – M. GELY n'a pas eu le temps de l'évoquer – les négociations continuent et elles se poursuivent avec les enseignants, les parents, le personnel municipal. Pour le moment, la décision n'est pas prise. Mme le Maire nous donne encore un délai d'un petit mois pour la prendre. En ce qui concerne le financement, il est prévu un fonds de 250 M€ qui devrait financer le début de l'année 2013 et il sera nécessaire de couvrir septembre octobre novembre et décembre. Cela ne pose pas de problème budgétaire. Cela génère d'autres problèmes, M. GELY en a la charge, ainsi que l'administration. Ils proposeront des solutions que Mme le Maire nous présentera. Je répète pour la vingt-troisième millièmme fois que le taux de fiscalité de la T.H., si nous tenons compte de l'abattement à la base de 15 %, nous sommes dans la moyenne des villes françaises de plus de 100 000 habitants. Ce n'est pas glorieux d'être dans la moyenne, certes. Pour le foncier bâti, je le reconnais, nous sommes très élevés. Lorsque vous évoquez les ressources de Bordeaux, cher Monsieur, je suis inquiet. Bordeaux est à peu près comme Montpellier, s'ils font payer moins d'impôts locaux, je ne vois pas où ils trouvent la différence. La taxe professionnelle a disparu, les communes ne la touchent plus depuis un certain nombre d'années, ce qui pose d'ailleurs un problème à l'agglomération en ce moment. Mais nous ne sommes pas là pour en parler.

Par rapport aux dépenses de communication, j'ai communiqué le chiffre, il est inscrit dans notre budget et vous me donnez un chiffre qui vient du Figaro Magazine dont je conteste formellement la compétence pour effectuer ces calculs. C'est moi qui fais les chèques et qui donne les ordres afin que le trésorier municipal paye. Je ne sais pas d'où sort cette somme de 8M€.

Quant aux dépenses de personnel, cher Monsieur, je me souviens que vous êtes intervenu sous mes yeux ébahis et j'ai pensé qu'à droite ils commençaient à avoir une conception sociale. C'est toujours intéressant. Vous vous êtes déclaré en faveur de la déprécarisation et nous avons déprécarisé, ce qui a entraîné une augmentation.

Je laisse ce qui concerne l'agglomération de côté. Ce n'est pas l'objet du débat. Ce soir, nous parlons des finances de la ville. Je n'ai pas noté de proposition à retenir sauf que vous êtes bien dans l'opposition, ce qui est intéressant.

M. VIGUIE, je suis d'accord avec vous, la crise du capitalisme, etc. Lorsque j'étais plus jeune, je donnais également des cours sur la décadence du système capitaliste. Ce n'est pas l'objet du jour. J'ai à faire voter un budget et celui-ci doit être en équilibre. Il doit y avoir une épargne brute et si vous étiez à ma place, vous feriez exactement pareil. Sinon, le Préfet vous renvoie le budget, pire, il le gère à votre place. Vous avez raison, la crise du capitalisme, nous pouvons en débattre où vous voulez et quand vous voulez mais pas lors du vote du budget. Les inégalités s'accroissent, je suis d'accord également. Pour le changement, nous vous demandons d'être un peu patient, vous ne l'êtes pas, c'est normal car vous êtes plus jeune et vous ne voyez pas la totalité des problèmes.

En ce qui concerne les rythmes scolaires, j'ai répondu. Vous souhaitez les reporter en 2014. J'enregistre et nous sommes d'accord sur cette position. Mme le Maire l'a indiqué tout à l'heure, nous n'allons pas nous lancer pour faire n'importe quoi. Cette notation fut pour moi une surprise. Notez bien que beaucoup d'enfants sont accueillis à partir de 7 h 45 et nous terminons à 18 h 45. Cela fait 11 heures au total. Sur ces 11 heures, l'Etat en assure 5. Nous avons donc 6 heures à assurer. Dans quelles conditions ? C'est effectivement un sacré débat. Bien sûr, ainsi que l'a dit récemment lors d'une réunion mon collègue BOUILLE, nous n'allons pas le faire pour faire n'importe quoi. Je vous accorde M. VIGUIE que vous avez une vision cohérente mais je n'ai pas la même que vous. Vous pourriez donner des leçons de cohérence à notre éminent collègue DOMERGUE qui en manque car il fait une critique tout azimuts qui n'a plus de signification, « *Ce qui est exagéré est insignifiant* ».

M. ROUMEGAS, merci pour votre présentation critique et constructive. Je rétorque simplement, cher Monsieur, que vos 3 M€ pour les pistes cyclables sont intégrés au budget. Les 500 000 € que vous avez notés sont là pour assurer la liaison entre les différents bouts qui existent. Ensuite, il y a environ 2 500 000 € qui sont dans le budget et non visibles. Au total, nous poursuivons sur la piste que vous avez lancée, soyez rassuré.

Pour le parking de Saint-Roch, oui, nous le construirons. Ensuite, nous le vendrons. Nous préférons le faire pour aller plus vite afin qu'il soit prêt le plus rapidement possible. Il est donc au budget et il est nécessaire pour le démarrage et le fonctionnement de la gare et de Saint-Roch.

En ce qui concerne la Cité du corps humain, nous en avons débattu longuement la dernière fois. Mme le Maire a été très claire sur ce point. Il est stipulé qu'il s'agit d'un projet et lorsque les conditions de sa réalisation seront réunies, à ce moment-là nous le ferons. Si elles ne sont pas assurées, l'équipe suivante, dans deux ans, décidera.

M. DUFOUR, je vous remercie. Je n'en espérais pas tant. La quadrature du cercle est pour moi un problème impossible. Vous m'assurez que je l'ai réalisé, je peux donc demander au moins le Nobel des mathématiques car nous avons déjà démontré que cela n'était pas possible. Je vous le rappelle, il faut parvenir à avoir la même surface dans un cercle et dans un carré. Nous avons démontré récemment que pour les uns c'est un nombre rationnel et pour les autres un nombre irrationnel, c'est donc impossible.

Je vous remercie de vos félicitations, je suis d'accord avec vous, ce budget est bon pour l'année 2013 et, alors que nous sommes en fin de mandat, il n'obère pas l'avenir et nos successeurs auront de quoi faire.

M. PASSET, je suis d'accord avec vous. Certes, il n'est pas possible que les dotations de l'État diminuent mais pour le moment cela a été voté pour 2013 et pour 2014 ainsi que pour 2015. Sur la réforme des collectivités locales, je vous rejoins quant à vos appréciations, elles sont effectivement assez inquiétantes pour un certain nombre. En ce qui concerne la réforme, beaucoup de choses sont prévues et il n'y a pas un seul mot sur les finances. Le problème reste entier.

Pour Sanofi, ces entreprises multinationales obéissent à des logiques qui ne sont pas celles des entreprises locales. Elles ne tiennent absolument pas compte de leurs engagements vis-à-vis des collectivités. Au niveau de la ville et de l'agglomération ainsi qu'au niveau régional, Sanofi fait partie d'un pôle de compétitivité local. Elle reçoit des subventions de la région et de la Communauté d'agglomération, elle a pris des engagements. Nous nous apercevons qu'elle ne les respecte pas. Comment faire respecter ses engagements à une multinationale ? J'avoue que je ne sais pas répondre à cette question.

Au sujet des plans de développements, je veux bien cher Christophe, nous sommes en fin de mandat, nous pouvons faire des plans pour 2014 et au-delà, pourquoi pas. Je suis un peu étonné que l'on ne s'en aperçoive que maintenant. Ceci étant, votre remarque me paraît tout à fait pertinente et il est vrai que dans une ville qui se développe, de plus en plus de choses sont demandées et celles-ci doivent être, dans la mesure du possible, réalisées. Je vous rappelle que toutes les collectivités locales en France sont dans une situation compliquée et difficile. Vous pouvez voir qu'il y a un mouvement en général qui a été tout d'abord initié par la droite et qui est repris maintenant par la Cour des Comptes et différentes instances. Il est en effet admis que les collectivités locales dépensent trop. Cela devient un lieu commun. Et même si ce gouvernement est proche de nous, il semble partager cet avis. Nos dépenses sont appelées à augmenter et nos recettes sont appelées à décroître. Ce sera un problème compliqué qui nous occupera pendant les années à venir. Merci mes chers collègues pour les félicitations que vous m'avez adressées, je les partage avec l'administration ainsi qu'avec mes collègues qui ont des responsabilités par rapport à ce qui a été écrit. En définitive, je n'ai pas vu de critique dont je puisse rougir et je vous en remercie.

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues, je pense que nous avons eu un débat sur le budget de très haute tenue qui a duré 3 heures. Cela montre tout le sérieux des uns et des autres à travers nos convictions. Convictions différentes selon l'orientation politique que nous avons. En tout cas, je voulais vous remercier pour ce débat qui je pense, préfigure du sérieux de ce conseil municipal, dans toutes ses composantes diverses et variées. Je vais donc vous demander de voter le budget primitif du budget principal et du budget annexe.

Pour : 45

Contre : 7

Abstentions: 3

Adopté à la majorité.

Mesdames BOYER, PRUNIER, BENOUARGHA-JAFFIOL, MIRAOU, CLAVERIE (qui quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur MORALES) et Messieurs ARAGON et SUBRA (qui part définitivement et donne procuration à Madame BIGAS) sortent de la séance.

2- Programmation stratégique des investissements - Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Adoption des AP 2013

Max LEVITA :

Afin d'améliorer la lisibilité de ses opérations d'investissement à caractère pluriannuel, la Ville de Montpellier lance une démarche de programmation stratégique de ses investissements afin d'en planifier la gestion financière.

La Ville de Montpellier a ainsi mis en place la gestion par Autorisation de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) pour le suivi de certaines dépenses d'équipement, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (articles L.2311-3 et R.2311-9), selon la délibération n°2012/632 fixant le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Il est donc proposé d'ouvrir les Autorisations de Programme suivantes au titre de l'exercice 2013

N°	Programme	AP au BP 2013	CP 2013
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000	490 400
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000	160 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000	2 400 000
2013I27	ACTION FONCIERE	10 000 000	1 600 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211	452 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000	148 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND	9 305 429	4 983 200
2013I20	BD JEU DE PAUME	5 600 000	1 600 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000	1 397 600
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000	240 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000	280 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946	500 000
2013P16	CONCESSION AMENAGEMENT EAI	16 640 600	227 200
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR	7 685 000	548 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000	30 000
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	7 083 756	5 004 000
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	7 010 000	5 608 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000	1 904 000
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199	668 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000	40 000
2013I06	HALLES DES 4 SAISONS	883 100	448 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000	100 000
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000	404 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000	138 240
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555	240 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000	200 000
2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743	90 400
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326	600 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000	56 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000	448 000
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000	612 000
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000	1 008 000
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 700 000	688 000
2013P21	PONT DE LA REPUBLIQUE ZAC RIVE GAUCHE	7 992 000	0
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000	480 000
2013P08	PROJET URBAIN	530 000	344 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000	265 028
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055	2 276 290
2013P09	PV ELECTRONIQUES	598 600	334 880
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000	200 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	0
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000	80 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680	936 000
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612	252 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000	320 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263	240 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000	480 000
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000	0
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	2 100 000	800 000
2013P10	VIDEO PROTECTION	533 000	289 600
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000	0
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731	2 664 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING (Opération équilibrée en dépenses et en recettes)	22 724 000	0

Le détail de la programmation pluriannuelle de chaque programme est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des Autorisations de Programme proposées,
- retenir comme échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement l'annexe susmentionnée,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Effectivement, comme vient de vous le dire M. LEVITA, nous avons voulu faire apparaître les Autorisations de Paiement/ Crédits de Paiement car c'est certainement une simplicité comptable et un souci de transparence et de compréhension par rapport aux projets et aux programmes que nous pouvons avoir. C'est nouveau et cela va dans le sens d'une meilleure compréhension, aussi bien de vous mes chers collègues que pour les Montpelliérains qui pourront, à la vue de ces APCP, comprendre dans quel sens nous allons au fur et à mesure des années qui s'écoulent.

Christian DUPRAZ : Merci beaucoup Madame le Maire. Oui effectivement, c'est un instrument très pratique qui permet notamment de repérer ce qui manque. J'avais donc une question à ce sujet. Nous avons entendu parler de la programmation du renouvellement de la cantine centrale, elle n'apparaît pas dans cet ensemble de projets. Je souhaitais le faire remarquer et vous posez la question concernant la pertinence de faire évoluer ce projet vers peut-être plusieurs cuisines mieux adaptées à l'utilisation des circuits courts et des produits bio, tel que nous l'appelons de nos vœux. J'en profite pour rappeler la demande que j'avais faite lors du précédent conseil municipal qui figure dans le procès-verbal. A savoir quelle est la part aujourd'hui du bio dans les cantines. Nous avons vu des chiffres dans la presse mais nous ne savons pas s'ils sont corrects. Merci.

Anne-Rose LE VAN : Merci Madame le Maire. Nous sommes également très satisfaits de cette présentation car cela nous permet de voir les investissements. Nous sommes pour les investissements mais nous préférons des investissements dans le logement et le logement social en particulier, ainsi que dans les écoles. Là, nous voyons surtout des investissements prévus déjà assez précisément sur la Cité du corps humain. À chaque fois nous avons voté contre et là nous voyons bien 500 000 € pour le concours d'architecture.

Au niveau de la méthode, la présentation est intéressante. Par contre, la liste comporte des points qui ne nous conviennent pas : la Cité du corps humain et la Cité des métiers sur lesquelles nous manquons totalement de précision et la vidéo protection. Donc, à cause de ces trois points, nous ne pourrions pas voter cette délibération. Nous votons contre la liste et non contre la méthode.

Jean-Louis GELY : Je réponds à la première question et je propose à Catherine LABROUSSE de répondre à la seconde. En ce qui concerne la cuisine centrale, nous avons présenté il y a quelques mois une délibération qui consistait à nous entourer d'une expertise afin d'étudier les modalités selon lesquelles pourrait être réalisée l'édification d'une nouvelle cuisine centrale. A ce jour, nous n'avons pas pris de décision et la réflexion se poursuit entre plusieurs hypothèses. Je note la contribution de Christian DUPRAZ. C'est ouvert. Les conclusions seront bien sûr portées à la connaissance du conseil municipal car nous serons amenés à délibérer sur les modalités de développement de cette nouvelle cuisine centrale. A ce stade, je veux insister sur deux objectifs incontournables qui devront être remplis par la solution retenue. Ce sont des évidences qui vont sans le dire mais cela va toujours mieux en le disant. D'abord, la poursuite de la régie, c'est-à-dire le caractère municipal et public de la chaîne alimentaire, depuis la commande et l'acquisition des denrées jusqu'à la conception et la production des repas car c'est la meilleure garantie que nous

ayons pour la qualité des repas servis au rationnaire. C'est le jargon de la profession, bien que je ne sois pas un professionnel. Le deuxième objectif incontournable est la certitude de la capacité de servir sans rupture la totalité des enfants inscrits dans les restaurants scolaires, compte tenu de l'évolution des effectifs. Nous avons pointé lors de la délibération méthodologique, une échéance à 2016 pour l'opérationnalité du nouveau dispositif. Il s'agira donc effectivement de déterminer ses contenus et ses modalités de développement dans le courant de ce semestre.

Jean-Louis ROUMEGAS : C'est simplement pour une explication à propos de ce que nous allons voter. Nous sommes favorables à la méthode, bien entendu. En revanche, je lis dans la délibération : « *Il est proposé d'ouvrir les autorisations de programme suivantes* » et une liste est donc annexée. Nous pourrions être cohérents s'il y a deux votes différents : un pour la méthode, un pour la liste.

Catherine LABROUSSE : En ce qui concerne la deuxième partie de la question de M. DUPRAZ : premièrement, nous n'avons pas perdu l'objectif qui était de travailler sur la question du bio. Vous l'avez bien vu, nous avons introduit du bio dans la cuisine centrale. Nous montons peu à peu en capacité. En parallèle des études bâtimentaires, ce type d'étude est également envisagé sur la question des circuits courts.

Max LEVITA : J'aimerais vous apporter une précision car nous ne savons plus de quoi nous parlons. Au niveau de la méthode, Mme le Maire, c'est inutile, nous l'avons votée lors du dernier conseil. La méthode a été adoptée. Au niveau de l'investissement que je vous ai présenté, dans le total des 87 M€, il y a 25 M€ de crédits globalisés dont la dépense, Mme LE VAN, ne figure pas dans le dossier qui vous est soumis. Ces 5 M€ sont donnés pour intervenir dans le domaine dont ils ont la charge et ces investissements ne figurent pas dans ce que je vous demande de voter. En outre, il y a également 22 M€ qui sont la fin des opérations des années précédentes, c'est-à-dire de l'année 2012, que nous allons financer en 2013 et enfin, il reste 40 M€ qui sont en crédit de paiement. Ce sont ces 40 M€ qui figurent dans la liste que vous avez sous les yeux. Donc, vous avez une liste et il y a toutes les AP qui sont prévues. Il y en a pour 220 M€. Et dans ces 220 M€, vous votez pour 40 M€ qui sont inscrits au budget 2013. Ai-je été clair ? Merci.

Pour : 39

Contre : 7

Abstentions: 3

Adopté à la majorité.

Monsieur Jacques MARTIN entre en séance.

Mesdames BOYER, PRUNIER, BENOUARGHA-JAFFIOL, MIRAOU et Monsieur

ARAGON reviennent en séance.

Messieurs PASSET et Hervé MARTIN sortent de la séance.

3- Constitution et fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)

Cédric SUDRES :

Ville internationale depuis son origine, Montpellier possède une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ses résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein d'une instance représentative, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

Cette démarche a été impulsée par l'adoption au Conseil municipal du 26 mars 2012 d'une délibération instaurant le principe de création du Conseil consultatif des résidents étrangers (CCRE), dont la première assemblée plénière se réunira d'ici la fin du mois de février 2013.

Cet acte politique résulte d'une volonté déjà existante depuis longtemps de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpelliérain, d'impliquer et de faire participer les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

La transversalité des différentes instances étant le gage du bon fonctionnement de la démocratie locale, ce nouveau Conseil se montera et s'articulera de manière complémentaire avec les différents organes consultatifs municipaux existants au sein de la Ville : le Conseil Municipal des Jeunes, le Conseil des Sages et surtout en lien avec les 7 Conseils Consultatifs de Quartiers, piliers de la démocratie de proximité mise en œuvre par Mme le Maire.

M. Cédric SUDRES, conseiller municipal délégué au CCRE, assurera la co-présidence de ce Conseil, avec un des membres du CCRE qui sera élu par ses pairs.

Le CCRE de la Ville de Montpellier sera composé d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne et extra-communautaires, résidant à Montpellier depuis au moins 5 ans, majeurs, qui seront, pour une part majoritaire, tirés au sort sur la base d'un appel à candidature libre lancé depuis le début de l'année 2013. Cette organisation devra aboutir à une représentation équilibrée des étrangers issus de la société civile, représentants associatifs à caractère international ou institutionnels, sous la forme de 2 collèges:

- 20 membres désignés de droit par Mme le Maire, après consultation des corps représentatifs (associations, conseils consultatifs de quartier, cercle des consuls), dans le respect de la parité, d'une répartition d' 1/3 résidents étrangers communautaires et de 2/3 résidents étrangers extracommunautaires, et en fonction des proportions de chacune des représentations étrangères sur Montpellier.
- 40 membres tirés au sort à l'issue de l'appel à candidature, dans le respect de la parité et d'une répartition à 1/3 résidents étrangers communautaires et 2/3 résidents étrangers extracommunautaires.

Le mandat des 60 membres du présent Conseil est de 3 ans, renouvelables.

La durée de leur mandat ne pourra, en aucun cas, excéder celle du mandat municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution et le fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers dont les statuts adoptés après concertation, feront l'objet d'une délibération future;
- d'approuver la tenue de l'assemblée de lancement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers d'ici la fin du mois de février 2013.

Jean-Louis ROUMEGAS : Pour approuver cette initiative et vous en féliciter, même si cela a un effet symbolique qui sera très important, c'est un signal qui nous est adressé. Il convient de rappeler que nous sommes aussi dans un contexte où les résidents étrangers sont souvent pointés du doigt. Ils servent de bouc émissaire. Face à cela, le fait qu'une ville s'engage pour leur donner une place symbolique, je crois qu'il s'agit d'un message extrêmement important. J'ai aussi en tête certains sondages montrant qu'il y a des préjugés au sujet de certaines religions en France. Il convient de lutter contre tout cela. Ce que vous faites est de nature à aller dans ce sens.

J'en profite également pour faire le point sur le projet de loi qui rendra peut-être à terme obsolète cette disposition puisque la majorité actuelle a prévu de donner le droit de vote aux résidents étrangers lors des élections municipales et dans les mêmes conditions d'ailleurs pour ceux qui auront 5 ans de résidence. La majorité de l'Assemblée nationale est déterminée à faire adopter cette loi. S'il y a une difficulté, elle ne tient absolument pas à la détermination de la majorité mais constitutionnellement, il faut 3/5 de l'ensemble du Parlement, c'est-à-dire du Sénat et de l'Assemblée nationale réunis. Pour atteindre ce chiffre il sera donc nécessaire de convaincre une partie des parlementaires du centre-droit ou de droite, les plus évolués d'entre eux. Il y en a quelques-uns qui ont décidé de soutenir un mariage pour tous. Peut-être en trouverons-nous qui accepteront de soutenir le droit de vote des résidents étrangers non communautaires lors des élections locales. Dans ce cas-là, nous pourrions passer. Si ça ne passe pas, ce sera seulement s'il y avait un vote bloqué de l'ensemble de l'opposition. Ce que je ne souhaite pas évidemment.

Philippe THINES : Le Parti Radical de gauche est évidemment en faveur de la constitution de ce collège. Il est pour le vote des personnes étrangères en dehors de la communauté européenne qui aujourd'hui ne peuvent pas voter alors qu'ils payent leurs impôts et participent, comme vous l'avez dit, complètement à la vie de la société pour beaucoup, à la vie de la ville. Dans les écoles, les associations, etc. Aujourd'hui, il s'agit d'un premier pas pour montrer, comme vous l'avez fait lorsque vous avez marié deux personnes de même sexe, c'était symbolique mais cela fait avancer les choses. Aujourd'hui, au Parlement, nous sommes en train de voter la loi. Hier, c'était le premier article et aujourd'hui c'est le second. Je pense que le fait de constituer ce genre de collège de personnes étrangères – Montpellier est la quatorzième ville à le faire – c'est un pas en avant. Certains affirment que plutôt que de faire voter les étrangers, ceux-ci devraient demander la nationalité française. Il convient de balayer ces propos d'un revers de main car aujourd'hui ils sont complètement investis. En vivant dans la commune, ne pas pouvoir voter et ne pas pouvoir désigner ses représentants, est un déni de reconnaissance. Nous avons besoin aujourd'hui d'intégrer toutes les personnes qui font partie de la cité, de quelque nationalité qu'il soit. Aujourd'hui c'est un premier pas vers cela.

Francis VIGUIE : Nous avons voté bien évidemment la délibération de la mise en place au mois de mars. Pour nous, le fond de l'affaire est la question de l'égalité des droits. Nous entendons parfois des choses absurdes quand on connaît bien la ville de Montpellier. On nous parle en effet de communauté de destin avec des Espagnols, des Italiens, des membres de l'Union européenne. Mais les salariés étrangers tels que les Marocains, les Tunisiens, les Kurdes ou les Turcs qui vivent là depuis un certain nombre d'années, qui travaillent et envoient leurs enfants à l'école, partagent évidemment une communauté de destin car au quotidien, ils vivent la même chose que chacun des voisins et voisines du quartier. Pour nous, la question du droit de vote est une question fondamentale. Après, les gens feront ce qu'ils veulent mais en tout cas, c'est le signe donné de l'égalité des droits et c'est une bataille importante. De la même manière que sur la question du mariage, nous ne pouvons pas avoir une société avec des rythmes différents selon les individus. Pour nous, les individus sont égaux en droit. J'avais juste une question un peu précise qui concerne la place des associations. J'ai vu qu'un contact a été pris avec des associations. Si je comprends bien, ce sera dans le quota que Mme le Maire va désigner. C'est-à-dire comment nous pouvons avoir une indication concernant les associations qui ont des subventions. Il s'agit de voir l'équilibre. Quarante membres tirés au sort, ce n'est pas compliqué à comprendre. Ensuite, j'aimerais avoir des précisions sur le dosage ou autre.

Jacques DOMERGUE : Madame le Maire, vous vous doutez bien que nous ne voterons pas cette mesure. Nous nous étions déjà prononcés contre la première fois car cela apparaît pour nous, non pas comme un problème d'égalité des droits mais comme une mesure purement électoraliste, en prévision des élections municipales. Nous savons que 2014 sera difficile pour la gauche, y compris à Montpellier. Le gouvernement essaye de trouver tous les moyens et subterfuges pour pallier à cette débâcle annoncée.

Certains d'entre vous ont-ils déjà vécu à l'étranger ? Mme le Maire, avez-vous vécu à l'étranger, en dehors des vacances ? Jamais. Eh bien lorsque vous vivez à l'étranger, vous voyez les choses de manière totalement différente. Vous pouvez être intégrés dans une ville. Pour ma part, j'ai vécu un an au Sénégal et un an aux États-Unis. Par conséquent, je peux parler de la vie que j'ai eue au quotidien. J'y aurais vécu 5 ans, le problème se serait posé de la même façon. Lorsqu'un pays met en place un système de réciprocité, c'est le cas de la Communauté européenne, il apparaît normal qu'un membre de cette Communauté qui vit en France et qui n'a pas les mêmes origines, si j'ose dire, qu'un Français de souche, puisse bénéficier des mêmes droits, non seulement des droits locaux, mais également les droits nationaux. Cela ne me choque pas car les Français qui vivront dans ces pays auront la même réciprocité. Ce n'est pas du tout le cas dans ce que vous proposez là. Si les étrangers étaient exclus, mis à part, je veux bien qu'ils aient besoin d'un moyen d'intégration, c'est possible. Mais ce n'est pas du tout le cas. La mixité que vous revendiquez, les difficultés que peuvent avoir certains étrangers à s'intégrer sont aujourd'hui combattues. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est vous qui le répétez à longueur de journée à Montpellier qui est une ville d'accueil, une ville d'échange, une ville de passage. Aujourd'hui, il n'y a pas forcément la nécessité de créer une structure supplémentaire, sauf si nous voulons opposer les gens. Je crois que c'est cela la finalité. De quoi disposent-ils ces étrangers ? Ils disposent des maisons de quartier, des comités de quartier dans lesquels ils peuvent s'investir. Il y a également le Conseil des sages. Nous savons que tout ceci est fait pour faciliter le lien social dont vous parlez à longueur de journée, que vous mettez en avant sur la ville de Montpellier. Je vous l'accorde, c'est probablement une bonne chose.

Pourquoi créer une strate supplémentaire ? C'est dans la préparation de ce que le gouvernement essaie de faire pour le futur vote des étrangers aux élections municipales. M. ROUMEGAS qui nous représente à l'Assemblée nationale l'a déclaré. Il n'y a pas aujourd'hui de majorité puisqu'il faut aller au congrès et pour avoir la majorité au congrès, il est nécessaire d'avoir les 3/5 des voix. Ce sera difficile, c'est certain. Au-delà de cela, posez-vous la question : comment les Français vivent-ils aujourd'hui le problème du droit de vote des étrangers ? Le gouvernement ne va pas s'aventurer à faire un référendum là-dessus. Pourquoi ? Parce que c'est un sujet de clivage et non un sujet de rassemblement. Aujourd'hui, les Français ont le nez dans le guidon, dans leurs difficultés et nous allons leur amener une source de discrimination supplémentaire, une source de division et d'opposition. Je sais que c'est calculé et que c'est politique. Vous avez la possibilité de donner aux étrangers la place qu'ils méritent dans notre ville - ceux qui ont vécu à l'étranger comprendront ce que je veux dire - sans pour autant créer une structure supplémentaire. C'est la raison pour laquelle je vous demande de retirer ce point car il n'a aucune raison d'être, sauf avoir en tête un calcul politicien que je peux comprendre mais qu'il vous faut avouer.

Perla DANAN : Effectivement, Montpellier est comme vous le soulignez, composé d'une population venant d'énormément de pays différents. Il y a beaucoup de Chinois, beaucoup de gens d'Amérique du Sud. Il y a vraiment une grande diversité. Il y a également beaucoup d'Américains, de Marocains, d'Algériens et de Tunisiens. Leur donner officiellement voix au chapitre à travers ce conseil consultatif est aussi une façon de les prendre en compte et de montrer à quel point leur avis, leur fonctionnement dans la ville est important et cela fait partie de la procédure démocratique. Il y a à Montpellier treize consulats. C'est dire que la diversité est importante. Au niveau des relations internationales, nous avons apporté à Magali et à Cédric SUDRES notre connaissance du terrain car nous travaillons toute l'année avec les associations d'étrangers qui irriguent la ville. C'était important qu'ils puissent profiter du recul que nous avons dans ce domaine. Sachant que

Cédric et Magalie sont chargés de ce dossier et le mènent en pleine autorité. Nous sommes là simplement à titre de conseil. Il semble important que les étrangers de Montpellier puissent avoir officiellement et symboliquement voix au chapitre sur des questions qui concernent la ville.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, chers collègues, au nom du groupe Modem, nous ajoutons quelques mots. M. DOMERGUE, si je peux me permettre, nous nous fichons du devoir de réciprocité. Je ne sais pas ce qui se passe dans les autres pays étrangers et cela ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse M. DOMERGUE, c'est le « vivre ensemble » dans la ville de Montpellier. C'est la façon dont nous organisons notre vie en commun. Et comment nous prenons les moyens pour tenter de faire en sorte que tous les citoyens puissent vivre ensemble dans cette ville. Ce conseil consultatif des résidents étrangers est donc une chance supplémentaire. En tant qu'adjoint de quartier, il y a déjà des gens qui sont venus me voir pour me faire savoir qu'ils souhaitaient être membres de ce conseil. M. DOMERGUE, sachez qu'aujourd'hui il y a des gens qui ont envie de s'investir et ce conseil permettra donc à tout le monde de se sentir concerné par la vie de la cité. Nous pourrions imaginer que 250 000 Montpelliérains appartiennent à des conseils de quartier, des conseils citoyens et la vie n'en serait que meilleure. Si vous regardez autour de vous, tous les gens qui participent à des conseils de quartier, à des conseils consultatifs et qui ont un pas dans la vie de la cité, ce sont des gens qui sont beaucoup plus respectueux de leur environnement, du « vivre ensemble » et c'est ce qui nous importe. Par conséquent, ce conseil consultatif des résidents étrangers sera un élément supplémentaire du « vivre ensemble » et cela vous déplaît car les gens à Montpellier se respectent.

Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL : Mes chers collègues, j'ai raté le début des interventions mais j'ai entendu celle de M. DOMERGUE qui disait qu'il s'agit de la discrimination à l'égard des Français et que c'est une délibération à supprimer. Je fais un témoignage personnel : avant d'être française, je me sentais bâillonnée parce que je ne participais pas au débat public et au débat local alors que j'étais une citoyenne comme les autres. Il ne faut pas oublier que les étrangers qui vivent à Montpellier ou ailleurs en France, participent aussi à la vie de la cité, à la vie économique, ils payent leurs impôts. Nous oublions souvent de le dire. Nous ne pointons que les minorités qui font du grabuge mais ce n'est pas la majorité. Cette dernière veut vivre tranquillement, sans être pointée du doigt. Cette majorité est bâillonnée car nous ne lui donnons pas d'espace d'expression, pas plus qu'un droit de vote. Je regrette que la France soit beaucoup en retard comparé à ses voisins, comme les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, etc. Ce conseil consultatif est le minimum que nous devons aux étrangers vivant dans notre ville. Je regrette que le débat n'ait pas davantage avancé au niveau du Parlement pour le droit de vote des étrangers car là, j'applaudirais des deux mains. Nous avons gagné une première bataille pour le mariage pour tous et j'espère que demain nous gagnerons cette bataille pour le droit de vote des étrangers. Ce serait dommage de rester dans ce retrait, dans cette fracture de la population : les Français d'un côté et les étrangers de l'autre. Il convient de jouer le rôle fédérateur et jouer le rôle de l'union des citoyens en faisant abstraction de leur couleur de peau, de leur confession et de leurs origines. C'est cela qui doit primer car les droits de l'homme sont universels et ne soulignent pas les différences des uns et des autres. Lorsque nous affirmons que la France est le pays des droits de l'homme, ce n'est pas rien, nous l'oublions malheureusement. Ils sont là, les droits de l'homme mais pas ils ne sont pas souvent présents dans nos esprits. Quand nous voyons la discrimination qui est subie directement ou indirectement par les étrangers, nous pouvons en parler longtemps, Monsieur DOMERGUE. Et tous ceux qui votent et ne sont pas pour le vote des étrangers. Je suis bien placée pour le savoir. Pourtant, je ne suis pas venue dans un cadre économique mais en tant qu'universitaire. Même au sein de l'université, il y a de la discrimination comme dans toutes les sphères de la société.

Max LEVITA : Merci Madame. Mes chers collègues, j'ai juste un conseil à vous donner, si vous le permettez. Hier soir, je suis allé voir « Lincoln ». Je vous conseille d'aller le voir également. La première scène est extraordinaire. Il y a deux soldats qui sont sales car ils sont sur le champ de bataille. Ils expriment leur espoir. Il s'agit d'un moment extraordinaire de tension et en même temps d'attente. Le film traite du vote du 13^e amendement à la constitution des États-Unis et de la bataille électorale sur ce point. Un seul

aspect du 13e amendement est concerné : l'égalité devant la loi et la suppression de l'esclavage. Cela n'est pas le droit de vote des noirs. Comme le dit à un moment donné un interlocuteur qui est démocrate. C'est très amusant de voir l'évolution au cours des âges. Il dit : «Comment ? Nous allons donner le droit de vote aux noirs ? Nous allons donner le droit de vote aux femmes !? ». Aujourd'hui, plus personne d'entre nous ne considère qu'il faille retirer ce droit de vote. Là, M. DOMERGUE, c'est un combat perdu d'avance. Je ne sais pas si François HOLLANDE pourra le faire passer, mais franchement, si nous n'y arrivons pas, ce sera honte à vous devant le futur. Vous êtes sur un combat perdu. Nous ne gagnerons pas obligatoirement en 2013 mais nous gagnerons en 2018, 2020. Je ne vous comprends pas. Vous êtes un homme intelligent. Ce soir, vous battez les records. Nous ne vous demandons pas de donner le droit de vote aux étrangers. Cela se vote à l'Assemblée nationale. Nous vous demandons le conseil consultatif des résidents étrangers. Ne vous couvrez pas de ridicule, votez-le.

Cédric SUDRES : Je ne suis pas tellement surpris, M. DOMERGUE, que vous soyez contre ce conseil consultatif des résidents étrangers. Je suis désolé. Vous et nous ne partageons pas la même vision de la société. J'aimerais bien que nous ayons cette même vision d'une société où chacun a sa place, où l'on ne stigmatise pas, où l'on ne désigne pas de boucs émissaires. Je reprends juste votre phrase de tout à l'heure que vous avez prononcée à propos des Roumains. Cela fut dur. Je ne sais pas si vous avez mesuré la portée de vos paroles et la force de la division que cela implique. Vous étiez en train de nous décrire des résidents étrangers en train de piller et de mettre à feu et à sang la ville en rackettant les personnes aux feux rouges. Vous avez ensuite employé le mot « parqués ». M. DOMERGUE, vous rappelez-vous de ce mot que vous avez employé ? Évidemment, il ne s'agit pas de la même vision de la société que nous. Ce n'est pas non plus la même vision de la ville et du « vivre ensemble ». Vous avez joué la stigmatisation, vous avez fait partie d'un gouvernement qui a conduit le débat honteux et xénophobe sur l'identité nationale. Je voyais encore les déclarations de Christian ESTROSI. Il fait bien partie de l'UMP ? Ce week-end, dans Libération, avec ses propos xénophobes qu'il a tenus sur le droit de vote des résidents étrangers non communautaires. Non, M. DOMERGUE, nous n'avons pas la même vision de la société, de cette force qu'est la mixité culturelle, de cette force qu'est l'intégration, de cette force qu'est l'autre, la richesse que cela nous apporte. Finalement, vous allez encore vous retrouver à l'écart de la création de ce conseil consultatif car vous êtes à l'écart de ces choix de société. C'est là que nous voyons qu'une société avance, c'est lorsque nous portons des projets comme celui que nous sommes en train de porter aujourd'hui sous la volonté de Mme le Maire. Donner la parole à 40 000 résidents de Montpellier, mieux les associer. C'est cela la force. C'est dommage que vous soyez à l'écart.

Hélène MANDROUX : Je vous remercie mes chers collègues pour ce vote car je crois que, comme le disait M. LEVITA, la société avance, nous ne pouvons pas le nier. Un jour, on m'avait dit que la société évoluait vers le métissage. Cela est vrai. Il y a aujourd'hui une société qui va vers du métissage car beaucoup d'hommes et de femmes sont binationaux. Ils ont la nationalité du pays où ils sont nés et puis la nationalité du pays où ils vivent. La société bouge. À l'époque du cheval ou de la diligence, nous bougions beaucoup moins effectivement. Nous étions sur notre petit territoire et nous ne bougions pas. Nous restions même derrière les remparts de la ville. Aujourd'hui c'est différent, en quelques heures vous êtes à l'autre bout de la planète. Comment voulez-vous ne pas suivre cette évolution qui fait que du jour au lendemain vous allez arriver dans un autre pays, avec une autre langue, une autre culture, une autre religion pour ceux qui sont croyants. C'est cela la société. Donc, bien évidemment, ces hommes et ces femmes qui bougent et qui vivent ailleurs que là où ils sont nés doivent avoir la parole et le pouvoir de s'exprimer. Ce sont des citoyens et il convient de les écouter.

Pour : 48

Contre : 5

Abstentions:/

Adopté à la majorité.

4- Modification de la carte scolaire en 2013

Ouverture de l'Ecole Primaire Cheng Du

Quartier Port Marianne

Jean-Louis GELY :

L'article 80 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales transfère la responsabilité des périmètres scolaires de l'autorité du maire à celle du conseil municipal. Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de ces écoles est donc déterminé par délibération du conseil municipal.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, désormais sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré par le maire.

La carte scolaire doit être modifiée pour prendre en considération l'ouverture de l'école primaire CHENGDU située dans le quartier Port Marianne. Cette école ouvrira 8 classes dès la rentrée scolaire 2013 dont 6 classes transférées de Michel de l'Hospital et accueillera tous les niveaux scolaires de la petite section au CM2.

Le périmètre scolaire de l'école CHENGDU intègre une partie des logements livrés dans la ZAC Port Marianne en modifiant le périmètre de l'école primaire Michel de l'Hospital, école déjà existante sur le quartier.

L'ensemble des élèves déjà admis à l'école M de l'Hospital seront inscrits pour l'année scolaire 2013- 2014 selon leur adresse sur l'une ou l'autre école. Cette répartition des élèves permettra de libérer les classes modulaires installées provisoirement à l'école Michel de l'Hospital.

Il a été demandé à Monsieur l'Inspecteur d'Académie deux postes d'enseignants supplémentaires pour l'école CHENGDU.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider la carte scolaire ainsi présentée qui entrera en vigueur à la rentrée scolaire 2013.

d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Je me fais l'écho de la satisfaction des riverains de l'école, de tout le quartier de voir arriver cette école pour septembre 2013. Il s'agissait d'une forte attente et tout le monde est très satisfait. Le découpage fait que c'est vraiment une école de proximité et sur les nouveaux quartiers, Parc Marianne par exemple, tous les enfants pourront aller à Chengdu en traversant le parc Charpak. Nous serons donc dans une logique de traversée de tram verte pour aller à l'école. Cela n'en est que mieux pour la sécurité des enfants et pour la tranquillité de chacun. Cette école est donc très attendue et en septembre, je crois qu'il y aura du monde qui sera au rendez-vous parmi les élèves.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

5- Demande de subvention de la Ville auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la Cité des Métiers

Marc DUFOUR :

La Ville de Montpellier a impulsé le projet de création d'une cité des métiers pour 2013 qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

Grâce à l'implication des partenaires locaux de l'emploi et du développement économique, la Ville de Montpellier a obtenu en octobre 2012 le « label projet Cité des métiers » attribué par Universcience - la Cité des sciences et de l'industrie de Paris.

Ce label constitue une nouvelle étape vers la mise en œuvre de la future cité des métiers, dans les locaux de l'ancien Hôtel de Ville.

Celle-ci sera animée et pilotée dans le cadre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) réunissant l'ensemble des partenaires du projet.

Le lancement des travaux d'aménagement des locaux de la Cité des Métiers est prévu pour 2013, pour une ouverture dans le courant de l'année.

Le cout total de l'aménagement des locaux est estimé à 500 000 € TTC.

Compte tenu de l'intérêt commun d'une Cité des Métiers sur le bassin d'emploi de Montpellier, il apparaît justifié de solliciter auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre du PIC 2013, une subvention de 104 515 € représentant 25% du cout des travaux d'aménagement HT.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013, pour le financement des travaux d'aménagement de la Cité des métiers, d'un montant de 104 515 € ;
- de dire que le financement de cet équipement est inscrit au budget de la Ville, Programme 2013P06 Opération 12D06323 ligne 22829 nature 2313 fonction 905209;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM : Ma demande d'intervention concerne l'affaire de la Cité des métiers. Les Établissements Publics de Coopération Intercommunaux reposent sur la mutualisation des moyens sur un territoire plus vaste et durant cette période de crise profonde que traverse le pays, c'est très intéressant économiquement et socialement et en même temps intelligent politiquement de s'organiser autour des EPCI. Dans la présentation du budget, M. LEVITA nous a parlé de la clause sociale. Je tenais à vous féliciter et vous remercier Mme le Maire ainsi que toute l'équipe municipale pour l'intérêt porté à cette dimension qui associe à la fois le développement économique et le développement humain avec toujours l'homme au centre de la décision. L'agglomération de Montpellier a développé cette clause sociale sur l'ensemble des grands travaux de l'agglomération et nous avons connu un grand succès avec des sorties positives pour le public. Par

exemple, en ce qui concerne les 3e et 4e lignes de tramway, il y a eu la réalisation de 250 emplois en insertion. Ce n'est pas négligeable. Concernant le projet de la Cité des métiers organisé autour d'un partenariat élargi, je tenais bien évidemment à dire encore une fois bravo à l'équipe municipale. Cela souligne encore l'intelligence politique de la majorité qui a pour volonté de soutenir et développer l'emploi. Le chômage touche en effet l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, tous les secteurs d'activité, les jeunes et moins jeunes. Sur ce projet de la Cité des métiers, l'agglomération de Montpellier a déjà accepté de mettre à disposition la cyberbase, ce qui représente 4 personnes ainsi que du matériel et des outils innovants afin d'aider les porteurs de projet à réussir et à aboutir. Merci Mme le Maire.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

6- MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Marc DUFOUR :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du coeur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'oeuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14 000 € HT). Le dispositif définit que la Ville verse au commerçant une subvention qui correspond à sa participation propre et à la part du FISAC, la Ville recevant une enveloppe financière spécifiquement dédiée, conformément à la notification de la décision d'attribution de subvention FISAC par le Ministère du travail, de l'emploi et de la Santé en date du 10 novembre 2011.

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

M. Pala PALA, 9 rue St Guilhem	4 661 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>2 792€</i>
<i>Part Etat (FISAC)</i>	<i>1 869€</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 4 661 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER et Monsieur TSITSONIS sortent de la séance.

7- Halles et marchés - Mesures d'exonération - Décision

Marc DUFOUR :

Il est proposé à la Ville d'accorder certaines mesures de réduction pour les commerçants des Halles Quatre Saisons et les abonnés du marché plein air Mosson qui déballet sur le parvis.

En effet, dans le cadre des travaux effectués entre septembre et décembre 2012 sur le parvis des halles Quatre Saisons, la Ville a dû fermer l'accès principal des halles et déplacer un certain nombre de commerçants du marché Mosson.

- **Halles des 4 Saisons :**

Depuis septembre 2012, la porte principale des halles Quatre Saisons donnant sur l'avenue Heidelberg est fermée puisque des travaux sont réalisés sur le parvis.

Compte tenu de cette forte diminution d'accessibilité aux Halles et donc de fréquentation des commerces, il est proposé que la Ville puisse accompagner les commerçants des Halles par une mesure de réduction à hauteur de 50% des loyers d'un trimestre.

La perte financière pour la Ville consécutive à cette mesure s'élève à 18.881,25 Euros.

- **Commerçants abonnés du parvis :**

Depuis septembre 2012, le parvis du marché de la Mosson est totalement fermé pour cause de chantier. Les commerçants non sédentaires abonnés situés sur le parvis ont été déplacés sur le parking de la Maison pour Tous.

Ce site, bien que peu éloigné, n'est pas en continuité avec le reste du marché et n'est pas visible depuis celui-ci pouvant ainsi conduire à une désaffection de la clientèle habituée à trouver chaque semaine les mêmes commerçants sur les mêmes emplacements.

Afin de tenir compte de la gêne octroyée aux 67 commerçants concernés par le déplacement (2 le lundi, 35 le mardi, 28 le vendredi et 37 le samedi), il est proposé que la Ville accorde une réduction de 50% de l'abonnement du parvis pour un trimestre.

La recette trimestrielle des abonnements parvis Mosson représente 9.829,4€. La réduction de l'abonnement à 50% entraîne un manque à gagner pour la Ville de 4.914,7€uros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder une réduction de 50% du loyer pour le 1^{er} trimestre 2013 des 34 commerçants des Halles Quatre Saisons cités dans l'annexe 1.
- d'accorder une réduction de 50% pour le 1^{er} trimestre 2013 de l'abonnement du parvis de la Mosson des 67 commerçants déplacés cités dans l'annexe 2.

Marc DUFOUR : Il s'agit de prendre en compte les difficultés rencontrées par les commerçants des Halles des Quatre Saisons et des commerçants abonnés du parvis. À la suite des travaux de rénovation qui ont été effectués au niveau du grand Mail et pour l'accès des Halles ainsi que du marché. Les travaux se sont déroulés durant les mois de septembre et octobre. Ils ont été très appréciés par les commerçants et par les habitants du quartier qui ont reconnu les efforts que fait la ville pour aménager ce quartier et pour soutenir l'activité. Néanmoins, nous avons pensé qu'il était nécessaire, compte tenu de la forte diminution de l'accessibilité des Halles pendant cette période, de pratiquer une mesure de réduction à hauteur de 50 % des loyers du trimestre en cause. Pour les Halles, cela représente un effort financier de la ville de 18 881 €. Pour ce qui est des commerçants abonnés, la gêne concernait 67 commerçants et la ville propose une réduction de l'abonnement de 50 % pour le trimestre en cause également. Cela représente pour la ville un effort financier de 4 900 €.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER et Messieurs PASSET, Hervé MARTIN et TSITSONIS reviennent en séance.

8- Marché de plein air Mosson - Jours d'ouverture - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR :

Par arrêté n ° 387/2011 du 8 juillet 2011, la commune de Montpellier a fermé le marché de plein air de la Mosson les mercredis et jeudis à compter du 1^{er} août 2011, ce marché se tenant désormais chaque semaine les mardis, vendredis et samedis.

Cette décision était motivée par des considérations d'ordre économique : faible nombre d'abonnés ces jours là (28 commerçants abonnés le mercredi, 31 commerçants abonnés le jeudi, 162 commerçants abonnés le

mardi, 118 commerçants abonnés le vendredi, 195 commerçants abonnés le samedi) et la faible affluence de clientèle en découlant. L'équilibre économique du marché s'est trouvé renforcé sur les trois jours maintenus.

Cette fermeture a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants lors des commissions halles et marchés des 20 septembre et 13 décembre 2010. Elle a fait l'objet d'une nouvelle concertation à la Commission halles et marchés du 21 janvier 2013.

L'arrêté sus visé a fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier porté par des commerçants fréquentant le marché les jours supprimés.

Par jugement du 28 décembre 2012, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté du 8 juillet 2011 au motif d'un vice de forme, une délibération du conseil municipal s'avérant nécessaire pour ce type de décision. Le juge administratif n'a pas remis en cause le fond et les motivations de la décision de la Ville.

La présente délibération vise donc à acter la fermeture du marché Mosson les mercredis et jeudis.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider la fermeture du marché Mosson les mercredis et jeudis,
- De décider que le marché Mosson est ouvert les mardis, vendredis et samedis,
- De décider que le marché n'est pas ouvert aux commerçants journaliers le samedi (commerçants abonnés uniquement),
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Brahim ABBOU : Merci Mme le Maire. Je vais faire très vite. Malgré l'engagement de mon collègue Marc DUFOUR et des affaires commerciales de la ville de Montpellier, nous l'avons vu à travers l'affaire qui vient d'être votée, je ne pourrai pas contribuer au vote de cette délibération. Connaissant très bien les commerçants et les difficultés qu'ils rencontrent, notamment dans un quartier populaire comme la Paillade. Vous secouez la tête Mme le Maire mais en tout cas, je vous le dis, je m'abstiendrai, je ne voterai pas cette délibération car les commerçants ont du mal à joindre les deux bouts.

Mustapha MAJDOUL : Dans cette affaire, nous avançons des raisons économiques justifiant la fermeture du marché de plein air les mercredi et jeudi. Cette fermeture ne peut que priver, en ce qui nous concerne, un certain nombre de commerçants d'une part importante de leurs revenus. La délibération souligne une trentaine de commerçants mais en réalité, il y en a beaucoup plus. Ce sont surtout des familles qui sont fragilisées. Nous ne comprenons pas cette décision qui met en avant la rentabilité de la gestion la ville pour la suppression de ces deux jours en oubliant que la rentabilité ne peut s'apprécier qu'au niveau global. Pour nous, la suppression de ces deux jours est un sacré manque à gagner pour les commerçants et pour leurs familles. C'est un manque à gagner pour l'administration fiscale, pour l'URSSAF et c'est surtout une animation de moins pour ce quartier. De ce fait, nous ne pouvons que voter contre cette délibération.

Jacques MARTIN : Je ne veux pas rompre le pacte de la majorité, j'aimerais simplement attirer l'attention du conseil sur le fait que cette décision prise par le tribunal administratif n'est pas définitive, selon moi. Dans l'hypothèse où il y aurait un appel, il me paraît imprudent d'avancer sur cette voie. Je suis persuadé que M. DUFOUR et ses services ont tout examiné et que cette solution a déjà été vue. En tant que juriste, je pose la question de savoir s'il n'y a pas un risque dans l'hypothèse où il aurait un appel.

Christian DUMONT : Je fréquente un peu plus que mon ami et confrère Jacques MARTIN les tribunaux administratifs. Ces derniers, lorsqu'ils font droit à une procédure sur la forme, ne s'en tiennent généralement qu'à l'argument de forme. Donc, lorsque vos services disent : « *Ah mais attendez, votre arrêté a été annulé*

simplement sur une question de forme mais le juge administratif n'a pas remis en cause le fond et les motivations de la décision de la ville », cela ne signifie pas que sur le fond vous ayez droit. Le juge administratif s'est simplement cantonné au problème de la forme sans se pencher sur le problème du fond. C'est cela la juridiction administrative. C'est un peu différent des juridictions judiciaires où il y a parfois des subsidiaires et où le juge, après avoir écarté les arguments de forme, s'attaque au fond. Mais là, en l'espèce, il ne s'est pas attaché à voir si votre arrêté était bon ou pas. C'est simplement un problème de forme. N'en tirez pas une quelconque gloire.

Hélène MANDROUX : Nous avons fait un arrêté alors que nous devions le passer devant le conseil municipal. J'explique aux élus qu'il ne s'agit que de cela. C'est tout. Ni rien de plus et rien de moins.

Marc DUFOUR : Je vais tout d'abord répondre à nos collègues juristes et notamment à mon collègue Jacques MARTIN. La décision qui a été prise est une décision qui indique qu'il ne s'agit pas d'un arrêté du maire ou de son représentant mais une décision du conseil municipal. Bien évidemment, nous avons pris l'avis de juristes qualifiés en droit administratif qui nous ont confirmé le bien-fondé de la décision que nous proposons. Maintenant, en ce qui concerne le fond et pour répondre aux interrogations que je comprends de la part de mes collègues du conseil, aussi bien Brahim ABBOU que Mustapha MAJDOUL. Cette affaire vous paraît relativement ancienne mais je vous rappelle qu'il s'agit d'une décision qui a été prise en concertation avec l'ensemble des commerçants. Il y a en moyenne une fréquentation de 200 à 220 commerçants les autres jours de la semaine. Il y avait une fréquentation de l'ordre de 20 commerçants abonnés plus journaliers les deux jours concernés. Cela posait des problèmes de gestion pour la ville mais la décision n'a pas été prise en fonction de cela. Cela posait également un certain nombre de problèmes quant à la traçabilité des produits qui étaient vendus par certains commerçants journaliers qu'il était beaucoup plus difficile de contrôler. Partant de là, nous avons proposé à l'ensemble des abonnés de ces deux jours, une place sur les autres marchés de la ville pour ces mêmes jours. De façon à ce que le chiffre d'affaires des commerçants soit augmenté du fait de la répartition sur trois jours de ce qui auparavant était dilué sur cinq jours. Donc, aucun commerçant ne s'est retrouvé sans proposition. Je rassure Mustapha qui ne m'écoute pas, tous les commerçants ont reçu en priorité une proposition d'abonnement sur les autres marchés, pour les mêmes jours que ceux qui ont été supprimés. Nous avons pris cette décision avec la commission des halles et marchés et avec l'ensemble des commerçants. Depuis la décision du tribunal administratif, nous avons eu le premier jour 21 abonnés qui sont venus mais 4 seulement ont déballé, compte tenu de la faible fréquentation. Il y en avait 14 le jeudi et 3 ont déballé. Ensuite le mercredi 1 y en a eu 16 et 1 abonné. Nous sommes ensuite arrivés à 13 et 3 journaliers, puis 8 et 3 journaliers. En réalité, il n'y a pas de fréquentation ces jours-là et la contestation qui a eu lieu portait sur la forme qui visait une autre contestation portant notamment sur les nouvelles procédures mises en œuvre par les services économiques de la ville pour la régularisation et la perception des redevances d'occupation à titre commercial de l'espace public. Il ne faut pas se tromper.

Donc, je maintiens cette décision car elle est bonne pour les commerçants. Elle n'a lésé aucun de ceux-ci car tous se sont vus proposer une place d'abonnement sur les autres marchés qui fonctionnent. L'ensemble des commerçants du marché de la Mosson a constaté une amélioration de leurs conditions de travail dans le cadre des travaux entrepris par la ville ainsi que de leur chiffre d'affaires car c'est concentré sur 3 jours. 180 commerçants qui peuvent maintenant, non seulement travailler correctement ces jours-là mais aller sur d'autres marchés de la ville. C'est donc une bonne mesure, elle respecte les commerçants, elle respecte l'emploi et je pense qu'aujourd'hui la ville doit maintenir ces décisions et montre sa capacité à gérer les marchés. Elle ne doit pas céder à la pression d'une dizaine de commerçants à qui il a été proposé un abonnement sur les autres marchés de la ville.

Pour : 49

Contre : 5

Abstentions: 1
Adopté à la majorité.

Madame EL ATMANI sort de la séance.

9- Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle

Jacques TOUCHON :

Epidaure, Pôle Prévention du Centre Régional de Lutte contre le Cancer (CRLC) Val d'Aurelle est un partenaire historique de la Ville de Montpellier.

Dès 2006, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle a mis en place des permanences mensuelles d'information sur la santé à l'Espace Montpellier Jeunesse et a participé activement aux journées de prévention santé organisées par la Ville de Montpellier au centre Rabelais.

Par ailleurs, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle a grandement participé à l'élaboration du projet « Maison de la Prévention Santé » qui a vu le jour en décembre 2007, en participant aux différents comités de pilotage et en élaborant la première planification annuelle. Depuis, le partenariat s'est enrichi entre les deux structures et englobe des échanges d'outils, d'informations et d'animateurs sur de nombreuses thématiques de santé publique (prévention des dangers du soleil, du tabac, de l'alcool et des toxicomanies ainsi que la nutrition et la recherche).

De plus, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle est cosignataire d'une convention tripartite avec le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier sur la thématique de la prévention de l'obésité infantile ; celle-ci vient valoriser les nombreuses animations effectuées par Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle dans les écoles de la ville.

L'ensemble des relations justifient la proposition de mise en place d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle prévention du CRLC Val d'Aurelle.

Celle-ci prévoit en relation avec la Maison de la Prévention Santé, la promotion de la prévention des cancers et l'éducation pour la santé auprès de tous les publics et en particulier des jeunes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De mettre à disposition les moyens tels qu'évoqués dans la convention et les outils disponibles à la Maison de la Prévention Santé.
- D'autoriser la signature de cette nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle.
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Jacques DOMERGUE : Vous vous doutez bien que cette fois-ci je voterai pour. Enfin, si je pouvais. Mais je ne prendrai pas part au vote étant donné ma position sur ce que vous appelez le Val d'Aurelle qui

aujourd'hui a changé de nom. Si je prends la parole, c'est uniquement pour affirmer que je me réjouis de la collaboration qu'il y a dans le domaine de la prévention entre la Maison de la prévention et Epidaure qui est le Pôle prévention du Centre de Lutte contre le Cancer et qui a changé de nom le 22 janvier dernier. Il s'appelle aujourd'hui l'Institut Régional du Cancer de Montpellier Val d'Aurelle. Nous gardons encore le nom de Val d'Aurelle car il est très connu. Ce lieu-dit disparaîtra progressivement avec le temps. L'établissement s'appelle désormais IRCM.

Pour : 53

Contre : /

Ne prend pas part au vote : 1

Adopté à l'unanimité.

Madame EL ATMANI revient en séance.

10- Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2013

Christiane FOURTEAU :

Depuis 4 ans maintenant, lors des vœux à la population, la Ville de Montpellier a remplacé le traditionnel buffet par une simple collation de vins et chocolats chauds. L'économie réalisée est redistribuée aux associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, 57 000 € de subventions de la façon suivante :

Association	Propositions
Banque alimentaire (1942)	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence (3090)	4 000 €
Restaurants du Cœur (1493)	8 000 €
Secours catholique (666)	9 000 €
Secours Populaire Français (1068)	9 000 €
Société St Vincent de Paul (4326)	7 000 €
Avitarelle (1664)	3 000 €
A cœur ouvert (2110)	2 000 €
Le Refuge (3318)	2 000 €
Solidarité DOM TOM (2835)	3 000 €
Total	57 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider l'attribution et l'affectation des subventions proposées ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 57 000 € ;

- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

*Mesdames BENEZECH, COUVERT et Messieurs DUFOUR, MORALES (avec procuration) et DOMERGUE
(qui quitte définitivement la séance avec la procuration de Madame CANAUD, sortent de la séance.*

11- Travaux de réfection de tranchées Convention constitutive de groupement de commandes Autorisation de signer les documents

Philippe THINES :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. A ce titre elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie. A ces fins la Ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998.

En particulier l'article 14 du règlement de ce règlement fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements.

Dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté du Maire en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la Ville et les intervenants décident de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie.

A ces fins il est envisagé de constituer un groupement de commande entre les membres suivants :

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Veolia – Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution France,
- Gaz réseau Distribution France,

- France Télécom,
- FREE.

Il convient donc de conclure une convention de groupement de commande réunissant tous les membres précités; Cette convention :

- vaut constitution du groupement,
- définit les modalités de fonctionnement du groupement,
- désigne la Ville de Montpellier comme coordonnateur du groupement ayant le pouvoir adjudicateur.

Dans son rôle de coordonnateur du groupement, la Ville de Montpellier sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux relatif aux réfections de tranchées.

La convention fixe les modalités de passation du marché de travaux à conclure pour satisfaire aux besoins du groupement.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appels d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des membres du groupement de commande pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

Le marché à conclure étant un marché à bons de commande comprendra un montant minimum de 300.000 € H.T. et un montant maximum annuel de 1.200.000 € H.T.. Il aura une durée de 1 an reconductible 3 fois; ce qui portera sa durée maximale à 4 ans.

Dans son annexe, la convention fixe également les principes de répartition des montants minimum et maximum annuels de travaux mis à la charge de chacun des membres du groupement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes en vue de la réalisation des travaux de réfection des tranchées sur la voirie communale ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec l'ensemble des membres du groupement et plus, généralement, tout document relatif à cette affaire.

Philippe THINES : J'apporte une précision car cela répond un peu aux interventions sur le budget qui déclaraient que la voirie était déplorable sur Montpellier. Ils devraient aller voir dans d'autres villes même limitrophes et ils constateraient ainsi que la ville de Montpellier est bien tenue au vu des investissements qui sont faits. Il est vrai néanmoins qu'il y a des points noirs et de nombreux travaux sont effectués sur la ville de Montpellier. Nous avons tenté de mettre en place une coordination entre les différents acteurs intervenant sur la voirie. Ce n'est pas toujours facile et même si nous avons une réunion trimestrielle pour nous mettre d'accord sur les travaux à effectuer, aujourd'hui nous nous apercevons qu'il est souhaitable de faire un regroupement de commandes de façon à être certains que les intervenants puissent travailler ensemble afin de faciliter et rendre beaucoup plus agréable la voirie de Montpellier. Je tiens à dire que les agents de la DGU, la Direction de Génie Urbain, sont de très bons professionnels, ils ont un très bon investissement et font du très bon travail sur la ville de Montpellier.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

12- Ancrages en façade

Mise en oeuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier

Philippe THINES :

Dans ses articles L.171-1 à L 171-11, le Code de la voirie routière permet, uniquement sur le territoire de la Ville de Paris, l'établissement de supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public, de signalisation routière sur les façades des propriétés riveraines tant qu'ils n'entraînent pas pour les riverains de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007, a, dans son article 23, modifié le Code de la voirie routière en créant un article L 173-1 qui prévoit que les articles L 171-2 à L 171-11, initialement réservées à la Ville de Paris, peuvent être applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie et d'éclairage public.

De manière à pourvoir aux besoins d'installations de l'éclairage public, de signalisation de police ou d'information locale et à limiter les obstacles sur les circulations piétonnes au bénéfice de la mobilité des piétons et de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il est pertinent de demander l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (ROUEU) titre 3 en date du 31 juillet 1998 permet d'ores et déjà à la ville d'ancrer sur les façades les plaques de rue de la ville.

Il convient désormais d'étendre ces dispositifs aux supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public et de signalisation routière. Une fois cette délibération adoptée, la ville pourra procéder à l'établissement et à l'entretien des appareils d'éclairage public et de signalisation de police selon les modalités prévues aux articles susvisés. Ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive. A noter que ces prérogatives ne peuvent faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de se clore ou bâtir son bien.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal :

- de décider de la mise en application, sur le territoire de la ville de Montpellier, des articles L. 171-2 à L. 171-11 du Code de la Voirie Routière en application de l'article L. 171-3 du code de la Voirie Routière.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Philippe THINES : Sur la ville de Montpellier, nous sommes parfois contraints sur des trottoirs qui sont assez étroits et nous devons notamment faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite ou des mamans avec des poussettes, etc. Nous nous apercevons que de refaire des trottoirs aux normes de 1,40 mètre est quelquefois très compliqué et très onéreux. En attendant de pouvoir remettre ces trottoirs aux normes, nous avons appliqué un article du Code qui nous permet de fixer les différents éléments sur les façades des personnes. Je tiens à les rassurer, même si elles ont l'obligation de nous laisser mettre les différents panneaux sur les façades, si un ravalement doit être effectué, ils seront retirés et remis aux frais de la municipalité.

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Madame BONIFACE-PASCAL et Messieurs ABBOU, GELY, ARAGON quittent la séance.

13- Avenant sur le lot 1 du marché 2 M 796 2391
Avenue d'Heidelberg : Accès au Grand-Mail
Liaison avec les Halles des 4 Saisons

Philippe THINES :

Dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain Mosson, la ville de Montpellier s'est engagée à améliorer le débouché Nord du Grand Mail en supprimant l'effet de coupure marqué par l'avenue d'Heidelberg, et à améliorer son ouverture vers les équipements publics majeurs du centre Mosson et vers le site commercial des Halles 4 Saisons qui participent à l'animation de ce cœur de quartier.

Pour affirmer cette ouverture et la rendre lisible aux usagers, la Ville de Montpellier procède à :

- La réduction de la largeur de chaussée de l'avenue d'Heidelberg, en agrandissant les trottoirs, de part et d'autre de l'avenue,
- La création d'un plateau surélevé,
- Le réaménagement du parvis Sud des Halles,
- La création de zones de stationnement le long de l'avenue.

Les travaux, dévolus par voie appel d'offres ouvert avec 2 lots ont été attribués par la commission d'appel d'offres du 03 juillet 2012 aux entreprises suivantes :

- | | | |
|---------------------------------|----------------|--------------------------|
| • Lot 1 Voirie | EUROVIA | 475 150.00 € H.T. |
| • Lot 2 Eclairage public | ETDE SA | 38 436.15 € H.T. |

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur le lot 1 pour les raisons suivantes.

Compte tenu de l'état actuel des arbres sur le parvis, la Ville a jugé préférable de les couper et de les remplacer par des sujets d'essence différente. L'abattage des 5 arbres avec le dessouchage représente un montant en plus-value de **2 887.50 € H.T.**

En cours de réalisation des travaux, il a fallu doubler les bandes de guidage pour malvoyants afin de répondre aux attentes des associations de mal voyants ; ce qui représente un montant en plus-value de **9 493,00 € H.T.**

De plus, l'épaisseur de la chaussée actuelle de l'avenue d'Heidelberg était moins importante que prévue lors des études. La reconstitution de la structure de chaussée aux abords du plateau surélevé a été faite afin de reprendre les sollicitations des poids-lourds dans cette zone, pour un montant en plus-value de **3 460,00 € H.T.**

Par ailleurs, le changement altimétrique du parvis le long du mur de clôture prévu au marché a nécessité la mise en œuvre d'un enduit traditionnel, afin de préserver l'aspect esthétique du parvis, pour un montant en plus-value de **4 370,00 € H.T.**

En outre, le changement altimétrique du parvis au-dessus du réseau Pégase de la Ville a obligé l'enfouissement pour un montant en plus-value de **2 950,00 € H.T.**

Enfin, les jardinières prévues au marché ont nécessité la mise en œuvre d'un enduit monocouche, afin de préserver l'aspect esthétique du parvis, pour un montant en plus-value de **2 520,00 € H.T.**

La totalité de ces modifications représente un montant en plus-value de **25 682,50 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux. Les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif, il résulte un montant en moins-value de **3 548,00 € H.T.**

Le montant total de l'avenant relatif au lot n°1 – Voirie est donc de 22 134,50 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 497 284.50 € HT., soit une augmentation de 4,66 % par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 2M796 239 1 à conclure avec l'entreprise Eurovia pour un montant de 22 134,50 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BENEZECH, BONIFACE-PASCAL et Messieurs DUFOUR, GELY, ARAGON, ABBOU et MORALES (avec une procuration), reviennent en séance.

Madame MIRAOUI et Monsieur MAJDOUL quittent définitivement la séance.

14- Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Génie Civil - V.R.D - Raccordements électriques - Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique Autorisation à signer le Marché

Philippe THINES :

Le Conseil Municipal du 25 juin 2012 a validé le programme d'extension de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier, à savoir l'implantation de 15 nouvelles caméras et l'acquisition d'un dispositif de 5 caméras déplaçables.

Ces nouvelles installations viennent conforter le schéma existant, entériné lors du comité de pilotage de la vidéoprotection du 8 mars 2012, sachant que celles-ci ont fait l'objet d'une large concertation entre les différents services concernés avec le diagnostic de sécurité partagé.

Pour réaliser les travaux de Génie Civil –VRD – Raccordements Electriques – Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique, il a été publié le 16 octobre 2012, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 - 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics.

La prestation fera l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires, en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 08 janvier 2013, a décidé d'attribuer le lot suivant à l'entreprise désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot	Entreprise	Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
Génie Civil - VRD - Raccordements Electriques, liaisons optiques, télémétrie par fibre optique	SOGETREL 34470 PEROLS	300 000,00	760 683,10

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 08 janvier 2013.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville.
D.R.T.P – Service des Ressources Communes – Nature : 2318 - Fonction : 901120
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Régine SOUCHE : Je vais répondre très amicalement à certains car l'UMP est d'accord sur ce point. Qu'un ancien député ne sache pas que la sécurité publique relève de la police nationale, de l'État, de M. le Préfet et non des pouvoirs de police du Mme le Maire. Pour autant, à Montpellier et contrairement à beaucoup d'autres villes, nous avons fait énormément d'efforts depuis 2008 tant en termes d'effectif - pour moi l'humain est primordial dans l'urbain – qu'en termes de proximité. Je rejoins tout à fait ce qui a été dit par M. ROUMEGAS, la vidéo n'est qu'un outil.

J'en finis avec M. DOMERGUE qui a également dénigré les ASVP. Vous les avez traités de moins que rien car vous avez déclaré qu'il s'agissait juste d'un bras qui avait balayé devant vous. Ces agents n'ont bien sûr pas passé les mêmes concours que les policiers municipaux. Ils suivent les ordres qu'une direction leur donne ainsi que les élus. À savoir, faire appliquer le Code de la route et notamment en matière de stationnement, domaine dans lequel ils sont compétents. Ils ne sont pas compétents pour bien d'autres domaines où sont

compétents par contre les policiers municipaux. Qui peut le plus peut le moins. Donc, les policiers municipaux peuvent aussi verbaliser pour les stationnements. Ce stationnement correspond en plus à une approche complètement globale de la ville de Montpellier, à savoir que cela a un sens. Il faut tenter de le réguler et l'empêcher dans une zone piétonne où il ne devrait y avoir aucun stationnement. Ce n'est pas le cas. Ce matin nous en avons encore discuté avec la CCI et la Chambre des Métiers. Nous allons essayer de travailler et d'avancer dans ce sens. Je remercie M. Serge FLEURENCE de me faire confiance sur ce sujet. Donc, vous semblez complètement ignorer le Code de la route en matière de stationnement. Vous semblez aussi oublier que vous, l'UMP, avez supprimé 10 000 emplois dans la gendarmerie et la police nationale - cela a peut-être aussi expliqué en partie votre échec et votre échec en matière de sécurité publique. Nous avons donc décidé et nous soutenons ce gouvernement ainsi que le ministre de l'Intérieur qui va embaucher, durant les 4 ou 5 ans à venir, 7 500 policiers et gendarmes nationaux de façon à compenser car nous sommes aussi contraints budgétairement au niveau national autant que local. Je le regrette pour la police municipale de proximité et ce, dans le cadre de nos compétences strictes.

Quant à votre Smart qui a été volée, cela fait partie des choses qui arrivent à Montpellier, à savoir que les Smart et les Twingo arrivent en tête des véhicules volés. Ils sont en effet beaucoup plus faciles à voler que d'autres. M'intéressant aux voitures, je le sais. Pourtant, l'une est de marque française et l'autre c'est Mercedes Benz. Ce n'est pas du tout pareil et j'en suis désolée. Peut-être que la vidéo aidera à retrouver votre véhicule car lorsque la police nationale nous informe des vols de véhicules, les opérateurs regardent les plaques d'immatriculation des véhicules en fuite, ou suspects, ou conduits de manière suspecte, comme ils l'ont fait 564 fois en 2012 et ce, afin de repérer un véhicule volé. Donc, peut-être que grâce à la vidéo pour laquelle vous avez voté, je m'en souviens, vous retrouverez votre véhicule, du moins je vous le souhaite et vous le savez.

Je vous propose donc l'extension de la vidéoprotection. Programme qui a été voté à la majorité le 25 juin 2012. De mémoire, il s'agit de 15 caméras fixes et 5 caméras mobiles. Je vous propose surtout de voter la décision et de valider l'avis de la commission d'appel d'offres du 8 janvier 2013 qui a choisi la société SOGETREL à hauteur de 300 000 € environ par an. Ce qui, je le rappelle, par rapport à l'excellente présentation de mon collègue et ami Max LEVITA, ne représente même pas 0,5 %. Il faut donc relativiser le coût de la vidéo protection à Montpellier. Sans compter qu'elle est toujours un outil très précieux pour la police municipale et pour la gestion urbaine de la ville de manière générale. Elle est aussi et surtout un outil très précieux pour tout ce qui est interventions et interpellations de la police nationale à hauteur de 90 % des demandes qu'elle transmet au centre opérationnel de commandement de la ville. Cela va dans le sens de notre convention avec l'État, avec la police nationale. Ce n'est qu'un outil, je l'ai toujours dit, qui a été évalué ici en 2009. Je suis d'accord avec M. ROUMEGAS pour regretter qu'il n'y ait jamais eu d'évaluation nationale en France concernant la politique de la vidéosurveillance. Il est normal que la Cour des Comptes s'en soit inquiétée car il s'agit des deniers publics des Montpelliérains. La participation de l'État reste pour l'instant très faible par rapport à l'investissement que nous faisons depuis l'année 2000. Évaluation, je suis d'accord, qui devrait exister de façon à avoir une référence à l'instant T afin de savoir si 4 ou 5 ans plus tard, cela vaut toujours le coup de continuer de la même manière, etc.

Pour information, Mme le Maire, en 2012 il y a donc eu 6 845 affaires traitées par le centre superviseur urbain de la ville qui se situe au N -1, ici. À titre d'exemple, cela représente + 26 % d'affaires traitées par rapport à 2011. Ces affaires traitées ont donné lieu à 4 361 interventions de la police nationale et de la police municipale, à 413 interpellations que nous connaissons. Il n'y a pas toujours de retour et nous essaierons de parfaire ce point avec la police nationale. Je rappelle que la police municipale n'a pas pouvoir d'enquête tout simplement. 285 réquisitions d'images par le Procureur de la République. Dont une dernièrement pour la tragédie qui est arrivée devant la faculté de pharmacie à cette jeune fille qui malheureusement a trouvé la mort. Le propriétaire du véhicule a été retrouvé grâce à la vidéo protection et il a avoué tout à fait récemment.

Jean-Louis ROUMEGAS : La politique est comme la pédagogie, il est nécessaire de se répéter souvent et longtemps. Je suis d'accord sur un point avec Mme SOUCHE, la politique de sécurité du précédent gouvernement a été un échec. Ce fut des effets d'annonce, une politique de coups médiatiques. Nous allions sur l'événement pour attirer les journaux et en réalité, les résultats ne sont pas là. Il y a eu une politique du chiffre car les policiers et les gendarmes étaient davantage occupés à remplir des bordereaux pour avoir du chiffre car il convenait de faire des affaires. Cela a été dénoncé par les syndicats de policiers et les gendarmes qui ne sont pas toujours syndiqués. Je suis donc bien d'accord avec ce point. Mais justement, l'un des axes essentiels de la politique de sécurité de Nicolas SARKOZY était la généralisation de la vidéosurveillance. Il a lancé cette généralisation à marche forcée. Il avait d'ailleurs promis que l'État s'engagerait pour moitié dans les investissements nécessaires, l'autre moitié revenant aux collectivités locales. Nous apprenons que cette promesse n'a pas été tenue et les collectivités locales se sont engouffrées là-dedans. C'est vrai qu'il y a une demande citoyenne, les gens demandent des solutions et faire cela est toujours mieux que rien. D'ailleurs, beaucoup d'études ont été menées sur le bilan de cette vidéosurveillance, non seulement en France où il y a un rapport de la Cour des Comptes assez précis mais également en Grande-Bretagne où elle a été encore plus généralisée. Ils sont d'ailleurs en train de revenir en arrière. L'une des conclusions de ces études est de révéler que ce n'est pas très efficace en matière de sécurité mais c'est efficace pour gagner des voix. Il y a donc surtout, de la part des élus locaux, une volonté de répondre à la demande des citoyens. Mais c'est une solution de facilité. Ne soyons pas caricaturaux, il ne s'agit pas de dire « *Zéro vidéosurveillance* ». Il y a des endroits où c'est utile et j'en citais tout à l'heure : des bâtiments publics, des lieux stratégiques. Ce qui est contestable c'est l'idée de généraliser et de vouloir couvrir le territoire, l'espace public. La vidéosurveillance est efficace mais il est souhaitable de la comparer à d'autres systèmes. Ce que montre le rapport de la Cour des Comptes c'est que dans les zones ou les villes qui n'ont pas mis en place de vidéosurveillance mais qui ont mis en place d'autres systèmes d'ilotage ou de surveillance traditionnelle, nous avons des résultats à peu près similaires. La question n'est pas d'affirmer que c'est nul et que ça ne sert à rien. La question est de savoir si c'est mieux que d'autres systèmes. La réponse est non. La police de proximité, l'ilotage, la connaissance des quartiers, le rapport avec la population, bref, ce travail humain irremplaçable que font nos agents quand ils peuvent le faire. À Montpellier cela existe et j'en profite pour rendre hommage au travail des policiers municipaux qui connaissent leur quartier, qui savent qui sont les relais dans ces quartiers. Tout ce travail, une caméra ne sait pas le faire.

Donc, pendant que nous mettons de l'argent dans les caméras, nous ne les mettons pas dans les moyens humains. Il s'agit de savoir quelle est la priorité. La Cour des Comptes a donc révélé que ce n'était pas plus efficace. C'est plus cher et cela peut poser des problèmes de déontologie. Cela n'en pose peut-être pas à Montpellier, encore que la Ligue des Droits de l'Homme a décidé de ne plus siéger dans la commission de déontologie car ils n'ont plus les moyens. La marche forcée avec laquelle le gouvernement SARKOZY a voulu lancer cela, a fait que les règles déontologiques n'ont pas toujours été respectées.

Pour conclure, nous disons simplement : un peu de vidéosurveillance à bon escient, pourquoi pas, mais l'idée de la généraliser n'est pas souhaitable. Pourtant, cette politique continue car là, vous avez 300 000 € investis avec un estimatif de 760 000 € sur 3 ans. Cela se rajoute à tout ce qui a déjà été fait. Nous préférerions que cet argent soit utilisé différemment. Voilà pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire de mettre fin à cette machine qui s'est emballée.

Hélène MANDROUX : L'exemple de Mme SOUCHE est quand même très précis puisqu'elle dit qu'il y a effectivement eu cette jeune fille qui s'est fait écraser. Il n'est pas évident qu'un agent se trouve là au moment précis où cela se produit. Je pense qu'une complémentarité est indispensable. En l'occurrence, dans ce cas-là, c'est la caméra qui a pu filmer l'accident et la voiture en question. Il ne faut pas faire le tout caméra ou le tout humain mais de façon intelligente, il convient de répartir les caméras et les humains iront là où ils peuvent aller. Mais ils ne peuvent pas être partout. Ils ne peuvent pas couvrir l'intégralité de leur territoire.

Anne-Rose LE VAN : Je suis d'accord avec vous mais nous ne pouvons pas mettre des caméras partout. Par contre, je reviens sur les moyens humains. Je rejoins tout à fait les arguments généraux de M. ROUMEGAS et j'ajouterai l'aspect prévention ainsi que les agents de médiation qui peuvent aussi être très utiles et là, une caméra ne peut pas faire ce travail de prévention, à part déplacer des problèmes. Les dealers savent très bien où sont les caméras et ils se placent 100 mètres plus loin, c'est très connu. En ce qui concerne le coût, je n'y reviendrai pas, nous en avons déjà parlé. Par contre, nous avons vu qu'il y avait eu une volonté d'évaluation et j'aimerais savoir où cela en est. Je sais qu'il y a eu des volontés d'évaluer plus précisément la vidéosurveillance à Montpellier. Pour l'instant, nous n'avons pas encore eu de retour. Quant au comité d'éthique, nous nous demandions à quel moment il se réunissait, qui y siège et quels sont ses comptes rendus. Nous souhaiterions avoir ces documents et des réponses à ces questions.

Philippe THINES : Nous sommes pour l'implantation de caméras et ce, pour plusieurs raisons. La première est que cela ne sert pas simplement à gérer les incivilités ou à retrouver des personnes. Cela gère également le trafic et les crues pour la ville de Montpellier. C'est déjà un point important. À un moment donné, nous devons dire la vérité aux gens. Nous ne pourrions jamais avoir suffisamment de monde sur le terrain, partout, à tout moment, à toute heure du jour et de la nuit. Le fait d'avoir des caméras - il ne s'agit pas d'en mettre partout car ce serait complètement inutile – placées à des endroits stratégiques permet de reconcentrer des points où se tiennent les dealers, de manière à ce que la police, plutôt que d'être éparpillée sur l'ensemble de la commune, puisse aller sur ces points stratégiques et lutter plus efficacement contre les incivilités et le banditisme. Selon mes lectures – nous ne devons pas lire les mêmes choses - beaucoup reconnaissent que les caméras sont efficaces. Elles sont complémentaires mais ne peuvent certainement pas remplacer la police ou tout autre chose. Il s'agit d'un complément pour combattre les personnes qui agressent, qui renversent des piétons qui sont tranquillement sur les passages cloutés. Nous ne pouvons pas l'enlever. C'est vrai aussi, et ce n'est pas la moindre des choses, que cela combat le sentiment d'insécurité et ce sentiment, que nous le voulions ou non, est aussi important que la véritable insécurité. Par exemple, il peut y avoir une personne qui ne sort pas de chez elle à 20 heures, dès qu'il fait nuit, car elle a peur de se faire agresser alors qu'elle ne risque peut-être rien. Nous sommes là pour gérer ce problème. Nous devons répondre à cette peur. La réponse n'est pas en mettant des policiers partout car demain, si les policiers quadrillaient la ville, vous nous diriez qu'il y en a trop et que nous créons un sentiment d'insécurité pour le citoyen honnête. À un moment donné, il convient donc d'avoir un discours clair. Les caméras permettent justement un contrôle paisible. Ensuite, oui, il faut qu'il y ait plus d'humains dans la ville avec des gardiens de square, des gardiens d'immeubles, etc. Et ceci en complémentarité avec le système de vidéosurveillance qui est très utilisé à Montpellier par la police nationale.

Christian DUMONT : En ce qui me concerne, je regrette que notre collègue, la grande spécialiste des problèmes de sécurité à la ville de Montpellier ait personnalisé de façon un peu lourde et un peu inélégante car elle ne s'est peut-être pas aperçue que M. DOMERGUE, quand elle l'attaquait, était parti. Lui, contrairement à beaucoup de personnes ici dans cet hémicycle, travaille en même temps qu'il fait de la politique. En effet, ici il y a beaucoup de retraités, il faut le savoir. Nous ne sommes pas une assemblée particulièrement jeune. Donc, M. DOMERGUE travaille et vos attaques étaient assez inélégantes car on n'attaque pas les gens lorsqu'ils sont absents car ils ne peuvent pas répondre. Je vais donc vous répondre à la place de notre collègue.

En ce qui concerne les problèmes de sécurité à Montpellier, nous n'avons pas beaucoup de leçons à recevoir de votre part car lorsque nous lisons le budget de 2013, nous notons que sur 390,04 M€ de dépenses, la ville de Montpellier va consacrer à la sécurité 8,6 M€ et dans ces 8,6 M€, elle consacrera uniquement 300 000 € pour l'installation de ces fameuses caméras. 300 000 € rapportés à 390 M€, c'est vraiment de l'ordre du symbole. Donc, n'en faites pas des tonnes. Nous estimons, au banc de l'opposition, que c'est notoirement insuffisant. Au même titre que je note à travers le document que nous a donné notre excellent collègue M. LEVITA, sur la sécurité page 11 qu'uniquement 100 000 € serviront pour la dotation des nouveaux

policiers et pour la poursuite de l'équipement de la cellule de prévention et de gestion des risques. 100 000 € sur 390 M€. Le problème de l'insécurité, s'il ne relève pas de vos compétences, il convient de le reconnaître. Ces pauvres 147 agents de police municipale doivent savoir que sur 390 M€ nous ne donnerons que 100 000 € pour les équiper. Les policiers municipaux de Montpellier sont encore de l'ordre du symbole. Cela a toujours été de l'ordre du symbole. À l'époque de FRECHE, tout le monde se souvient de ces 2 ou 3 fameuses voitures « Starsky and Hutch ». Sous votre époque, tout le monde se souvient de la brigade équestre qui devait aller rue Foch. Aujourd'hui, ce sont les VTT, ils sont 2 ou 3 dans la rue Foch, dans l'Écusson, ils se promènent en VTT, ça discute le coup. Bientôt, nous les aurons en roller puisque ce sera la mode. Tout cela c'est du symbole. C'est du cinéma. Voyons-nous les policiers municipaux dans les quartiers ? Vous nous dites une présence dans les quartiers, une écoute, un dialogue. Ce ne sont que des mots. La sécurité des enfants aux abords des écoles : nous ne les voyons pas à la sortie des écoles. La lutte contre le bruit ? Dans l'Écusson nous voyons des tas de voitures qui font crier leur radio à tue-tête et généralement ce n'est pas du Mozart. Je ne fais pas de discrimination. Ces voitures passent en toute impunité. Les cyclomoteurs qui roulent à fond les manettes passent devant les policiers municipaux qui ne font rien. Les Montpelliérains le savent, les policiers municipaux sont en brigade de deux ou trois et verbalisent le long du Peyrou. C'est tout ce qu'ils font. Pour le dépistage de l'alcoolémie, ils n'ont qu'à aller de la gare à la place de la Comédie où il y a tous ces ivrognes avec ces chiens errants...

Hélène MANDROUX : M. DUMONT, cela suffit.

Marie-José AUGÉ-CAUMON : Je voulais simplement excuser l'absence de Jacques DOMERGUE avant que M. DUMONT n'intervienne. Comme tout le monde l'attendait, nous voterons la délibération. C'était tout ce que j'avais à dire et je rassure Mme SOUCHE, les propos seront entièrement répétés à Jacques DOMERGUE.

Pour : 41

Contre : 9

Abstentions: /

Adopté à la majorité.

15- Intervention d'Agents de la Police Municipale dans le cadre du Gala de Médecine Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Régine SOUCHE :

Le vendredi 22 février 2013 en nocturne, est prévu le XXIVème Gala de Médecine au Zénith de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publique générant une intervention exceptionnelle de la Police Municipale.

Les moyens déployés permettront d'assurer la régulation de la circulation aux accès du site, de veiller à l'usage normal des voies publiques et au bon déroulement de la manifestation conformément aux prérogatives des pouvoirs de police de Madame le Maire.

L'intervention de la police municipale se déroulera durant la période du vendredi 22 février 2013 à compter de 23h00 jusqu'au samedi 23 février 2013 à 04h30 inclus.

La période susvisée pourra être prolongée par avenant.

Le bénéficiaire représenté par l'Association Carabine de Montpellier sise 4 boulevard Henri IV 34000 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de cette intervention et énumérées ci-après avec application des tarifs votés pour 2013 (cf. délibération n° 2012/640 en date du 17/12/2012) :

- 4 agents et 2 véhicules sur l'amplitude horaire précédemment décrite.
- Estimation de l'indemnisation : 572,00 Euros T.T.C.

Il est convenu que le montant estimatif fourni est susceptible d'être minoré ou majoré suivant le nombre des personnels et matériels effectivement déployés et la durée réelle de l'intervention.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- D'inscrire le titre de recettes correspondant au budget 2013 de la Ville de Montpellier.
- Pour : 50
- Contre : /
- Abstentions:/
- Adopté à l'unanimité.

16- Festival International du Cinéma Méditerranéen
Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au
Conseil d'administration de l'association

Philippe SAUREL :

L'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » dont le nom usuel est Cinemed a pour objectif de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, notamment en organisant un festival dédié à la Méditerranée.

Cette manifestation, lancée à la fin des années 70 sous le nom des « Rencontres avec le Cinéma Méditerranéen », fêtait en 2012 sa 34ème année et accueillait à cette occasion 82 000 spectateurs. Le public, majoritairement montpelliérain, a largement plébiscité la richesse et la qualité de l'édition 2012 affichant plus de 220 films et représentants ainsi plus de 30 nationalités. Le festival décerne, chaque année, de nombreux prix parmi lesquels on compte le Prix Antigone d'Or de 15 000 euros.

Considérant que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier soutient l'association. La contribution de la ville de Montpellier est majeure et en fait le deuxième partenaire fort. Elle se décline non seulement en une aide financière à hauteur de 260 000 euros (cf. la subvention attribuée en

2012 par la Ville) mais aussi en une aide en nature équivalente à 51 600 euros en mettant à disposition du festival, d'une part, le centre Rabelais et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et, d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année de l'association, d'une valeur de 36 400 euros.

Les statuts de l'association, établis en 1991, ont été modifiés à quatre reprises. La dernière modification, en date du 22 juin 2012, invite la Ville à désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association, soit 3 membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier et 3 personnalités qualifiées désignées par la ville de Montpellier.

Les 3 représentants de la Ville de Montpellier sont :

- Philippe SAUREL
- Michel PASSET
- Agnès BOYER

Les 3 personnalités qualifiées et désignées par la Ville de Montpellier sont :

- Sophie MENENTEAU
- Nathalie COMBE
- Patrick BEDOS

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la liste des membres de l'association
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame COUVERT revient en séance.

Messieurs Hervé MARTIN, TSITSONIS, ARAGON et THINES sortent de la séance.

17- Demande de subvention à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Interêt Commun (PIC) 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales

Philippe SAUREL :

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir l'ancien bâtiment des Archives Départementales, situé avenue de Castelnau, afin d'y regrouper en un seul lieu Archives historiques et contemporaines, actuellement réparties sur le site de l'ancien Hôtel de Ville et la médiathèque Emile Zola. Ainsi, la Ville libèrera l'espace qu'elle occupe actuellement au sein de cette médiathèque d'intérêt communautaire. Et, au-delà de l'amélioration du fonctionnement des Archives municipales, permettra par ce regroupement une meilleure accessibilité du public aux documents conservés par les Archives municipales.

Ce projet s'inscrit ainsi dans la politique de développement culturel sur le territoire de la communauté d'agglomération de Montpellier, ce qui le rend éligible à une subvention au titre des Projets d'Intérêt Commun.

Cette acquisition est inscrite au budget 2013 à hauteur de 3 000 000 € ; elle sera suivie de travaux de réhabilitation, pour un montant global de l'opération estimé à 7 000 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des archives départementales, pour un montant de 627 090.00 €
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à la Culture à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Christian DUPRAZ : J'ai deux éléments à communiquer sur cette affaire. Tout d'abord sur l'acquisition de l'ancien bâtiment des archives départementales. Je m'interroge sur sa taille : n'est-il pas surdimensionné ? Il y avait 35 km d'archives dans ce bâtiment, des fonds anciens, une médiathèque, une salle de lecture, etc. Avons-nous vraiment besoin de toute cette place pour nos archives ? Je m'interroge également sur l'avenir de l'église attenante. Je ne sais pas si nous avons prévu de l'acquérir. Si nous l'envisageons, c'est vrai que dans le quartier des Fanfares cela me paraîtrait une bonne idée.

Par ailleurs, j'aimerais faire une remarque générale sur les PIC, les Projets d'Intérêt Communautaire. Nous avons en effet trois PIC ce soir au menu. Nous avons eu la Cité des métiers, nous avons maintenant les archives et nous aurons juste après la Panacée. Nous estimons que cette pratique des PIC n'est pas une très bonne chose. Ce sont des subventions au coup par coup définies dans un rapport entre une agglomération et une commune. C'est effectivement très pratique pour un président d'Agglo, cela lui permet d'avoir des communes dociles. Mais dans un rapport de confiance et de partenariat entre Agglo et communes, je pense que des subventions décidées dans le cadre de contrats de gouvernance, de contrats de territoire sont nettement plus efficaces. Il s'agissait donc d'une remarque sur le fond du principe des PIC. Mais il ne s'agit pas de s'opposer à ces demandes.

Christian DUMONT : En réalité, ces demandes de subventions à l'Agglo qui concernent la Cité des métiers, les archives et la Panacée démontrent que seule, la ville ne parvient pas à financer les nombreux projets. Votre volonté politique est donc empêchée par les impératifs budgétaires dont nous a parlé tout à l'heure Max LEVITA. Vous êtes donc obligés de demander le soutien du président de l'Agglo. Il s'agit là de projets d'intérêt communautaire qui devraient être portés et financés par l'Agglo. Une question nous préoccupe : pour la Cité du corps humain, allez-vous demander une aide à l'Agglo ? Ce serait intéressant d'avoir l'avis de son président sur ce sujet, mais vous ne le connaissez peut-être pas.

Hélène MANDROUX : Je crois que vous mettez complètement le monde à l'envers M. DUMONT. M. LEVITA a dit tout à l'heure que la ville a envoyé 6 M€ à l'agglomération dans le cadre des compétences que nous avons transférées. Nous transférons les financements, c'est normal, cela fait partie des échanges. Vous semblez oublier que Montpellier fait partie de l'agglomération.

Jacques MARTIN : J'estime que les réflexions qui ont été faites tant par M. DUPRAZ que par M. DUMONT sont inopérantes. Ce sont des projets d'intérêt général qui sont travaillés en commun et compte tenu qu'ils représentent de l'intérêt pour nos populations, il est normal qu'il y ait une association et une collaboration efficaces entre la communauté d'agglomération et la ville. Je crois donc qu'il faut s'en féliciter. S'il y a ce soir

trois dossiers qui concernent les PIC c'est parce que ces dossiers qui ont été présentés par un adjoint en charge de ces compétences ont été reconnus comme relevant véritablement de l'intérêt général. C'est la raison pour laquelle l'agglomération s'y associe. Cela fait partie d'un travail intelligent qui est préparé conjointement par les deux collectivités et il me paraît inintéressant, voire indécent de s'y opposer alors que c'est la démonstration d'un intelligent travail en commun.

Philippe SAUREL : Je veux répondre au questionnement de M. DUPRAZ. En fait, sur l'ensemble des bâtiments de l'avenue de Castelnau qui abritait les archives départementales de l'Hérault avant leur déplacement dans le nouveau bâtiment de Pierres Vives, il y a deux corps de bâtiment. Un corps de bâtiment que vous avez au premier plan sous les yeux qui abrite les archives départementales. Il a été construit sous Gérard SAUMADE à la place de l'ancien cloître des Récollets. La seule chose qui a été conservée du passage de cette congrégation religieuse à Montpellier, c'est la chapelle. Elle n'était pas classée. Je l'ai faite classer alors que j'étais membre de la CRPS, Commission Régionale du Patrimoine des Sites, entre les deux tours des cantonales il y a 11 ans, contre votre ami M. DUBOURG. La presse n'en a pas fait état pour ne pas nuire au débat citoyen dans le cadre des élections. Mais la CRPS s'est réunie entre les deux tours, c'est le hasard des calendriers. C'est donc passé inaperçu. Pourquoi cette église a-t-elle été classée ? Parce que selon les anciens Montpelliérains, selon les historiens et les amateurs d'architecture et de l'histoire de la ville, il s'agit du seul édifice qui témoigne de la présence de cet ordre qui a eu un rôle de solidarité très important dans la ville.

Le bâtiment, comme vous l'avez dit M. DUPRAZ, contient exactement 34 km de rayonnage. Dans ces 34 km de rayonnage, à ma connaissance, sont intégrés des rayonnages qui se trouvaient dans l'église. Donc, il en contient un peu moins. Avec M. NYSSSEN, nous sommes en train de négocier cela avec le directeur général des services du département afin de scinder ce patrimoine en deux. Une partie est composée du bâtiment au premier plan, celui des archives et une deuxième partie, l'église, resterait propriété du département de l'Hérault. À ce titre je vous rejoins et c'est une demande du quartier dont je ferai état auprès du Président du Conseil Général. Cette église pourrait tout à fait être un lieu de culture, que ce soit pour les fanfares ou même pour des expositions car c'est un lieu magnifique qui mérite d'être restauré. Il y a un plafond décoré qui n'est pas celui de la Chapelle Sixtine mais qui pourrait avoir quelques ressemblances s'il était complètement restauré.

Donc, la transaction que nous avons avec le département est celle-ci. Tout le bâtiment, le parc moins la chapelle. Avec l'agglomération, pourquoi le PIC ? Car avec M. NYSSSEN, nous avons proposé à l'agglomération d'héberger dans ce site les archives de l'agglomération. Elles sont devenues obligatoires depuis la loi Albanel. Toutes les collectivités territoriales doivent avoir un service d'archives. L'agglomération n'échappe pas à la règle. L'intérêt de la chose est que cela permet à la ville de regrouper ses archives historiques et ses archives contemporaines. Les archives contemporaines sont situées dans la mairie B de l'ancienne mairie, elles sont très volumineuses car elles comportent notamment toutes les archives d'urbanisme, les permis de construire, les plans. Les archives historiques, elles, sont rassemblées au dernier étage de la médiathèque Émile Zola. Le regroupement de toutes ces archives en plus des archives de l'agglomération pourrait faire l'objet d'une occupation importante des 34 km de rayonnage des archives départementales laissés désormais disponibles, avenue de Castelnau. Voilà la philosophie de la chose.

En ce qui concerne le PIC, avec l'agglomération cela représente aussi une négociation sur le fait de pouvoir abriter leurs archives. Je rappelle que les archives de la région Languedoc-Roussillon sont abritées par le département de l'Hérault à Pierres-Vives avec une convention. C'est donc un fait fréquent car ce sont des bâtiments qui ont un degré d'hygrométrie particulier, qui ont une lumière particulière pour ne pas abîmer l'ensemble des documents anciens. C'est dommage de le démolir et là, nous rejoignons les objectifs de ville durable : donner aux bâtiments publics une seconde vie. La seconde chose c'est que cela permet aussi de potentialiser toute la place qui s'y trouve.

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

18- Centre d'art contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Philippe SAUREL :

Par délibération en date du 25 juillet 2006, la Ville a approuvé le dépôt des demandes de subventions pour la réalisation du Centre d'art Contemporain la Panacée.

Par son envergure, la Panacée aura un effet structurant sur le territoire local et régional, à la fois dans l'accompagnement des artistes en résidence, la structuration d'une relation du public à l'art, l'appui à des formes artistiques innovantes et la mise en place d'outils de coopération internationale. A ce titre, le projet est éligible aux fonds de concours pour les projets d'intérêt commun (PIC) attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût du projet, qui sera achevé en 2013, s'élève pour la Ville à 10,8 millions d'euros.

La Région Languedoc Roussillon a financé cet équipement à hauteur de 2 250 000 €

Au titre des PIC 2008, 2009, 2011 et 2012, la Ville a bénéficié de subventions communautaires pour un montant total de 1 714 000 €.

Un financement complémentaire peut être sollicité au titre du PIC 2013 auprès de l'Agglomération sur la base de la dernière phase de travaux prévue à hauteur de 800 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la réalisation du Centre d'Art Contemporain la Panacée, pour un montant de 167 224 € au titre de la dernière phase de travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à la Culture à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Philippe SAUREL : L'ouverture de la Panacée aura lieu le 6 juin et la Comédie du Livre aura lieu les 7 et 8 juin. Il s'agit donc d'un énorme week-end de culture. J'ajoute que sur la Panacée l'agglomération a déjà décidé de subventionner et ce, depuis que les travaux ont été votés par le Conseil municipal. La région est également partenaire. Vous avez rencontré le ministre à Paris et vous espérez une bonne participation de l'État.

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

19- Convention d'exploitation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Philippe SAUREL :

Le centre d'art de la Panacée qui ouvrira ses portes début juin 2013 est, outre un lieu d'exposition ouvert au public, un espace de vie comprenant 59 appartements étudiants et trois résidences d'artistes. Un bar restaurant faisant partie du lieu d'accueil de la structure est prévu.

Un avis d'appel à candidatures pour la concession du bar restaurant a été lancé en mars 2012 pour en désigner le futur exploitant. A la clôture de l'appel d'offre le 3 mai 2012, deux dossiers de candidature ont été déposés : M. Carriol et M. et Mme Mirabel. Les deux candidats ont été reçus pour préciser leur offre en septembre 2012.

Les deux projets ont été analysés au regard des cinq critères suivants indiqués dans l'appel d'offres :

- Qualité et originalité du concept de restauration,
- Politique tarifaire,
- Cohérence globale du projet,
- Amplitude d'ouverture,
- Référence des candidats.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de M. et Mme Mirabel correspond plus aux attentes de la Ville concernant la restauration d'un lieu d'art et de création. Le concept proposé de restauration est plus original et n'entrera pas en concurrence avec l'offre déjà existante (proposition d'un apéritif, de cuisine ouverte une fois par semaine pour les étudiants ou artistes résidents). La configuration du lieu (petites et grandes tables, espaces lounge, grand bar) permettra une convivialité propice aux échanges et participe à une cohérence du projet par rapport au centre d'art. Par ailleurs, l'expérience passée de M. et Mme Mirabel en tant que gérants de plusieurs établissements parisiens reconnus pour être des lieux de vie populaires et conviviaux (les Pères populaires, l'Internationale) leur confère des références sérieuses de gestion.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 7 % du chiffre d'affaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la concession du bar restaurant de la Panacée à M. et Mme Mirabel,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

20- Attributions de subventions à des structures et projets culturels Attribution de subventions et conventions de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux cinq associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 55 000 € au titre de l'exercice 2013. L'association La Méridionale des Spectacles pour laquelle il est proposé d'attribuer 40 000 € a déjà perçu un acompte de 12 000 € par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre (N° 2012/ 634). Il restera donc 28 000 € à verser à cette association.

Pour l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (N° subvention 000 251) il est proposé de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe ainsi que le budget correspondant de 321 545 euros.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
1781	Regards sur le cinéma algérien	P	2 000 €
5154	C'est Rare Film	P	1 000 €
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	P	2 000 €
1071	Université Paul-Valéry Montpellier 3 – Théâtre de la Vignette	F	10 000 €
3519	La Méridionale des Spectacles (Un acompte de 12 000 € a été attribué au Conseil municipal du 17 décembre. Total de l'attribution : 40 000 €)	F	40 000 €
	TOTAL		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types le cas échéant et de la convention de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 55 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et la convention de partenariat annexées à la présente délibération ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces lettres d'engagement et conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

21- Fonds d'Aide à la Création Musicale

Attribution de subventions et conventions de partenariats

Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Sur 17 dossiers déposés en 2013, 12 ont été retenus. Pour donner au dispositif une force et une cohérence supplémentaire, une collaboration s'est établie depuis la création du dispositif avec « Hérault Musique Danse » afin d'apporter éventuellement aux bénéficiaires des dates de concert sur l'ensemble du département de l'Hérault, notamment à travers le dispositif 34 tours.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux douze associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 26 000 euros ; de passer une convention de partenariat distinguant les créations de spectacles musicaux et les enregistrements de CD avec chacune des associations citées dans ce tableau.

Type d'aide	Association	Artiste	Proposition 2013
Création Spectacle	La Cruauthèque	Julien Fortier	2 500 €
Création Spectacle	Cinémusiques	Roberto Tricarri	2 000 €
Création Spectacle	Estampe	J.C. Sirven	2 500 €
Création Spectacle	La Notice de l'Echarpe	Zorozora	3 000 €
Création Spectacle	Dedalus	Dedalus	1 000 €

Création Spectacle	Marvin	Marvin	2 000 €
Création Spectacle	Osmose et muses	Eloïse Alibi	2 500 €
Enregistrement CD	Las Soliles	Iaross	2 000 €
Enregistrement CD	Café du Comptoir	Totum Orchestra	2 500 €
Enregistrement CD	Rime's Shot	Eve's Shot	2 000 €
Enregistrement CD	Pahaska	Vox	2 500 €
Enregistrement CD	Vox Rapido	Safar Project	1 500 €
TOTAL			26 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les deux conventions de partenariat type annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat types;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 26 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

*Madame Le Maire sort de la séance.
Monsieur ABBOU quitte définitivement la séance.*

22- Boutographies 2012

Acquisition de tirages réalisés par Pierre Liebaert, lauréat du Prix du Jury

Philippe SAUREL :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat du Prix du Jury 2012 est Pierre Liebaert. L'acquisition choisie par la Ville de Montpellier porte sur une série de huit tirages d'images issues de sa série primée : *Macquenoise* (huit tirages 30 x 30 cm encadrés, sous verre.)

« A Macquenoise, village belge proche de la frontière française, Pierre Liebaert fait la chronique d'une famille composée d'une mère et de son fils agriculteurs, narration des jours d'une civilisation qui s'éteint doucement au bord de l'Europe, d'un monde aux structures familiales et économiques marginalisées, envers du moderne, du joli, de l'apparaître et de l'aseptisé. Les images contiennent une durée longue et immobile, antérieure aux temps qui refusent l'ennui, l'attente, l'inertie des corps et des paysages. Dans cet univers de lent silence, de rapports oubliés à la nature et à l'animal, se noue le destin d'êtres dont les accabllements et les désirs ne semblent pas être de notre monde, comme si les solitudes et les résignations y étaient plus profondes que dans nos villes ou nos banlieues. Rien n'est moins sûr. » (Christian Macotta - Directeur artistique des Boutographies.)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 2 500 € TTC,
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : La ville de Montpellier, au travers du service Culture Patrimoine, a souhaité faire de la photographie l'une de ses orientations privilégiées. Il s'agit d'acquérir progressivement des œuvres de photographes et notamment de jeunes créateurs photographes français et européens qui ont été primés lors du festival de photographie.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

23- Association Maison de la Poésie
Attribution de subventions et convention de partenariat
Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'association La Maison de la Poésie a pour objectif le rayonnement, la diffusion, la valorisation auprès des publics, de l'*expérience et de la création poétiques*, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier et, plus largement, en Région Languedoc Roussillon.

Membre de la Fédération Européenne des Maisons de la Poésie, elle se doit :

- de créer les synergies nécessaires à la réalisation de ses ambitions entre les différents acteurs de la poésie – créateurs, éditeurs, comédiens, lecteurs et grand public... ;
- de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ;

- de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ;
- de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ;
- d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ;
- de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques au plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ;
- de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

Structure référente en terme de poésie au niveau régional, cette association bénéficie du soutien financier de la totalité des partenaires publics : Centre National du Livre, Région Languedoc-Roussillon, Conseil Général de l'Hérault, Agglomération de Montpellier et, plus fortement encore, de celui de la Ville de Montpellier.

En 2013, l'association La Maison de la Poésie organisera l'édition montpelliéraine de la 15^{ème} manifestation nationale du Printemps des Poètes (9-24 mars 2013) en prenant en charge la pleine responsabilité de l'organisation et de la programmation de l'édition montpelliéraine du Printemps des poètes. La Maison de la Poésie a, pour ce faire, proposé une programmation qui figure en pièce annexe.

La Maison de la Poésie se voit depuis 2010 accueillie à titre gratuit par la Ville de Montpellier, grâce à la mise à disposition de locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée, mise à disposition dont on peut estimer qu'elle représente une aide en nature s'élevant à 12 000 euros annuels. Situés à l'entrée de ville, en provenance de l'aéroport, de l'autoroute et des plages, ces locaux contribuent aussi à doter la Maison de la Poésie d'une visibilité exceptionnelle.

Pour la mise en œuvre de ses activités l'association Maison de la poésie a demandé 16 000 euros pour le fonctionnement (N° subvention : 000 173) et 10 000 euros pour le Printemps des poètes (N° subvention : 000 174).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013
de l'association Maison de la Poésie.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats	11 172	3 200	Recettes	3 570	2 000
Services extérieurs	11 782	26 997	Subventions	23 500	56 000
Salaires et charges de personnel	6 483	28 253	Ville	10 000	26 000
Autres charges	125	1 550	Conseil Général	1 000	3 500
Immobilisations	59		Agglomération	3 000	10 000
-----			CNL	3 000	4 000
-----			Région	6 500	10 000
-----			DRAC	0	2 500
-----			Cotisations et autres	990	2 000
			Autres produits	277	
Totaux	29 621	60 000	Totaux	28 337	60 000
-----			Déficit	1 284	

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Maison de la Poésie s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de diffusion de la poésie, de défense du livre, de l'écrit et de la lecture, il est proposé de lui attribuer deux subventions: 10 000 euros pour son fonctionnement et 5 000 euros pour l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes 2013, et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel global de l'association Maison de la Poésie est également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code	Nom Association	Nature	Montant
------	-----------------	--------	---------

association			
3988	Maison de la Poésie	F	10 000 €
3988	Maison de la Poésie	P	5 000 €
	TOTAL		15 000 €

Crédits inscrits au chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constitue une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant de 15 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Monsieur THINES revient en séance.

24- Association Cœur de Livres

Attribution d'une subvention et convention de partenariat

Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion, d'organiser avec ces libraires des actions collectives de valorisation du rôle de ces acteurs essentiels de la chaîne du livre, de permettre la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre ; ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ;

enfin, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de la valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Elle est, à ce titre une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier du Centre National du Livre : 20 000 euros en 2012, et de la Région Languedoc-Roussillon : 45 000 euros en 2012.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, elle participe à l'organisation et la programmation de la Comédie du Livre.

Cette dernière, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, se donne pour objectif la défense, la valorisation du livre et de la librairie indépendante ; la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains ; l'organisation de moments de découvertes de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 28^{ème} édition se déroulera les 7, 8 et 9 juin 2013 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures contemporaines du Maghreb.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

L'association Cœur de Livres participe au comité de pilotage et aux différentes réunions de programmation de la manifestation, placés sous l'autorité de la Ville.

Fin 2012 l'association Cœur de Livres a procédé à un recentrage de son activité autour de la valorisation et de la coordination des libraires membres et continue à organiser les rencontres littéraires autour du pays invité. Un nouveau Président a été élu début décembre pour mener à bien cette réorganisation.

Il s'ensuit que la Ville et ses services ont désormais la pleine responsabilité de l'organisation de la manifestation. Ce transfert entraînera de fait pour l'année 2013 une diminution de la subvention habituellement attribuée à Cœur de Livres en contrepartie des charges et activités supplémentaires acquittées par la Ville.

D'autre part, et pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2013 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire du pays invité : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire du pays invité. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, pour les littératures du Maghreb, par des enseignants de l'IRIEC (Université Montpellier 3). Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 4 800 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2013, autour des littératures du Maghreb est le suivant :

- Jeudi 17 janvier : [Isabelle Eberhardt](#) avec **Edmonde Charles-Roux**
- Jeudi 14 février : *Kateb Yacine* avec **Kaoutar Harchi**
- Jeudi 14 mars : *Driss Chraïbi* avec **Yann Venner**

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats et services	127 110	151 279	Subventions	238 111	260 700
Salaires et Charges de personnel	102 323	109 325	Ville	170 000	170 000
Impôts et Taxes	1 038	500	CNL	20 000	25 000
Charges financières	112		Région	40 000	50 000
Dotations amortissements		500	DRAC	3 000	4 000
-----			Agglomération	0	4 000
-----			Conseil général	0	3 200
-----			Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)	0	4 500
-----			Consul Suisse et Allemagne	5 111	
-----			Cotisations	830	904
Totaux	230 583	261 104	Totaux	238 941	261 604
Excédent :	8 358				

- Jeudi 18 avril : *Mohammed Khaïr-Eddine* avec **Jean-Paul Michel**
- Jeudi 16 mai : *Ibn Khaldoun* avec **Albert Memmi**
- Vendredi 07 juin : *Mohammed Dib* (intervenant à confirmer)

D'autre part, l'association développe à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possible : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires...

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association *Cœur de Livres* et ses projets. Pour cela elle met gratuitement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut-être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une demande de subventions : 170 000 euros (N° de subvention 000 246).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget prévisionnel 2013 de l'association Cœur de Livres

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « La Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville ; considérant aussi son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre - qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association, par les actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville – *Rencontres littéraires, Escapades en librairie, Raconte moi le livre, Lectures de traverse* - contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé d'attribuer à l'association Cœur de Livres une subvention au titre de l'exercice 2013 de 100 000 euros pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe ainsi que le budget prévisionnel global 2013.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1076	Cœur de Livres	F	100 000 €
	TOTAL		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 100 000 €;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité

25- Association Grain d'Image

Attribution d'une subvention et convention de partenariat

Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Depuis 13 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 2 au 17 mars 2013.

La Ville de Montpellier soutient la manifestation à travers l'attribution de subventions et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année encore, le Pavillon Populaire. Par ailleurs, depuis 2010, la Ville achète, pour un montant de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition correspond à une aide en nature de 1 798€.

Pour la manifestation 2013, la Ville met à disposition de l'association le Pavillon Populaire, la salle St Ravy et une salle de la Maison des Relations Internationales pour des durées variables et des usages différents : exposition, lecture de portfolio, remise de prix.

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 44 000 euros (N° de dossier 000 177).

**Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013
de l'association Grain d'Image**

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	2011	2013	produits	2011	2013
Achats et services extérieurs	22 981	50 320	Recettes	9 601	14 720
Salaires et charges	13 653	12 400	Subventions	26 930	48 000
Impôts et Taxes	102	-	Ville	20 000	44 000
Charges diverses de gestion	815	-	Agglomération	0	4 000
Dotations amortissements	1 153	-	CIU CAE	6 930	-
Charges financ. et excep.	1 341		Autres produits	414	-
-----	-	-	Produits financ. et excep.	302	-
-----	-	-	Transferts de charges	700	-
Total	40 045	62 720	Total	37 947	62 720
			Déficit	2 098	

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

Monsieur TSITSONIS revient en séance.

26- Association Compagnie Adesso e Sempre Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL :

La Compagnie Adesso e Sempre est particulièrement créative et très active sur Montpellier. Elle interroge le monde et invente des territoires artistiques nouveaux. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène et les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

L'association Adesso e Sempre propose depuis 2009 un festival hors normes dénommé « Hybrides » dont la ligne de fond consiste à bousculer notre perception de la réalité. Donner à voir autrement l'actualité en utilisant le théâtre comme contre-média. En faisant du théâtre documentaire et vidéo un art dramatique.

La 5^{ème} édition du festival Hybrides qui se déroulera du 06 au 13 avril se construira, comme les années précédentes sur la relation au public. Au texte elle mêlera la musique, les arts numériques, la danse. L'aventure sensible sera tout au long de la saison le fil tendu entre les partenaires du festival et le public. Elle cherchera à susciter un regard critique de la part du spectateur. D'autres propositions verront le jour comme par exemple un journal quotidien sur l'actualité du festival écrit par les spectateurs. Des débats publics avec les artistes auront lieu.

Le festival entend faire de Montpellier et sa région en une destination indispensable pour les professionnels du spectacle vivant et du théâtre documentaire. Prendre pied dans des réseaux nationaux et internationaux est pour le festival Hybride le moyen de faire connaître et donc de soutenir les artistes régionaux et leurs équipes en les coproduisant ou en diffusant leur pièce et ainsi leur permettre une meilleure visibilité. Le festival se produira dans une dizaine de lieux artistiques de la Ville comme par exemple La Chapelle-Gély, le Théâtre Jean Vilar, Kawenga, cinéma Diagonal, Domaine d'Ô etc...

Autant de réflexions, de propositions artistiques novatrices pour lesquelles le soutien de la Ville de Montpellier permettra aux compagnies et aux artistes émergents ou confirmés d'exprimer dans les meilleures conditions leurs talents, leur créativité et leur originalité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Cie Adesso e Sempre a sollicité une subvention de fonctionnement de 15 000 euros (N° subvention : 000 349) et une subvention pour un projet de 40 000 euros (N° de subvention : 000 351).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013 de l'association Cie Adesso e Sempre.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats et services extérieurs	147 920	133 198	Ventes	186 671	128 752
Salaires et charges	199 250	145 168	Subventions	168 613	164 000
Impôts et taxes	5 566	1 435	DRAC	60 000	60 000
Autres charges	5 591	4 474	Ville	42 000	55 000

Charges financ. et excep.	1 775	597	Région	33 000	29 000
Dotations aux amortissements	6 514	7 880	Agglo	0	10 000
-----	--	--	Conseil Général	10 000	10 000
-----	--	--	Subventions N-1	23 613	
			Autres produits	5 611	
-----	--	--	Produits financ. et excep.	1 509	
Total	366 616	292 752	Total	362 404	292 752
			Déficit :	4 212	

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempré une subvention de 30 000 euros pour la réalisation du festival « Hybride » et d'attribuer une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2013 et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4812	Compagnie Adesso e Sempré	P	30 000 €
4812	Compagnie Adesso e Sempré	F	12 000 €
		TOTAL	42 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 42 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

27- Association La Vista - Théâtre de la méditerranée

Attribution de subventions et convention de partenariat

Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Depuis treize ans l'association La Vista - Théâtre de la méditerranée, porte la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier, et au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est

accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Sur la saison 2011/2012, le théâtre a accueilli 17 747 spectateurs, pour les spectacles tout publics et jeune public dont 2 652 spectateurs sur le « Pass Vista ».

Ce lieu totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes. Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente-quatre structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 60 000 euros en fonctionnement (N° subvention 000 130) et une subvention de 15 000 euros en projet (N° subvention 000 077).

**Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013
de l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée**

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	2011	2013	produits	2011	2013
Achats et services extérieurs	68 815	115 700	Recettes	63 718	97 650
Salaires et charges	165 690	170 500	Subventions	166 840	161 500
Impôts et Taxes	4 562	1 700	<i>DRAC et Préfecture</i>	25 480	25 500
Dotations amortissements		14 200	<i>Ville</i>	71 360	75 000
Charges diverses de gestion	44 770		<i>Région LR</i>	35 000	35 000
Dotations immobilières	17 578		<i>Conseil Général</i>	35 000	26 000
-----			Produits financ. et excep.	15 885	11 550
-----			Transferts de charges	49 490	31 400
Total	301 415	302 100	Total	295 933	302 100
			Déficit	5 480	

Considérant que les objectifs poursuivis par La Vista - Théâtre de la Méditerranée s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 50 000 euros pour son fonctionnement et de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista » et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget étant également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	F	50 000 €
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	P	15 000 €
		TOTAL	65 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 en fonctionnement pour un montant de 65 000 €.
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

28- Tournage du court-métrage Le Fils Convention de partenariat avec Fulldawa Productions

Philippe SAUREL :

Par délibération du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a décidé de créer un Bureau d'Accueil de Tournage dont le rôle principal est de centraliser et coordonner les besoins d'une production, compte tenu de l'intérêt que présente l'accueil de tournages.

La société de Fulldawa Productions représentée par Avi AMAR a pour projet de tourner un court métrage entre le 18 février et le 24 février 2013. Ce projet, intitulé *Le fils* va être réalisé par Subarna Thapa, auteur du scénario original.

Conformément à la délibération du 8 novembre 2010, la convention jointe en annexe précise les modalités d'accueil de ce tournage sur le territoire de la Ville que devra respecter la production. A l'issue du tournage, le bilan des diverses exonérations fera l'objet d'une valorisation. Une information à ce titre sera présentée ultérieurement au Conseil municipal.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournages sur son territoire et de contribuer ainsi, en outre, au soutien à l'emploi et à l'activité économique, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Philippe SAUREL : Simplement pour préciser que Mme le Maire, lors d'une réunion interne, m'avait posé une question précise sur ce court-métrage. Je lui réponds qu'il s'agit d'une production franco népalaise qui traite de l'histoire d'un père et d'un fils.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

29- MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Christian BOUILLE :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Synd 1 rue Roudil sous couvert de syndic SOGICO (parties communes)	4.000,00 €
Mlle LABORD Véronique, 1 rue Roudil (propriétaire occupant)	2.352,00 €
Mme ARNAUD Yvette, 1 rue Roudil (propriétaire occupant)	2.839,00 €
- Copro Père Fabre sous couvert de synd SOGICO, 19 rue Père Fabre (parties communes)	998,57 €
- A.B.L.SARL 14 rue Chaptal (parties communes)	1.119,96
- Synd copro 61 bis cours Gambetta chez cabinet Claude VERGE (parties communes)	2.951,05 €
Total :	14.260,58 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 14.260,58 € correspondant aux 6 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

30- MONTPELLIER GRAND COEUR

Opérations d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées

Approbation d'avenants aux conventions des opérations dans les secteurs Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson (de 2010 à 2015) et St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (de 2012 à 2017)

Christian BOUILLE :

Dans un objectif de développement durable et de mixité sociale, l'opération 'Montpellier Grand Cœur' est un programme ambitieux de requalification du centre ancien qui vise à réhabiliter l'habitat, les rez-de-chaussée commerciaux, le patrimoine historique et les espaces publics. La Ville intervient ainsi de manière cohérente afin de créer des conditions favorables pour ancrer le centre ancien, et en particulier ses territoires les plus fragiles, dans une dynamique pérenne de développement urbain.

Dans ce cadre, pour soutenir la réhabilitation du parc privé immobilier dégradé du centre ancien, la Ville a mis en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson de 2010 à 2015 (délibérations du Conseil municipal n° 2010/ 216 en date du 14 juin 2010 et n°2011/207 en date du 09 mai 2011) et dans les secteurs St Guilhem-Laissac-Sud Comédie de 2012 à 2017 (délibération du Conseil municipal n° 2012/185 en date du 29 mai 2012). Par ces délibérations, le Conseil municipal de la Ville a approuvé pour chaque dispositif d'OPAH une convention de mise en œuvre en partenariat avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et Montpellier Agglomération, compétent en matière d'aides à la pierre, ainsi que le règlement attributif des subventions municipales associé.

Les thématiques prioritaires de ces deux OPAH, définies par la Ville et ses partenaires, sont :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes et notamment l'adaptation des logements en faveur de l'autonomie de la personne,
- la mise aux normes des copropriétés dégradées,
- la lutte contre la précarité énergétique.

Toutefois, le bilan partagé par la Ville et ses partenaires réunis au sein du Comité de pilotage de ces deux OPAH à l'automne 2012 fait ressortir que le dispositif de subventionnement actuel n'est pas suffisamment incitatif pour accompagner la réhabilitation des logements locatifs, notamment à loyer conventionné intermédiaire.

D'un commun accord, la Ville, l'Anah et Montpellier Agglomération confirment les thématiques prioritaires mais ont souhaité cibler leurs aides comme suit :

- OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du secteur Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson (2010-2015) :
 - Recyclage d'une partie des aides en faveur des propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux lourds pour des logements « en Lutte contre l'habitat indigne (LHI) ou très dégradés » de réhabilitation de logements dégradés vers l'aide à la réhabilitation de logements les plus dégradés, et qui s'engagent à appliquer un loyer plafonné, par convention avec l'Anah. L'objectif évolue ainsi de 40 à 50 logements indignes ou très dégradés à réhabiliter, répartis en 15 logements avec un plafond de loyer après travaux de niveau 'intermédiaire' et 35 logements à loyers plafonnés de niveau 'social' (précédemment répartis en 5 logements à loyers maîtrisés 'intermédiaires' et 35 logements à loyers maîtrisés 'social' ou 'très social'). De manière inhérente, l'objectif de réhabilitation de la catégorie de logements dégradés diminue de 20 à 10, pour des loyers de niveau 'intermédiaire' après travaux ;
 - Nouvelle répartition entre les catégories d'immeubles sur l'objectif total et maintenu de 43 parties communes de copropriétés identifiées comme les plus dégradées à réhabiliter : précédemment 25 en copropriétés dégradées et 18 parties d'insalubrité et aujourd'hui 38 en copropriétés dégradées et 5 en parties d'insalubrité. En effet, la réhabilitation des parties communes d'immeubles touchés par l'insalubrité, dispositif très complexe, est principalement traitée par des opérations de restauration complète d'immeubles par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), l'opérateur missionné par la Ville dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur pour intervenir en matière de restructuration et de requalification immobilière. En outre, soutenir la réhabilitation des copropriétés les plus dégradées permet d'inciter les propriétaires à engager la réhabilitation des logements.

Les aides réservées aux propriétaires occupants et les primes complémentaires (en faveur des économies d'énergie, de sortie de vacance ou de travaux dans les parties communes) demeurent identiques.

Ce nouveau dispositif en faveur de la lutte contre l'habitat très dégradé induit une augmentation des participations financières de l'Anah et de Montpellier Agglomération: pour l'Anah, le montant prévisionnel des subventions évolue de 2 862 106€ à 3 051 810€, celui de Montpellier Agglomération évolue 343 900€ à 393 900€. La participation de 30 000€ du Conseil général de l'Hérault n'est plus mobilisable pour la production de logement à loyer plafonné après travaux de niveau 'très social', qui est regroupée avec la production de logements réhabilités à loyer après travaux de niveau 'social'.

La participation de la Ville passe de 477 000€ à 504 000€.

- OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du secteur St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (2012-2017):
 - Majoration et reciblage d'une partie des aides en faveur des propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux lourds de réhabilitation de logements dégradés vers l'aide à la réhabilitation de logements les plus dégradés, et qui s'engagent à appliquer un loyer plafonné, par convention avec l'Anah. L'objectif évolue ainsi de 12 à 22 logements indignes ou très dégradés à réhabiliter, répartis en 12 logements avec un plafond de loyer après travaux de niveau 'intermédiaire' et 10 logements à loyers plafonnés de niveau 'social' (précédemment répartis en 2 logements à loyers maîtrisés 'intermédiaires' et 10 logements à loyers maîtrisés 'social'). En conséquences, l'objectif de réhabilitation de la catégorie de logements dégradés diminue de 15 à 5, pour des loyers de niveau 'intermédiaire' après travaux.

Les aides réservées aux propriétaires occupants et les primes complémentaires (en faveur des économies d'énergie, de sortie de vacance ou de travaux dans les parties communes) demeurent identiques.

Cette réorientation du dispositif induit également une modification des participations financières de l'Anah et de Montpellier Agglomération: pour l'Anah, le montant prévisionnel des subventions augmente de 1 351 744€ à 1 566 568€ et celui de Montpellier Agglomération augmente de 194 000€ à 218 000€.

La participation de la Ville passe de 394 000€ à 349 000€.

Les plafonds de subventionnement de la Ville pour les travaux dans les parties communes des copropriétés dégradées (article 3.1 des règlements attributifs de subvention) est homogénéisé avec le plafond des aides pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles (article 3.4 et 3.6 respectivement des règlements attributifs de subvention des OPAH RU St Guilhem-Laissac-Sud Comédie et Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson)

Ainsi les plafonds de 5000€ et 7000€, respectivement pour les OPAH RU St Guilhem-Laissac-Sud Comédie et Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson sont ramenés à 4000€.

Les règlements respectifs attributifs des subventions municipales sont modifiés en conséquence.

Globalement pour les 2 OPAH RU, les modifications n'augmentent pas la participation financière de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le projet d'avenant n°2 et ses annexes à la convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées 'Gambetta-Figuerolles et Nord-Ecusson' (2010-2015), joint en annexe ;
- d'approuver le projet d'avenant n° 1 et ses annexes à la convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées 'St Guilhem-Laissac-Sud Comédie' (2012-2017), joint en annexe ;

- d'approuver les modifications des règlements attributifs de subvention afférents, joints en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Christian BOUILLE : Il s'agit de voir un peu ce que donnent deux OPH qui ont bien fonctionné, en tout cas la première qui va de 2010 à 2015 et qui concerne Figuerolles, nord Ecusson. La seconde concerne sud Comédie. Elle n'avait pas fonctionné puis il y a eu des réformes de l'ANAH, nous avons repris ce système et aujourd'hui ces deux OPH fonctionnent très bien. Il s'agit en fait dans les avenants de cibler les aides aux copropriétaires et aux particuliers. C'est la routine également mais une routine qui fonctionne bien et qui nous fait quand même avancer.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame AUGÉ-CAUMON sort de la séance.

31- QUARTIER DES CEVENNES
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention
en partie commune pour le bâtiment L

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) –Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 80 logements nommée « Larzac » (bâtiment L). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes

électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 12 décembre 2012, sur un montant total de travaux subventionnables de 933 049,86 € HT, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment L une subvention d'un montant de 540 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier a apporté son concours pour un montant de 93 304 € soit 10 % du montant des travaux subventionnables. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment L.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 93 304 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment L,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Christian BOUILLE : Oui, c'est une nouvelle OPH qui a été obtenue récemment. Elle permettra de retaper la copropriété des Cévennes qui a 444 logements. Il y en a 235 qui sont prévus. Il y a sept bâtiments. Trois ont déjà été sujets à délibération et aujourd'hui nous parlons des délibérations invalidées concernant les bâtiments J, L, M, B, K avec les sommes afférentes et la participation de la ville de Montpellier qui s'élève à 10 % des montants présentés dans ce dossier.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

32- QUARTIER DES CEVENNES
Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention en parties privatives

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de

la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame MILIGUI	Monsieur MANSOURA
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et plomberie	Electricité et plomberie
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment N
Dépense subventionnable	3244,00€	5966,55€
Subvention Ville	324,00€	597,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 324,00€ à Madame MILIGUI, et une subvention de 597,00€ à Monsieur MANSOURA ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

33- QUARTIER DES CEVENNES
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention
en partie commune pour le bâtiment J

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) –Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 56 logements nommée « Jalcreste » (bâtiment J). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 12 décembre 2012, sur un montant total de travaux subventionnables de 653 134 € HT, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment J une subvention d'un montant de 396 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier a apporté son concours pour un montant de 65 313 € soit 10 % du montant des travaux. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment J.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 65 313 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment J,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241,

- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame Le Maire et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.

34- Action de soutien à la parentalité

Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Françoise PRUNIER :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir, en 2012, 26 enfants répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2013, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2013 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 36 361 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Général : 13000 € qui font l'objet de la convention de partenariat financier jointe en annexe.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame AUGÉ-CAUMON revient en séance.

**35- Prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche
Cit'ergie - Autorisation de signer la convention de groupement de
commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté
d'Agglomération de Montpellier.**

Frédéric TSITSONIS :

La Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de procéder à la signature d'un marché de prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche Cit'ergie dans laquelle elles ont décidé de s'engager.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il convient d'établir une convention constitutive de groupement de commandes publiques. Cette convention autorisera le lancement d'une procédure adaptée de mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics pour l'ensemble des membres du groupement.

La consultation qui sera lancée concernera un marché unique comportant deux lots techniques :

- Lot 1 : AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € HT
- Lot 2 : AMO – Accompagnement de la Ville de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € HT

Le marché correspondant sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom des deux membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'établissement d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville de Montpellier;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention constitutive du groupement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

36- Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à une association lui permettant ainsi d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à cette association. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 23 Octobre 2012 a décidé d'attribuer, à compter du 1^{er} Janvier 2013, et pour une durée de deux ans, des locaux à l'association suivante :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
BONSAI CLUB	2, rue des Tourterelles	36€92 (84 heures/an)	35 €	1€92
	TOTAUX	36€92	35 €	1€92

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association listée ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui de l'association concernée ;
- d'approuver le modèle de convention d'occupation du domaine public et privé de la Ville passé avec l'association listée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Monsieur ARAGON revient en séance.
Mesdames PRUNIER et SOUCHE quittent la séance.
Messieurs Jacques MARTIN et DUMONT (avec la procuration de Monsieur LANNELONGUE) quittent
définitivement la séance.*

37- Modification du plan local d'urbanisme PRESCRIPTION

Michaël DELAFOSSE :

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions des lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000, « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003 et des lois « Grenelle » (loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010), qu'il convient d'engager les procédures nécessaires à l'évolution du PLU.

A ce titre, il est proposé, conformément aux dispositions des articles L.123-13-1 et L.123-13-2 du code de l'urbanisme, d'engager une procédure de modification du PLU qui aura notamment pour effet :

- d'intégrer au document des dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- de compléter et d'adapter le règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- d'apporter des corrections de forme concernant des erreurs ou des omissions constatées après l'approbation du PLU et concernant les divers documents qui le composent, dans un souci de précision et de cohérence de l'ensemble du document.

Cette procédure de modification portera notamment sur les points suivants :

- 1) **Modification à caractère général** : évolution de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux (évolution des seuils, des taux et des secteurs concernés) ;
- 2) **Modification à caractère général** : création d'un secteur de zone N-5 couvrant les quatre cimetières de Montpellier ;
- 3) **Modification à caractère général** : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-1, secteur caractérisé par l'existence de constructions présentant un caractère architectural ou historique affirmé ;

- 4) **Modification à caractère général, préservation du patrimoine bâti** : extension de l'application de la règle établie au titre de l'article L.123-1-5 7°) du code de l'urbanisme et repérée par l'indice « w » sur les documents du PLU, permettant de protéger certains espaces ou constructions, notamment pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique ;
- 5) **Modification à caractère général - création d'espaces à protéger au titre du L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme dans quatre secteurs de la ville** :
 - a. quartier Gares - rue Périer (parcelle cadastrée HL n°274)
 - b. quartier Arceaux - rue Marioge (parcelle cadastrée KL n°274)
 - c. quartier Lemasson – avenue de Maurin (parcelle cadastrée OP n°55)
 - d. quartier Chamberte – rue de la Croix de Figuerolles (parcelle cadastrée IS n°79) ;
- 6) **Modification à caractère général** : évolution de la règle de stationnement relative aux conditions de non réalisation des places de stationnement dans les quartiers Rive Gauche (13AU) et Nouveau Saint-Roch (1U1-8) ;
- 7) **Quartier Beaux-Arts - avenue Saint-Lazare** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 2U1-11 ;
- 8) **Quartier Beaux-Arts – anciennes archives départementales** : création d'un secteur de zone 1U1-2 entre l'avenue de Castelnaud, la rue Proudhon et la rue Louis Frédéric Rouquette ;
- 9) **Quartier Gares – ZAC du Nouveau Saint-Roch** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U1-8, et extension ponctuelle du secteur de zone 1U1-8 ;
- 10) **Quartier Gares – rue François Périer** : évolution de la règle des hauteurs dans la partie donnant sur l'avenue du Pont Juvénal et située du côté des numéros impairs ;
- 11) **Quartier Figuerolles – cité Gély** : correction ponctuelle de l'emplacement réservé C197 pour voirie entre la rue de Font Carrade et la cité Gély ;
- 12) **Quartier Cévennes – résidence Pergola** : extension du secteur de zone 2U1-10 entre la rue de l'Oasis, la rue de l'Ecrin, la rue d'Alco et la rue Paul Rimbaud ;
- 13) **Quartier Croix d'Argent – secteur de l'EAI** : extension du secteur de zone 2U1-1f le long de la rue des Chasseurs et sur le site de la caserne Guillaud ;
- 14) **Quartier Estanove – mas du Vigan** : création d'emplacements réservés pour cheminements piétons entre la place Flandres-Dunkerque et la rue de Bugarel ;
- 15) **Quartier Croix d'Argent – ZAC des Grisettes** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 11AU ;
- 16) **Quartier Croix d'Argent – rue Gaston Bachelard** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1f ;
- 17) **Quartier Croix d'Argent – ZAC Ovalie** : adaptations ponctuelles du règlement, des documents graphiques du règlement de la zone 7AU et de l'orientation d'aménagement « Secteur Ovalie » ;
- 18) **Quartier Croix d'Argent – mas Nouguié** : adaptation ponctuelle du règlement de la zone A permettant d'autoriser un changement de destination du mas, au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme, et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé R5 pour parc public ;
- 19) **Quartier Hôpitaux-Facultés – faculté de Médecine** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 3U2 ;
- 20) **Quartier Hôpitaux-Facultés – bois de Montmaur** : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-2b ;
- 21) **Quartier Hôpitaux-Facultés – Croix Lavit** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1e le long de la rue Robert Capa ;
- 22) **Quartier Hôpitaux-Facultés – rue de la Croix Verte** : création d'un emplacement réservé pour voirie entre la rue de la Croix verte et la commune de Grabels ;
- 23) **Quartier Mosson – ZAC du Coteau** : extension du secteur de zone 3U1-1 sur le collège d'Alco ;
- 24) **Quartier Mosson – Celleneuve** : création d'un emplacement réservé pour cheminement piéton entre la rue Favre de Saint Castor et le parc Azéma ;

- 25) **Quartier Plan des Quatre Seigneurs – secteur Thomassy** : identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme au nord de l'avenue Vincent Auriol, sur les berges du ruisseau Vallat du Fesquet, et en limite communale le long de l'aqueduc Saint-Clément, et prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément ;
- 26) **Quartier Plan des Quatre Seigneurs – avenue du Pic Saint Loup** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1b le long de l'allée du Monte Cinto ;
- 27) **Quartier Port Marianne – mas de Julien** : création d'un emplacement réservé pour voirie entre l'avenue Albert Einstein et la rue de la Mogère ;
- 28) **Quartier Port-Marianne – ZAC Richter** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U7-4 ;
- 29) **Quartier Port-Marianne – ZAC Jardins de la Lironde** : adaptation ponctuelle de l'emplacement réservé C81 entre la rue des Albatros et la rue du Capitaine Pierre Pontal ;
- 30) **Quartier Port-Marianne – ZAC Consuls de Mer** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 6AU-2 et création d'une zone 1U9 sur le secteur du chemin de Moularès et le long de l'avenue Germaine Tillion ;
- 31) **Quartier Port-Marianne – Pompignane – avenue Alphonse Juin** : extension du secteur de zone 1U2-6 et de l'emplacement réservé C207, et création d'un emplacement réservé pour cheminement piéton entre l'avenue Alphonse Juin et le parc des Pastourelles.

La procédure donnera lieu à l'organisation d'une enquête publique qui fera l'objet d'une large publicité et qui sera conduite par un commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif.

Le projet de modification sera notifié, avant ouverture de l'enquête publique, au préfet et personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prescrire la modification du plan local d'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Il s'agit de lancer le processus de modification du PLU. Vous savez qu'avec le Grenelle et la loi SRU, il est nécessaire de procéder à des adaptations régulières. Donc, nous proposons cette délibération pour lancer la concertation réglementaire au sens du Code de l'urbanisme pour une ratification après concertations (procédure du commissaire enquêteur, cahier d'enquête publique) par une ratification par le Conseil municipal. Il ne s'agit pas de se prononcer sur le fond des différentes modifications mais d'acter ce processus et de lui donner toute la sécurité juridique nécessaire. Le PLU est un document opposable et réglementaire important. Néanmoins, il s'agit de signaler au Conseil un aspect important qu'est la volonté de la majorité municipale de se mettre en conformité avec la loi DUFLLOT qui vise à augmenter le nombre de logements sociaux à l'horizon 2020 à 25 % et donc, notamment, d'appréhender les prescriptions que nous donnons aux promoteurs en termes de logement social. Ce sera donc l'un des aspects importants qui vous sera présenté fin juillet ou notre idée est évidemment d'être attentifs. Là où il y a beaucoup de logements sociaux, ce n'est pas là où cette prescription s'appliquera. Par contre, là où les seuils sont relativement faibles, ils seront renforcés. Ainsi que sur la nature du logement social car la ville de Montpellier, Mme le Maire le rappelait, a accompli un effort de solidarité conséquent en faveur du logement social. Notamment sur l'offre Plus PLAI et en accord avec l'Agglo et le PLH ainsi que notre ami Hervé MARTIN avec qui nous travaillons en très bonne synergie. Il est donc possible d'être sur une offre de logements sociaux permettant l'accession sociale à la propriété et permettant de toucher des couches nouvelles de population. Voilà donc l'un des aspects

importants, j'insiste car il est à caractère général et permet de s'inscrire, de prendre un peu les devants sur l'adoption du PLH qui est le document de planification en matière de production de logements.

Philippe THINES : Je vois que les cimetières vont entrer dans de nouvelles zones caractéristiques. J'aimerais savoir si le cimetière protestant est compris dedans, compte tenu qu'il s'agit du seul cimetière privé qui est à Montpellier.

Michaël DELAFOSSE : Mon cher Philippe, il s'agit d'éviter que les cimetières soient affectés à tout autre chose que le repos de ceux qui y sont. Les cimetières dont il est question sont des cimetières qui sont propriété municipale. Ensuite, il s'agit de voir quelle est la prescription réglementaire qui s'applique dans le PLU sur cette parcelle privée qui a priori sera préservée. En fonction de cela, nous pouvons regarder quel est le règlement. C'est noté.

Hervé MARTIN : Juste pour dire que bien entendu je me félicite de ces modifications du PLU sur la ville de Montpellier car, comme le disait Michaël, cela permettra de tendre vers les objectifs fixés par la nouvelle loi DUFLOT et également de tendre vers les objectifs que nous nous fixons dans le nouveau PLH au niveau de l'agglomération. Je les rappelle rapidement en trois chiffres : 30 % de logement social, 20 % d'accession et les 50 % restants en logements libres. Bien évidemment, la ville de Montpellier et la communauté d'agglomération sont déjà dans les clous de la loi SRU qui était encore valable il y a quelques jours. La ville de Montpellier doit désormais tendre vers les 25 % et c'est la raison pour laquelle au niveau du PLH, nous nous fixons un objectif de 30 %, de façon à ce que les communes qui sont le plus en retard puissent rattraper ce retard. La ville de Montpellier qui est déjà à 22 % atteindra les 25 % en se fixant des modifications de PLU de ce type-là. Il restera d'autres sujets à approfondir encore pour rendre opérationnel le PLH qui reste à finaliser. Mais, Michaël le précisait, nous travaillons en étroite collaboration sur ce plan-là et nos services également.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER revient en séance.

38- QUARTIER HOPITAUX FACULTES Secteur Croix Lavit

Instauration d'un périmètre d'étude

(art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE :

Situé au nord ouest la ville de Montpellier, le secteur Croix Lavit s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre l'avenue Hemingway et la route de Ganges, jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur « périphérique » se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Ce secteur présente en partie aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Face à ce constat, la Ville a mené une étude urbaine sur le secteur Croix Lavit en 2012. Cette étude a permis, sur la base d'un diagnostic urbain, de définir les perspectives d'évolution du secteur et de proposer une programmation urbaine à terme, au regard du tissu urbain existant et des futures reconversions.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

En conséquence, il est proposé :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur Croix Lavit,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111.10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Il s'agit d'une décision importante du Conseil municipal en termes d'urbanisme. A été instauré un périmètre d'étude sur la partie du secteur Campus afin de pouvoir maîtriser l'urbanisation au-delà du règlement d'urbanisme, c'est-à-dire le PLU. C'est un outil supplémentaire car nous pouvons surseoir à statuer sur tout nouveau permis. Et notamment le secteur de Croix Lavit, Jean-Louis GELY dans son propos y faisait référence, nous avons assisté à une urbanisation à la parcelle et parfois à une densification qui n'était pas forcément bien maîtrisée, pas satisfaisante. Cela avait un impact sur le fonctionnement des équipements publics et de manière plus globale, il s'agissait d'une inorganisation du tissu urbain pas fidèle au principe dont nous essayons de nous doter à la ville de Montpellier. C'est donc le secteur de Croix Lavit où ont été repérés des paysages remarquables et des potentialités foncières également importantes dans ce secteur. Mais si des logements nouveaux sont réalisés, ils doivent bien s'insérer dans le tissu urbain pour améliorer la qualité de vie de ce quartier. Donc, une fois que le périmètre d'étude sera adopté, il sera valable pendant 10 ans. Il ne fige pas tous les projets mais cela permet de renforcer les pouvoirs des services des élus à l'urbanisme et plus largement du Conseil municipal afin de mieux accompagner les projets, surtout que sur cette zone il y a de grands fonciers, très importants en termes de constructibilité. Il faut donc pouvoir accompagner ces évolutions de la manière la plus satisfaisante possible. Pour délibérer sur ce périmètre, nous avons réalisé une étude d'urbanisme qui a été extrêmement riche d'enseignements et qui vise notamment à valoriser la crête pour en faire une perspective paysagère à la fois sur le pic Saint Loup et sur la ville qui, à terme, le jour où nous irons vers cela, permettrait d'avoir un espace public et une coulée verte de très grande qualité.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

39- ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 1

Agrément de candidature

CIRMAD Grand Sud .

Michaël DELAFOSSE :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha .

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, en cours d'agrandissement et de modernisation, 4 lignes de tramways... .

La Société d'Equipe ment de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CIRMAD Grand Sud en vue de la cession d'un terrain permettant, sur le lot 1 de la ZAC, la réalisation de 2 hôtels, d'un centre d'affaires, de 12 logements collectifs et d'une brasserie.

Dénomination du candidat : CIRMAD Grand Sud
5-7 avenue de Poumeyrol
69300 Caluire et Cuire

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot 1

Parcelles cadastrées : section EW n°562

Surface du lot : 1 718 m²

Nature du projet : un hôtel 4 étoiles et un hôtel 3 étoiles
un centre d'affaires
12 logements collectifs en accession libre
une brasserie

SHON envisagée : 9 538 m² SHON

SHON maximale autorisée : 9 600 m² SHON

La SERM précise que la candidature de CIRMAD Grand Sud prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CIRMAD Grand Sud pour la construction d'un hôtel 4 étoiles et d'un hôtel 3 étoiles, d'un centre d'affaires, de 12 logements collectifs en accession libre et d'une brasserie sur le lot 1 de la ZAC Nouveau Saint Roch ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Ce projet se situe à côté de ce chantier porté par Jean-Marie DUTHILLEUL de la gare Saint-Roch.

Hélène MANDROUX : Ce chantier avance bien. J'espère, pour ceux d'entre vous qui passez par là, que vous avez vu l'avancement des travaux, au niveau de la serre notamment, la nef. C'est extraordinaire. Je suis contente de voir que deux femmes vont travailler dans ce quartier du nouveau Saint-Roch en tant qu'architectes.

Michaël DELAFOSSE : Manuelle GAUTRAND dialoguera aussi avec le parking aérien de l'architecte catalane Carmen SANTANA. Elles se connaissent bien et confrontent leur approche dans leur écriture architecturale. Je précise également pour les collègues, que la ZAC du nouveau Saint-Roch – M. CHEMETOFF était présent – est celle dont nous allons beaucoup parler pendant les prochaines séances car nous amplifions son développement. Tous les dispositifs juridiques sont posés, les terrains sont maîtrisés et donc, c'est la ZAC qui avancera assez rapidement.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

40- ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 4 - lot 4C

ACM

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 4C de la tranche 4.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°238

Surface du lot : 1665 m²

Nature du projet : 64 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 4 646 m² SDP
4 870 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

41- ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 5 - lot 18 A1

ACM

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipe ment de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 18 A1 de la tranche 5.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PC n°173

Surface du lot : 925 m²

Nature du projet : 23 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 1 763 m² SDP

1 850 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

42- ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 5 - lot 18 A2
ACM

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 18 A2 de la tranche 5.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PC n°173

Surface du lot : 925 m²

Nature du projet : 21 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 1 529 m² SDP
1 600 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : La commune est aux côtés des bailleurs sociaux en ZAC, la cession de charge foncière est moins importante que pour des logements procédant de la promotion immobilière. Cela représente un effort de 5,7 M€ qui n'apparaît pas dans le budget communal car tout à l'heure, Max LEVITA a parlé des infrastructures que nous réalisons et notamment les ZAC. C'est aussi un effort très important en faveur du logement social. Précédemment, Jean-Louis ROUMEGAS évoquait les enjeux énergétiques mais nous voyons aujourd'hui que du point de vue du logement social, à la fois sur la qualité architecturale et sur les enjeux énergétiques, il convient de saluer la filière énergie de la SERM, ACM qui ont énormément travaillé orientation bioclimatique des habitants et les plus fragiles qui accèderont à ce type de logements seront mis à l'abri de la précarité énergétique.

Hélène MANDROUX : C'est vrai que l'effort sur le foncier est très important. Cela fait des recettes en moins effectivement pour M. LEVITA. Cela peut aller jusqu'à 200 € le mètre carré. Voilà l'effort financier qui est fait.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

43- Foncier

Elargissement de la rue de Montasinos Propriété Raout

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre des travaux de mise en sécurité de la rue de Montasinos, la Ville de Montpellier souhaite réduire la largeur de la voie à 6 mètres et élargir les trottoirs, dans le but de limiter la vitesse des véhicules et de sécuriser les cheminements piétons. Cette opération est mise en œuvre dans le cadre de l'emplacement réservé C21 inscrit au PLU.

Ces aménagements nécessitent l'acquisition foncière d'une emprise d'environ 8m², à extraire de la parcelle BN 46, propriété de la famille Raout.

L'emprise exacte sera définie par un géomètre expert qui établira le document d'arpentage.

Lors des négociations, les propriétaires ont accepté la cession de ce terrain à la Ville pour l'euro symbolique avec, pour contrepartie, la prise en charge par la Ville des travaux de reconstitution du mur de clôture et la pose d'un nouveau portail.

La famille Raout a donné son accord à cette proposition et accepte la signature d'une promesse de vente avec prise de jouissance anticipée avant la signature de l'acte notarié, permettant de ne pas retarder le chantier en cours.

Il est proposé de saisir le notaire des vendeurs, Maître GOUJON VANSUYT à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une emprise d'environ 8m², à extraire de la parcelle BN 46, nécessaire aux travaux de mise en sécurité de la rue de Montasinos, auprès de la famille RAOUT, à l'euro symbolique ;
- de prendre en charge le coût de la reconstruction du mur de clôture avec la pose d'un portail, sur les crédits de l'opération ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître GOUJON VANSUYT à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

44- Foncier Rue Tibidabo Vente d'un délaissé à la société IBERO

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre d'un projet immobilier, la société IBERO propose d'acquérir une emprise de 160 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée EP 332, afin d'améliorer l'accès piéton à deux appartements créés en rez de chaussée et valoriser ainsi son opération.

Cet espace n'est d'aucune utilité pour la Ville et représente un coût d'entretien pour le service des espaces verts. Il est donc proposé de vendre ce délaissé au prix fixé par les services fiscaux, à condition que cette emprise ne soit pas bâtie mais constitue un espace d'agrément pour les appartements réalisés.

Les services fiscaux ont évalué le terrain, dénué de toute constructibilité, à 43 € le m², soit 6 880 € (six mille huit cent quatre-vingts euros) pour 160 m².

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à arracher une partie de la haie de pyracanthas en mauvais état et devra réaliser une clôture pour délimiter la propriété privée. A noter que le cheminement piéton est maintenu.

Maître SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la Société IBERO. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il est proposé :

- de céder une emprise de 160 m² issue de la parcelle EP 332 à la société IBERO, pour un montant de 43€/m², conformément à l'estimation des services fiscaux, soit 6 880 € pour 160 m² ;
- de saisir Maître SOULAS-BERTRAND, notaire, pour rédiger l'acte notarié, aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

45- Foncier

Chemin piéton - Parc Malbosc

Acquisition emprise propriété Nexity

Michaël DELAFOSSE :

La société Nexity Georges V Languedoc Roussillon est restée propriétaire d'une emprise de terrain d'une superficie de 936 m² environ, dans le quartier Mosson, à proximité de son opération abritant une résidence étudiante de 141 logements.

Cette emprise est comprise entre l'avenue de l'Europe et le parc Malbosc et permet un accès direct à la station « Hauts de Massane » de la ligne 1 de tramway.

Il est proposé d'acquérir ce terrain pour réaliser un cheminement piéton public. Une emprise de 936 m² environ sera à extraire des parcelles TO 187, TO 188, TO 190 et TO 189 par un géomètre expert.

La société Nexity a réalisé les enrochements nécessaires au soutènement et propose de céder ce terrain à la Ville à l'euro symbolique, cession qui mettra fin aux charges d'entretien qu'elle assure jusqu'à ce jour.

Dès que la Ville sera propriétaire, des travaux seront entrepris afin d'améliorer les accès.

Maître Anne Vidal, notaire à Montpellier, a déjà rédigé les actes de transfert de propriété sur ce secteur. Il est proposé de lui confier la rédaction de l'acte, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir une emprise de terrain de 936 m² environ, à l'euro symbolique, auprès de la société Nexity Georges V, pour les besoins d'un cheminement piéton qui permet d'ouvrir le parc Malbosc sur l'avenue de l'Europe et la station de tramway « Hauts de Massane » ;
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Anne Vidal, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : C'est très important Mme le Maire car le parc Malbosc de 33 hectares a vocation à être un grand parc à l'ouest de la ville. Il sera donc à la fois accessible par les habitants de la ZAC Malbosc mais également par les habitants des Hauts de Massane comme le présente cette photo aérienne. Philippe THINES a présenté les aménagements récemment ainsi que son phasage. C'est bien la logique de nos grands parcs dans la ville, des parcs qui sont bien sûr accessibles aux habitants des quartiers mais ils s'adressent bien à l'ensemble des habitants. Et là, cet espace public a vocation à être structurant du « vivre ensemble », à l'image du grand parc de l'EAI de 15 hectares minimum desservi par le tramway et accessible à tous les Montpelliérains.

Hélène MANDROUX : L'autre jour, avec M. THINES, nous étions dans le quartier de Malbosc et nous avons regardé le chemin qui est actuellement fermé des deux côtés. Il part du collège et va jusqu'au groupe scolaire François Mitterrand. Nous avons rencontré les personnes qui sont là car il y a des problèmes. Il y a environ 300 mètres de no man's land et le soir il y a des enfants qui peuvent se faire agresser. Nous avons donc regardé cela avec M. THINES et j'ai interpellé Mme SOUCHE. Nous allons faire des travaux de protection de cet espace, en accord avec le responsable du collège.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**46- Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F.
Secteur Pas-du-Loup / Rieucoulon
parcelles cadastrées PE 506 PE 14 PC 28**

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) renouvelle un câble souterrain afin de sécuriser l'alimentation électrique du quartier la Martelle. Ce câble sera posé sur les parcelles cadastrées PE 506, PC 14 et PC 28, propriété de la Ville le long du ruisseau du Rieucoulon. Une bande de terrain 3 mètres de large sur une longueur d'environ 470 mètres sera impactée par ces travaux.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur ces parcelles.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par Maître Poudou, notaire à Béziers, qui est chargé par ERDF de la publication de tous les actes de ladite société.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage souterrain d'un réseau d'électricité sur les parcelles cadastrées PE 506, PE 14 et PC 28, moyennant une indemnité forfaitaire de 20 € ;
- de demander à Maître Poudou, notaire à Béziers, d'établir un acte notarié aux frais d'ERDF ;
- d'imputer la recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**47- ZAC Port Marianne-Parc Marianne extension
Groupe scolaire Chengdu
Acquisition d'un terrain à la S.E.R.M.
parcelle cadastrée SB 210**

Michaël DELAFOSSE :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil Municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Parc Marianne. Le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006. L'extension de cette ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud, sur environ 15 hectares, un secteur intégrant le parc public et les terrains situés entre ce parc et la future voie Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² principalement de logements,
- un secteur d'environ 5 hectares à vocation essentiellement d'activités situé dans la plaine du Mas Carbonnier,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98 un secteur d'environ 2 hectares destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² de logements.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de cette ZAC, est propriétaire de la parcelle cadastrée SB 210 correspondant au lot 16 C d'une superficie de 2014 m², situé en zone 12AU-1 du plan local d'urbanisme.

Compte tenu de l'accroissement démographique prévisible dans ce quartier, la Ville doit acquérir ce terrain en vue de la construction d'un groupe scolaire de dix classes dénommé Chengdu d'une superficie de plancher de 2800 m². Ce bâtiment public, aménagé en façade de la future rue Ray Charles, bénéficiera d'équipements à forte performance énergétique. Il accueillera à la rentrée scolaire du mois de septembre 2013 une école primaire, un espace maternelle, un espace élémentaire, un centre de loisir sans hébergement et un restaurant scolaire.

La présente acquisition est conclue à l'euro symbolique car intégrée comme participation de l'aménageur au titre des équipements publics de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} octobre 2012 modifiant son programme des équipements publics.

Les services fiscaux ont évalué ce bien au prix de 336 000 € par avis du 5 juillet 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée SB 210 propriété de la SERM représentant le lot 16 C de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne d'une superficie de 2014 m², afin de construire le groupe scolaire Chengdu,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Jacques MARTIN (plus en séance) et Jean-Louis GELY, administrateurs de la SERM, ne prennent pas part au vote.

Pour : 40

Contre : /

Abstentions:/

Ne prennent pas part au vote : 6

Adopté à l'unanimité.

48- PARC DE LA GUIRLANDE

Déclaration de travaux

Réalisation d'un mur de clôture

Michaël DELAFOSSE :

Le parc de la Guirlande est un site inscrit à l'Inventaire des sites pittoresques de l'Hérault depuis 1976. Le site, ancien jardin privé du XVIII^e siècle, est la propriété de la Ville depuis 1978, il abrite la Maison pour tous Albertine Sarrazin.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine de la cité Gély (restructuration des espaces publics), il est prévu de remettre l'entrée piétonne du parc (place Agrippa d'Aubigné) à son emplacement d'origine car le portillon d'accès actuel sera condamné par l'immeuble de logement de l'association Foncière Logement.

Le projet consiste à restaurer le portail d'origine, qui n'était plus utilisé pour des raisons de sécurité, et à réaliser de part et d'autre une clôture composée d'un mur bahut surmonté de grilles.

Le montant des travaux est estimé à 40 000 € TTC.

S'agissant d'un site inscrit à l'Inventaire des sites pittoresques de l'Hérault, ces travaux sont soumis à autorisation et doivent recueillir l'avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer la déclaration préalable,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903 du CRB 28500,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

49- Ecole élémentaire Jean JAURES - Protocole d'accord Ville - Société SMAC suite à des dégâts des eaux

Jean-Louis GELY :

Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Geneviève Anthonioz De Gaulle - Jean Jaurès par la Ville de MONTPELLIER, en 2004, la société SMAC a réalisé l'étanchéité des terrasses accessibles ou inaccessibles et des couvertures du bâtiment, y compris les travaux annexes nécessaires à la finition des ouvrages.

Dès 2006, d'importantes infiltrations d'eau ont été constatées, notamment dans la salle de restaurant de l'école maternelle. La Ville a alors informé la société SMAC de ces problèmes, laquelle est intervenue pour reprendre une partie des désordres.

Toutefois, de nouvelles infiltrations d'eau se sont produites à plusieurs endroits dans l'école en 2009 puis en 2010. La Ville a informé l'entreprise SMAC de ces désordres à plusieurs reprises.

Devant l'absence d'intervention de la société SMAC, la Ville de MONTPELLIER a souhaité préserver ses droits et a saisi le Tribunal Administratif pour que soit instaurée une mesure d'expertise judiciaire.

Par ordonnance du 14 septembre 2011, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville et a désigné Monsieur CRIADO ès qualités d'expert judiciaire. Monsieur CRIADO a déposé son rapport d'expertise le 20 octobre 2012.

Dans un souci de résolution de cette situation affectant depuis plusieurs années le fonctionnement de l'école Jean Jaurès, la Ville de Montpellier a proposé à la société SMAC un protocole d'accord conformément aux préconisations de l'expert. Il ressort du rapport que les infiltrations proviennent principalement d'un défaut d'étanchéité de la dalle. Les désordres ainsi que les coûts sont imputés selon le tableau reproduit à l'article 1 du protocole.

Les parties acceptent les conclusions de l'expert judiciaire quant à la répartition des responsabilités et le principe de reprise des désordres par la société SMAC sous la responsabilité d'une maîtrise d'œuvre privée, aux frais avancés par l'entreprise SMAC.

Le préjudice de jouissance, les frais d'expertise et une participation pour les honoraires d'avocat supportés par la commune feront l'objet d'un titre de recouvrement à l'encontre de la société SMAC d'un montant de 9 181,10 € TTC comme détaillé à l'article 5 du protocole ci-annexé, le montant des prestations réalisées par la maîtrise d'œuvre sera précisé ultérieurement..

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole d'accord transactionnel « Commune de Montpellier – Société SMAC » joint en annexe.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le protocole d'accord en question et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

Madame SOUCHE revient en séance.

50- Règlement d'attribution des subventions relatives à la prise en charge de la prime d'assurance de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) en faveur de propriétaires louant leur bien à de jeunes actifs:

« Clé Montpellier Logement GRL »

Hélène QVISTGAARD :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes actifs rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Dans ce cadre, le conseil municipal a voté en date du 17 décembre 2012 la mise en œuvre d'un accord partenarial entre la Ville de Montpellier et les acteurs d'Action Logement (1% logement) dont l'APAGL et trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL Méditerranée, CILEO et Astria) autour de l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

Cet accord s'appuie sur le développement de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) qui constitue un dispositif de sécurisation des rapports locatifs pour des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution qui sont habituellement demandées.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à prendre en charge le coût de la prime d'assurance « Garantie des risques locatifs (GRL) » pour des propriétaires s'engageant à louer leur bien à des jeunes actifs pour une durée de un an maximum.

Afin de mettre en œuvre cette nouvelle action, faisant partie intégrante du dispositif Clé Montpellier Logement, il est donc proposé d'approuver le règlement d'attribution de cette subvention fixant différentes modalités et conditions dont :

- les publics éligibles : les jeunes actifs de moins de trente ans sous plafonds de ressources équivalent aux plafonds HLM (PLUS).
- Le montant de la subvention limitée à 3,04% du montant du loyer et des charges.
- Les modalités de saisine, d'instruction, d'octroi et de versement de la subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le règlement d'attribution, annexé à la présente délibération.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Hélène QVISTGAARD : Cette affaire concerne effectivement la mise en relation avec la politique du gouvernement en faveur du logement. Il s'agit de l'extension de la garantie des risques locatifs qui va dans le sens où la souscription à cette assurance serait rendue obligatoire par une loi à voter prochainement. Je tiens à préciser qu'à Montpellier nous restons fidèles à nos engagements de campagne de 2008. Un véritable engagement en faveur du logement pour tous, décent, digne et adapté. Lors du dernier Conseil municipal de 2012, nous avons voté un accord entre la ville et les acteurs d'Action Logement, la PGL et les Comités Interprofessionnels du Logement, les CIL, CIL Méditerranée, CILEO et ASTRIA, autour de l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé. Nous nous occupons du parc social, Mme le Maire, mais nous n'oublions pas les 88 % du parc restant. Nous allons au-delà de ce qui sera prévu par la politique gouvernementale dans le sens où nous prenons à notre charge le coût de la GRL sous forme de subventions des propriétaires qui auront logé des jeunes actifs. Je tiens cependant à souligner que nous attendons beaucoup de la ministre Cécile DUFLLOT et si nous avons de l'aide de certains parlementaires présents dans cette assemblée, elle sera la bienvenue. Ceci afin que notre politique en faveur du logement des jeunes soit amplifiée par les engagements de M. le Président de la République lorsqu'il était en campagne. Je vous remercie.

Hervé MARTIN : Bien entendu, je voterai cette affaire, ainsi que le groupe communiste. Hélène vient d'en rapporter l'importance. Autant il est nécessaire de s'intéresser au logement social, autant il est important de s'intéresser à tous ceux qui se logent dans le privé. Hélène vient de lancer un appel aux parlementaires qui vont discuter des nouvelles lois allant dans le sens de ce qui est préparé ici. J'aimerais insister là-dessus car dans le Midi-Libre de ce matin, je voyais des chiffres qui indiquaient que pour des personnes à revenu faible, cette garantie permettrait de passer de 30 % de leur revenu consacré à leur logement à 50 %. Il y a un aspect positif à cette chose effectivement. Pour une personne qui gagne 1 000 €, un logement à 300 € sur Montpellier je n'en vois pas beaucoup. Quand elle gagne 1 000 €, si elle peut y consacrer 500 €, nous n'avons déjà pas grand-chose avec 500 € mais il est possible de commencer à se loger petitement. Sauf que ça fait quand même 500 € sur 1 000 €. Cela représente quand même 50 % du budget d'une famille. Autant je partage, autant je pense que nous avons véritablement besoin d'un cadre législatif pour sortir le logement de la loi du marché car tant que nous aurons des prix prohibitifs tels que nous les avons à Montpellier ainsi que dans d'autres endroits du territoire national, les familles seront en difficulté. Il y a diverses raisons à cela. Il y en a une que nous connaissons bien à Montpellier et cela fut le Cellier qui permettait à des investisseurs de défiscaliser. À peu près 80 % de ce qui était vendu ces dernières années étaient vendus à des investisseurs qui se faisaient concurrence entre eux pour acheter ces biens. Ils faisaient donc augmenter les prix et voulaient ensuite récupérer leur mise en fixant des niveaux de loyer qui étaient surélevés. Il y a donc besoin d'un encadrement des loyers important, adapté en fonction des territoires car sinon cela signifie que même avec des aides comme celles-ci, et encore une fois nous le voterons avec plaisir, ces familles-là se retrouvent quand même à sortir 50 % de leurs revenus afin de pouvoir se loger. C'est absolument inadmissible.

Je travaille beaucoup avec les promoteurs et ils sentent bien que la situation devient plus complexe pour eux. Ils mettent donc un peu d'eau dans leur vin mais il y a environ un an de cela, un promoteur important de Montpellier me disait que ce n'était pas vrai, qu'il n'y avait pas de problème : « *La preuve c'est que tout ce que nous produisons, nous le vendons et il y a soit des propriétaires, soit des locataires dedans* ». Il oubliait un fait important c'est que le logement est un bien de première nécessité.

C'est la raison pour laquelle j'insiste : il faut sortir le logement de la logique de marché. En riant, je lui avais répondu en disant : « *Moi, quand j'arrive à l'heure de l'apéro, si lorsque je vais vous boire mon pastis, je me rends compte que le cours de l'olive est trop élevé, ce n'est pas grave, je me rattrape sur les cacahuètes* ». Lorsque nous parlons de logements, on se rabat sur la voiture ou sur le trottoir. Donc nous ne pouvons pas raconter n'importe quoi. Effectivement, autant nous avons besoin des mesures que nous allons prendre ce soir, autant nous avons besoin, au niveau national, de lois permettant réellement d'encadrer les prix du marché, sinon nous ne nous en sortirons pas. Michel PASSET tout à l'heure, dans son intervention sur le budget disait que nous mesurons la richesse d'une ville à la richesse de sa population. Il a rajouté : « *Nous savons qu'à Montpellier notre population est pauvre* ». Si nous n'avons pas une loi nationale qui permet de limiter ce genre de choses, nous ne nous en sortirons pas, y compris avec des mesures intelligentes comme celle que nous allons voter ce soir.

Michaël DELAFOSSE : Sur la Clef Montpellier Logement, nous avons mené un travail innovant en termes de cautionnement d'une frange de population qui était parfois victime de discrimination au niveau de l'accès au logement et le travail d'Hélène QVISTGAARD, de ce point de vue-là, est remarquable. Nous pouvons faire un vœu collectif : c'est que ce qui a été fait ici se généralise nationalement. C'est-à-dire que les locataires puissent bénéficier d'un dispositif assurantiel comme on couvre un risque qui est celui de la défaillance de loyer. Ceci afin de les soutenir s'ils ne peuvent plus payer parce que précarisation comme les gens de Sanofi qui sont venus et qui sont à présent dans l'incertitude. Souhaitons que cela ne se passe pas trop mal. Mme DUFLLOT a annoncé qu'elle envisageait de créer une sécurité de ce point de vue-là. Ce serait une bonne nouvelle pour les locataires mais aussi pour des petits propriétaires qui sont des personnes retraitées qui hésitent justement à mettre sur le marché leurs logements qui pourraient ainsi détendre le marché immobilier montpelliérain ou autre. Cela permettrait d'accroître l'offre locative et de détendre les prix. Aujourd'hui, si nous faisons des efforts extrêmement importants de solidarité en termes de logement social, d'accession aidée à la propriété, nous faisons aussi des efforts et il faut le reconnaître, en termes de production de logements pour éviter que le marché soit extrêmement tendu et soit encore plus défavorable aux petits revenus que tu évoquais Hervé. Cette garantie des risques locatifs portée par Hélène sur un segment de population, les jeunes actifs, s'il pouvait être étendu, serait, je crois, une très bonne mesure. Il convient de l'appeler de nos vœux. Ce sera un dispositif à la fois pour les locataires mais aussi pour les personnes qui hésitent à arbitrer pour la mise en location. Nous le savons, ici nous pourrions tous raconter cette anecdote : le fait de devoir donner trois feuilles de salaire ou trois feuilles d'impôts. Il y a donc une discrimination pour l'accès à un droit fondamental qu'est le logement. C'est une triste réalité que des populations fragiles ou en rupture dans leur parcours de vie rencontrent. Là, un cadre national est nécessaire. J'appelle de mes vœux que l'expérience QVISTGAARD devienne une expérience généralisée.

Amina BENOARGHA-JAFFIOL : Mme le Maire, je me félicite de cette délibération car ce que nous ne disons pas trop c'est que lorsqu'on est mal logé, il y a des conséquences énormes sur tout ce qui concerne la personne. Sur sa vie professionnelle et sa santé. Notamment dans le domaine de la santé, vous le savez Mme le Maire, vous êtes bien placée pour le savoir et vous avez participé à une enquête précarité diabète qui a été diligentée par l'Académie de médecine dont le rapport vient de sortir. Les mal-logés sont en première ligne et sont très vulnérables. Au niveau santé, ils en prennent plein la gueule et dans le domaine du diabète justement, ils deviennent diabétiques. Malheureusement, lorsqu'il y a un mauvais logement, la précarité et cette vulnérabilité, la santé ne devient plus une priorité. C'est le logement et l'emploi qui deviennent une

priorité. Pas plus tard qu'hier, j'ai vu un reportage à la télé dans lequel il était dit que six Français sur dix sont dans la difficulté pour se loger. Les propriétaires abusent de la pénurie de logements, alors que c'est un droit fondamental. Ils demandent même des papiers qui ne sont pas légaux comme le certificat de l'employeur. Cela oblige parfois les citoyens à falsifier des bulletins de salaire pour justifier qu'ils peuvent payer. Quand on demande à un cautionnaire de justifier d'un salaire équivalant à trois fois le montant du loyer, c'est quand même énorme. Je pense que nous devons tous œuvrer afin que tous les citoyens puissent avoir un toit. C'est le minimum auquel doit aspirer un être humain.

Hélène MANDROUX : Nous sommes tous entièrement d'accord. Je me souviens à l'époque, lorsque nous avons instauré la CMU, la Couverture Maladie Universelle, en même temps nous avons une réforme qui était dans nos têtes c'était d'instaurer justement le logement universel. Instaurer le droit à la santé et le droit au logement. Nous sommes tous conscients du problème. Le toit est absolument indispensable.

Hélène QVISTGAARD : Vous avez déjà invité Cécile DUFLOT à venir nous voir à la ville de Montpellier pour lui présenter tout ce que nous faisons et entre autres intervenir sur le logement dans le cadre de la Clé Montpellier Logement. Je ne manquerai pas de vous rappeler de réitérer votre invitation à Mme la ministre.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

51-Convention de partenariat

Ville de Montpellier - Fédération Française de Volley Ball - CREPS de Montpellier - Ligue Régionale Volley Ball - Montpellier Beach Volley Préparation Jeux Olympiques de Rio en 2016 de Beach Volley

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier dans le cadre de sa politique sportive et de son soutien aux associations souhaite engager un partenariat avec la Fédération Française de Volley Ball, la Ligue LR de Volley Ball, le CREPS de Montpellier et l'association Montpellier Beach Volley afin d'accueillir au sein des structures municipales de la Rauze, la préparation d'équipes séniors masculines et féminines en prévision des Jeux Olympiques 2016 de Rio.

Dans ce cadre, il sera proposé à la Commission du Sport de haut Niveau du Ministère des Sports, la création d'un Centre de Préparation Olympique à Montpellier et la labellisation d'un Pôle France à l'association Montpellier Beach Volley, support du projet.

La création d'un Pôle France, à travers un Parcours d'Excellence Sportive, permettra aux athlètes de profiter des structures du CREPS de Montpellier et de bénéficier des programmes de surveillance médicale et d'accompagnement socio professionnel nécessaires pour répondre aux exigences du sport de haut niveau.

La prise en charge financière des programmes d'entraînements et compétitions par la Fédération Française de Volley Ball devrait être une garantie du projet sportif porté par l'Association.

La Ville de Montpellier mettra à disposition de l'association Montpellier Beach Volley les installations sportives nécessaires dans le cadre d'une convention de mise à disposition annuelle d'occupation du

domaine public, permettant ainsi de contractualiser et de formaliser un fonctionnement et d'afficher aussi la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux.

Un soutien structurel, technique et financier sera ainsi apporté par la Ville de Montpellier à l'association, dans le cadre du vote des autorisations budgétaires annuelles.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Fédération Française de Volley Ball, la Ligue LR de Volley Ball, le CREPS de Montpellier et l'association Montpellier Beach Volley pour la préparation d'athlètes aux Jeux Olympiques de Rio 2016 en Beach Volley
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, le Conseiller Spécial Municipal délégué aux sports à signer tout document relatif à cette opération.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

52- QUARTIER MONTPELLIER CENTRE Construction de la Salle de boxe Jean FARRE Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA :

Par délibération en date du 1er octobre 2012, la Ville de Montpellier a décidé de reconstruire la salle de boxe Jean FARRE au sein du quartier de Figuerolles. Pour ce faire, il a été validé le lancement d'une consultation à procédure adaptée pour un marché de maîtrise d'œuvre.

Afin de réaliser les travaux, et après que la maîtrise d'œuvre ait finalisé les études du projet, il a été lancé le 26 octobre 2012 un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28-1 du Code des Marchés et comprenant 10 lots.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises, étaient les suivants :

- la valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60 % de la note ;
- le prix des prestations comptant pour 40 % de la note.

A l'ouverture des plis le 20 novembre 2012, et après étude des candidatures, il a été décidé :

- de déclarer infructueux, le lot 10, chauffage, ventilation, plomberie, et de relancer un marché en procédure adaptée ;
- d'entamer une négociation sur les lots suivants :
 - lot 1 – Gros œuvre – Terrassement ;
 - lot 4 – Menuiseries extérieures alu – Serrurerie
 - lot 6 – Menuiseries intérieures
 - lot 9 – Electricité – Courant Faible.

Le 12 décembre 2012, toutes les entreprises ayant répondu au marché initial de ces lots, ont été convoquées pour entamer une négociation. Dès lors, les entreprises ont été invitées à faire une nouvelle offre à remettre le 19 décembre 2012.

La Commission d'appel d'offres en date du 8 janvier 2013 a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées :

LOTS	ENTREPRISES RETENUES		OBSERVATIONS
	NOM	Montant du Marché € HT	
Lot 1 – gros œuvre-terrassement	BEC CONSTRUCTION	179 710,19	Après négociation
Lot 2 - revêtement de façade	FACE & CO	14 572,00	
Lot 3 - charpente couverture métallique	ECIM	53 000,00	
Lot 4 - menuiseries extérieures alu serrurerie	ID METAL	59 095,97	Après négociation
Lot 5 - cloisons-plafonds	MIDI PLAFOND	23 368,50	
Lot 6 - menuiserie intérieures	ATELIER DUCROT	15 545,00	Après négociation
Lot 7 - chapes-carrelages - faïences	RED CONCEPT	12 494,90	
Lot 8 - peintures-revêtement de sol	ATELIER DU SOL	14 742,88	
Lot 9 - électricité - courant faible	JP ELEC	22 650,92	Après négociation
Lot 10 - chauffage-ventilation - plomberie-sanitaires			Marché infructueux Relancé en procédure adaptée
TOTAL en euros HT		446 930,36	

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur le Conseiller Municipal Spécial délégué aux Sports, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Direction Jeunesse Sports Logement Emploi :

Nature 2135, Fonction 90411, Programme 2011AP23

Christian BOUILLE : Mme le Maire, j'aimerais souligner, comme vous venez de le faire, le fait qu'il y a environ 2 ans, cette salle de boxe a été brûlée par des incendies d'ordre criminel. Je ne sais pas si nous avons retrouvé l'auteur mais l'une des passions de la communauté gitane, la boxe, était visée. Elle a eu ses champions avec Hippolyte ANNEX justement et le fait d'avoir donné le nom de Jean FARRE est une bonne chose. Tout le monde le connaît. Dans ce quartier, les choses avancent, il y a la rénovation urbaine de la cité Gély qui est en cours mais également la maison de François de Malherbe. Nous sommes en train d'utiliser les compétences de nos amis gitans pour implanter une école de guitare ainsi qu'un studio d'enregistrement. Bref, les choses avancent. Il y a la chapelle qui fonctionne bien, il y a le commerce, l'emploi. Vous étiez récemment à Figuerolles, vous avez pu voir que la galerie marchande allait être modifiée et d'accès plus facile. Il se passe toujours quelque chose dans ce quartier. Je crois qu'il faut le dire, plutôt que simplement mentionner que nous faisons une salle de boxe. Je crois qu'elle coûtera aux alentours de 500 000 €. C'est un prix conséquent et je tenais à donner un grand coup de chapeau à cette population qui est une population amie qui est toujours à nos côtés dans les combats difficiles et je les en remercie.

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

53-Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE :

I - Créations de postes :

Filière Technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création d'un poste.

II - Suppressions de postes :

Filière Technique :

Adjoint administratif 2^{ème} classe : Suppression d'un poste.

Adjoint Technique Principal 1^{ère} classe : Suppression de deux postes.

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'Attaché à temps complet est créé à compter du 01/03/2013 sur des fonctions de Directeur Technique du Théâtre Jean Vilar. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur BOUILLE (avec la procuration de Monsieur VIGNAL) quitte définitivement la séance.

54- Attributions de subventions Exercice 2013

Max LEVITA :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définies par la réglementation en vigueur et par les documents suivant qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi:

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Trois modèles de conventions (selon le type de subvention: fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en trois catégories:

- Subvention de fonctionnement (F) pour la gestion des activités courantes de l'association;
- Subvention pour un projet (P) pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition...
- Subvention pour un investissement pour la réalisation de travaux, l'acquisition d'un véhicule ou du gros matériel (I).

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de 2013 et se répartissent comme suit:

• Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5417	ASSOCIATION DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	P	500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	F	500 €
5699	ASSOCIATION FRANCAISE DES JEUNES CHERCHEURS EN ECOLOGIE CHIMIQUE	P	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	F	2 000 €
5667	LE VOILE DE NEPTUNE	P	500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	P	1 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	P	500 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	F	3 000 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	F	500 €
3910	TELA BOTANICA	P	1 000 €

344	TERRE NOURRICIERE	P	3 000 €
3620	UNIVERSITE MONTPELLIER I	P	1 500 €
		Total	14 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

• **Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3	UNICEF	F	700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	P	400 €
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	300 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	500 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	300 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	P	1 400 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	P	700 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	F	8 500 €
548	EURO-GRECE France	F	1 000 €
630	AMITIE FRANCO-MALGACHE - FIHAVANANA	F	300 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	P	300 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	3 000 €
1005	ARTISANS DU MONDE	F	200 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	F	500 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	F	20 000 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	200 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	300 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	F	300 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	F	2 700 €

2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	200 €
2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	200 €
2377	CONNAISSANCE DE LA CHINE	F	300 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	P	500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	P	500 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	P	500 €
3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	P	200 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	F	2 500 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	F	100 000 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMIENNE COMITE HERAULT	P	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	F	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	P	500 €
4816	I DILETTANTI	F	300 €
4826	ASSOCIATION COLONIA ESPAGNOLA DE MONTPELLIER	F	300 €
4947	ASSOCIATION B'NAI BRITH	P	200 €
4947	ASSOCIATION B'NAI BRITH	P	200 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	F	50 000 €
5311	HOLDUB COLLECTIF	P	300 €
5312	ASSOCIATION DES JOYEUX TROUBADOURS	P	500 €
5392	MOUVEMENT EUROPEEN DE FRANCE-SECTION HERAULT	P	700 €
5634	BRASIL LIEN	P	700 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	F	500 €
5686	RESEAU D 'AFFAIRES FRANCO-ALLEMAND DU LANGUEDOC ROUSSILON	P	200 €
		Total	217 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

• **Attributions de subventions dans le cadre de la santé :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	F	800 €

155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	F	3 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	F	1 000 €
233	MOUVEMENT AUTONOMIE VIEILLISSEMENT MA VIE	P	2 500 €
578	AVENIR SANTE	F	3 000 €
657	LA CORDEE	F	2 500 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	F	1 300 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT	F	3 000 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	F	2 000 €
723	JALMAV CRERSI	F	3 000 €
1020	PATCHENCO	P	500 €
1024	CHEMINS DES ALLIANCES	F	300 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	F	3 000 €
1480	INFO DON 34	F	700 €
1734	MUSIKA	F	1 000 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	F	2 000 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	F	4 500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT	F	1 000 €
1956	COMITE FEMININ 34	F	1 500 €
2021	ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS LR	F	1 500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	P	3 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	F	8 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F	1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	F	4 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	3 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	F	2 500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	F	3 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F	500 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE)	F	1 500 €

3864	ALCOOL ASSISTANCE LA CROIX D'OR DE L'HERAULT	F	1 000 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	F	5 000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	F	500 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	F	1 000 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	1 000 €
5514	SOUTIEN LAIT	F	1 200 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L HERAULT	P	800 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	F	500 €
5627	ASSOCIATION TOM	P	2 500 €
578	AVENIR SANTE	P	12 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	P	457 €
		Total	91 057 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, chapitre 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de l'économie des ressources et du patrimoine :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F	1 500 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	P	3 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F	1 200 €
		Total	5 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre la vie associative :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	F	1 550 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	P	500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	F	500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	F	300 €
121	MAJORETTES IMPERIALES DE MONTPELLIER	F	3 000 €

122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	F	3 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F	2 150 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	F	500 €
283	COMITE PROSPECTIVES ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ET DES QUARTIERS EST	F	500 €
296	JASMIN D'ORIENT	F	800 €
296	JASMIN D'ORIENT	P	700 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	F	500 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	P	700 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	F	500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	P	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	F	500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	P	700 €
343	PLAYM'HERAULT	P	500 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	F	500 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	F	1 000 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	F	500 €
396	COMITE DE QUARTIER POMPIGNANE - LES AUBES	F	500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	F	500 €
434	MOUVEMENT UNIFIE DES RAPATRIES	F	1 200 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	F	13 000 €
509	ASSOCIATION DES DEPORTES, INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES	F	500 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	F	1 500 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST	F	500 €
1014	ORANIE 83	F	1 200 €
1029	CENTRE 665	F	12 250 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	300 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	F	500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	F	500 €

1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	P	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	F	500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	F	1 200 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	F	20 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	F	465 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	P	700 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F	1 500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	F	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	F	1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	P	500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	F	500 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC	F	1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	F	1 500 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F	300 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	F	500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	P	400 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	F	500 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	F	3 000 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE	F	600 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	F	1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	F	400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	F	500 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	F	2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	P	400 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	F	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	P	1 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	F	1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	F	400 €

3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	P	250 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	F	500 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	F	1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	P	700 €
3679	BOUT'ENTRAIN	F	500 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	F	500 €
3791	ASSOCIATION A L'ECOUTE SAINT MARTIN PRES D'ARENES	F	500 €
3940	MARE NOSTRUM	F	500 €
3940	MARE NOSTRUM	P	700 €
3943	PASSE PIERRES	F	500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	F	300 €
4203	OPIFAC	F	500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	F	500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	200 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	350 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	F	500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	P	700 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	F	500 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	F	500 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	P	700 €
4594	LES AMOUREUX DE CANDOLLE	F	500 €
4594	LES AMOUREUX DE CANDOLLE	P	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	F	500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	P	300 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	P	700 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	P	700 €

4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA	F	500 €
4906	GIPSY CATALANS GELY FIGUEROLLES	F	2 500 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	F	250 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	F	500 €
5311	HOLDUB COLLECTIF	F	500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD	F	500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL	F	500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	P	700 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	F	500 €
		Total	116 665 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre des finances :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	F	450 €
237	UNION LOCALE CGT	F	4 700 €
240	CFDT UNION LOCALE	F	4 700 €
248	ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS - AFOC	F	1 100 €
392	UNSA EDUCATION 34 - FEN 34	F	2 800 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	F	3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	F	850 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	F	1 400 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE	F	2 800 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	F	2 800 €
		Total	25 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
------	-----------	--------	---------

244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F	7 300 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	F	2 100 €
3259	CONCORDA LOGIS	F	33 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	F	36 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	2 000 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €
4904	HABITER ENFIN	F	800 €
4908	FACE HERAULT	P	1 900 €
		Total	92 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

• **Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	F	13 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	F	38 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	F	4 000 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	F	20 000 €
926	MUC OMNISPORTS	F	44 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	9 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	F	9 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	F	11 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	F	12 000 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F	12 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	F	14 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	F	8 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	F	15 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F	1 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	F	35 000 €

2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	F	10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	9 000 €
3534	UNION MONTPELLIERAINE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT ET DE LA CULTURE	F	2 900 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	F	7 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	F	4 500 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	F	5 500 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	F	6 000 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE	F	3 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F	4 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F	1 500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	F	4 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F	15 000 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS	F	4 700 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	F	50 000 €
5381	FC LE LAGON DE MAYOTTE	F	500 €
5565	ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE MONTPELLIER OUTRE MER	F	500 €
		Total	377 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

- **Attributions de subventions dans le cadre de la jeunesse et ville étudiante :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	F	1 200 €
290	ARGOS	P	2 500 €
586	UEAM UNEF	F	5 800 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	F	2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	F	2 900 €
1153	ADAGES DEVELOPPEMENT JEUNESSE ET LOCAL	F	1 000 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	F	4 300 €
4488	MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE	F	1 000 €

4863	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE - GROUPE STE BERNADETTE	F	900 €
4867	SOS JEUNES	P	1 500 €
4867	SOS JEUNES	F	9 800 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT 34	F	30 000 €
5288	ASSOCIATION DES CITOYENS MEDITERRANEENS POUR L'ECHANGE ET LE DEVELOPPEMENT	F	1 500 €
		Total	65 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

- **Attributions de subventions dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	F	5 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	F	1 500 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	F	10 000 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F	4 000 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	F	1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	P	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	F	3 000 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAIS ET LESBIENNES	F	400 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	7 500 €
		Total	33 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	F	14 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER	F	31 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F	1 000 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR	F	60 000 €
1664	L'AVITARELLE	F	85 000 €

2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F	25 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	P	2 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F	7 200 €
4703	AMICALE DU NID	F	1 000 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	F	7 500 €
		Total	233 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de animal dans la ville :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	F	2 000 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	F	3 000 €
5170	SOS NATURE	F	1 000 €
		Total	6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
343	ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS MIGRANTS	F	5 000 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR	F	1 500 €
1742	ASTREE	F	1 500 €
2030	ASSOCIATION VIE ET ANIMATION	F	800 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F	6 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	F	10 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	3 000 €
3530	ALMA-HERAULT	F	500 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	F	2 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	F	1 300 €
4773	DE.F.I DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	F	10 000 €

		Total	41 600 €
--	--	--------------	-----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre des anciens combattants :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
540	FEDERATION DES ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE	F	1 220 €
617	LA 177EME SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	F	200 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	F	200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	F	200 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	F	200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	F	200 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	F	200 €
4303	AMIS FONDATION MEMOIRE DEPORTATION HERAULT	F	200 €
4534	LE VIEUX BICLOU	F	6 000 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	F	600 €
5508	ULAC MONTPELLIER	F	200 €
		Total	9 420 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre du droit des femmes et de la petite enfance :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F	2 000 €
58	ATELIER THEATR'ELLES	P	2 500 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUE	F	1 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	F	300 €
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE	F	4 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	F	2 000 €
1521	ASSO CULTURELLE ET SOCIALE DU POLYGONE LES LUTINS	P	1 700 €
1909	CIDFF	F	15 000 €

1909	CIDFF	P	3 000 €
3901	HALTE POUCE	F	4 300 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	F	2 500 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	F	3 500 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	F	3 000 €
5377	CICADE	P	1 500 €
	ADAGES ESPACE FAMILLE	P	7 500 €
		Total	53 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

• **Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	F	3 500 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	P	7 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	P	1 200 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES	P	1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES	F	1 000 €
344	TERRE NOURRICIERE	P	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	6 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	P	2 500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	F	7 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC	F	1 100 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	F	3 000 €
919	MUC ESCRIME	P	2 300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	3 500 €
1281	KAINA	P	3 500 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	F	1 400 €
1596	ASSOCIATION CULTURELLE JUMELAGE MONTPELLIER TLEMCEN	F	1 500 €

1621	MOHICANS ACTIONS EDUCATIVES ECO-GESTES ET JARDINS	F	400 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	F	750 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	P	500 €
2037	ANIMA	F	2 000 €
2242	L'OISEAU LYRE	P	1 500 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR	F	900 €
3012	INTERNATIONAL EDUCATION ASSOCIATION OF MONTPELLIER OUTBOUND	F	450 €
3421	APEDYS HERAULT	P	800 €
3461	CONVERGENCES 34	F	1 500 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	F	1 000 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	P	450 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	P	3 000 €
3777	CITE CITOYENNE	F	2 000 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	P	2 600 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	F	5 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	F	750 €
5234	ENTRE COUR ET JARDIN	F	750 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	F	800 €
5385	ZADIGOZINC	P	3 000 €
5483	LES AMIS DE JULES	P	400 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	P	500 €
		Total	76 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

- **Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4549	EMBRUN	P	5 000 €
		Total	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions pour les partenaires :**

Il convient de préciser que la délibération n°2012/634 du 17 décembre 2013, ouvrant les crédits d'avances provisoires pour les partenaires est reprise dans les montants proposés ci-dessous qui correspondent donc au montant total de la subvention accordée pour chaque partenaire.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DE MONTPELLIER	F	95 000 €
		Total	95 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13256, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	F	12 350 000 €
		Total	12 350 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11691, nature 657362, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL	F	520 000 €
		Total	520 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F	172 000 €
		Total	172 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11690, nature 657361, chapitre 922.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3486	GIP DSUA M	F	196 024 €
		Total	196 024 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, nature 65738, chapitre 928.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5456	PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES	F	197 500 €
		Total	197 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13171, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	F	1 867 500 €
		Total	1 867 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2437, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	50 000 €
		Total	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 920.

Cette délibération sera annexée au budget primitif 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec les natures 6574, 657362, 657361, 65738 pour un montant total de **16 931 816 €**.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Christian DUPRAZ : La lecture de cette longue liste de subventions amène des surprises. Il y en a une que je souhaitais vous signaler car elle est amusante. Le Vieux Biclou, cette association de réparation de vélos a été classée chez les anciens combattants. Je suggère donc au service de les remettre à leur place. Il y a une chose un peu moins drôle, c'est que lorsque nous allons jusqu'au bout de la liste des subventions, nous tombons sur la fameuse association pour la promotion des flux de touristiques. C'est une association, vous le savez tous, qui permet d'aider les low-cost qui se posent à Montpellier à remplir leurs avions. Nous la contestons, je la conteste personnellement au Conseil Général régulièrement. Là, vous nous proposez d'attribuer 197 500 € à cette association de promotions des low-cost à Montpellier. Je ne répéterai pas notre argumentaire, je pense que vous le connaissez. Nous nous opposons évidemment à cette subvention. Comme nous ne voulons pas nous opposer aux autres subventions, nous n'avons aucune raison à cela, nous souhaiterions avoir un vote dissocié nous permettant d'exprimer notre soutien à toutes les subventions et notre réticence à celle-ci.

Hervé MARTIN : Je ne vous referai pas l'article que je vous fais chaque année. Je suis content, j'ai du renfort car d'habitude je m'en occupais au Conseil municipal et à l'Agglo. Cette année, il y a le renfort du Conseil Général. Je comptais donc vous faire la même demande que celle que Christian vient de vous faire concernant

le vote séparé. Je rappelle très rapidement un point ou deux. En particulier, je fais référence à ce que Max LEVITA disait tout à l'heure sur le comportement des grandes entreprises qui ont des logiques qui nous échappent. Il s'interrogeait, à savoir comment leur faire respecter leurs engagements. Peut-être déjà, nous, en évitant de donner de l'argent à fonds perdus pour quelques annonces sur Internet, pour des passagers hypothétiques. Nous n'avons toujours pas la démonstration que cela amène plus de monde à Montpellier. Cela fait 2 ou 3 ans que je demande des études là-dessus que nous n'obtenons toujours pas. Des études ont été faites ailleurs en France qui elles, démontrent que cela n'amène pas de flux touristique supplémentaire. Nous savons que ça part dans des paradis fiscaux et en particulier, c'est fait aussi par des entreprises qui ont un modèle économique que je conteste et qui ont un modèle social encore plus contestable. Je n'en rajoute pas car j'avais promis que je ferais court cette année.

Je fais simplement une proposition car je suis un doux rêveur. La mairie est à gauche, l'Agglo également, le Conseil Général, le Conseil Régional aussi, d'autres conseils généraux dans la région le sont tout autant. Par conséquent, quand allons-nous nous décider à discuter ensemble pour mettre fin à ce chantage car il s'agit bien d'un chantage de la part des compagnies low-cost. Il suffit de nous mettre d'accord pour arrêter de céder à ce chantage et rassurez-vous, s'il y a des passagers à transporter, s'il y a du fric à se faire, les compagnies continueront de transporter les passagers en arrêtant de racketter les collectivités territoriales.

Francis VIGUIE : Je ne rajouterai pas une énième couche. C'est vrai qu'il s'agit de l'un des sujets, avec la vidéosurveillance, quand nous sommes en fin de mandat, qui revient régulièrement avec les argumentations qui ne changent pas, malheureusement. Jouer la clandestinité autour des termes « *promotion des flux touristiques et économiques* », est un jeu de piste pour trouver où se cachent les subventions. Autant dire les choses telles qu'elles sont et les poser en tant que telles dès le départ. Je suis d'accord sur le fond qui est de reconnaître qu'il y a d'une logique inacceptable. Aujourd'hui dans ce pays, nous pouvons financer les services publics et faire des choix politiques. Je ne reviens pas sur le débat. Nous sommes pour la gratuité des transports dans l'Agglo. C'est un choix politique maîtrisé pour ce que nous considérons comme un besoin. Là, nous avons un chantage de compagnies qui maltraitent leurs salariés, qui ne respectent pas les salaires ni les conditions de travail. Ils vivent de racket sur l'ensemble des collectivités. Nous savons très bien de quoi vivent ces compagnies. Nous pouvons rêver dans l'absolu mais des billets à 20 € ou 30 €, ce n'est pas ça qui fait fonctionner des avions. Donc, ils vivent des subventions publiques que leur accordent les collectivités territoriales. Je pense que cet argent, nous n'avons pas à le donner à ce genre de compagnies un peu voyous qui sont condamnées, y compris par les tribunaux, sur les conditions de travail et ainsi de suite. Je pense donc que les collectivités s'honoreraient à arrêter ce genre de subventions. Je ne sais pas si nous aurons l'occasion d'en refaire encore une fois car nous sommes en début d'année et les choses se votent maintenant, mais franchement, je ne souhaite pas que cela se perpétue ad vitam aeternam car c'est une pression sur l'ensemble du transport. Vous voyez maintenant Air France qui prévoit de faire du low cost avec des conditions qui vont commencer à devenir douteuses. C'est une dégradation d'ensemble, des conditions de sécurité et autre. Nous voterons contre comme nous l'avons fait systématiquement jusqu'à présent mais ce serait bien d'en tirer des conclusions.

Hervé MARTIN : Très rapidement, parce que Francis vient de m'y faire penser, dans le document c'est indiqué « *promotion des flux touristiques* ». Le statut a quelquefois changé parce que c'était à la limite de la légalité. Jusqu'à l'année dernière cela s'appelait « *Association pour la promotion des flux touristiques* ». J'aurais peut-être mieux fait de me taire car si c'est noté comme ça, peut-être pourrions-nous avoir droit à une nullité derrière et je m'en réjouirais. Pour tous les organismes à qui nous versons des subventions dans ce document, nous trouvons leur nom. Là, il n'y a pas inscrit « association ». Et si c'est une association, c'est pire que ce que je pensais car cela veut dire que nous ne savons pas à qui nous versons cet argent. Je trouvais déjà que ça manquait de transparence dans l'attribution des fonds publics, mais là c'est encore pire. Je ne vais pas me battre pendant deux heures là-dessus car il est tard et j'ai très envie de boire un verre de vin blanc et manger un peu.

Vote de la subvention à l'Association pour la promotion des Flux Touristiques et économiques :

Pour : 35

Contre : 9

Abstentions: 1

Adopté à l'unanimité.

Vote pour l'ensemble de la délibération moins la subvention sus-nommée :

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

55- Report d'affectation de subventions votées en 2012

Dans le cadre de l'exécution du budget 2012, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice.

Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 881 665 €, et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclue.

Thématique Santé:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5444	Société Française d'Etude et de Traitement des Brûlures	P	4 000 €	1 200 €
578	Avenir Santé	P	12 000 €	3 600 €
5582	ALFAPSY	P	5 000 €	5 000 €
5577	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier	P	6 000 €	1 800 €
			TOTAL	11 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Jeunesse Ville Etudiante :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3294	Association les Ziconofages (AZ)	P	1 000 €	1 000 €
5417	Asso Salon des métiers et des professionnels de l'écologie	P	500 €	500 €
			TOTAL	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

Thématique Petite Enfance :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	P	15 000 €	4 500 €
			TOTAL	4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
2477	Crèche Bamboubulle	I	9 000 €	9 000 €
			TOTAL	9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21724, nature 20422, chapitre 906.

Thématique Action Internationale et Jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1223	Eurasia	P	500 €	500 €
2060	Association des algériens du Languedoc Roussillon	P	200 €	200 €
1223	Eurasia	P	600 €	600 €
5395	ADAFES	P	800 €	800 €
5677	Les Amis De Montpellier Bethleem	P	1 000 €	1 000 €
1555	American Women's Group	P	300 €	300 €
4039	Senzala	P	2 800 €	2 800 €
			TOTAL	6 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Droit au Logement :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	9 000 €	2 700 €
5591	C.N.L. Région Languedoc Roussillon	P	1 000 €	1 000 €
1784	Agence Immobilière à Vocation Sociale	F	5 330 €	2 665 €
			TOTAL	6 365 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Thématique Emploi et Développement Economique et Commercial :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1281	Kaïna	P	2 000 €	2 000 €
			TOTAL	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

Thématique Qualité de l'espace public:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5581	Institut de Recherche pour le Développement	P	5 000 €	1 500 €
4031	Etat des Lieux	F	850 €	850 €
3620	Université Montpellier I (Primavera)	P	1 500 €	1 500 €
			TOTAL	3 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Thématique Egalité des droits et des devoirs :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5233	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	F	1 470 €	1 470 €
			TOTAL	1 470 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Exclusion :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1755	APAJ Centre Gitan	F	2 000 €	2 000 €
3359	Mouvement du Nid	F	500 €	500 €
666	Secours Catholique	F	1 300 €	1 300 €
			TOTAL	3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne1966, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Sports:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
25	Cristals Les Petits Debrouillards	P	3 300 €	990 €
278	Montpellier Arc Club	P	4 000 €	1 200 €
4265	Attitude	P	3 600 €	1 080 €
964	MUC Lutte	P	2 000 €	2 000 €
2139	ASPTT Montpellier	P	4 000 €	1 200 €
2831	Aéro Club Hérault Languedoc-Roussillon	P	3 000 €	3 000 €
4748	Chemin des Cimes	P	3 390 €	1 017 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	P	48 500 €	14 550 €
5442	EURSL Montpellier Agglomération Handball	F	150 000 €	150 000 €
5443	SASP Montpellier Hérault Sport Club	F	100 000 €	100 000 €
5599	Team Marcou	P	8 000 €	2 400 €
5368	Montpellier Rugby Club SASP	F	114 000 €	57 000 €
3176	Festival International des sports extremes - FISE	P	9 000 €	2 700 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	P	14 000 €	4 200 €
1309	Pompignane Sport et Culture	F	4 000 €	4 000 €
2340	Union Boxing Club 34	F	2 000 €	2 000 €
3376	Volley Loisir Compétition Antigone	F	800 €	800 €
	Montpellier Sport de Combat	F	2 500 €	2 500 €
			TOTAL	350 637 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Thématique Montpellier territoire numérique :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
292	Mandarine	P	15 000 €	4 500 €
5573	CNRS (laboratoire art-dév - UMR 5281)	P	50 000 €	25 000 €
5604	Scharffe François	P	5 000 €	1 500 €
5590	Club Business LR 34	P	3 500 €	1 050 €
			TOTAL	32 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Réussite éducative :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	P	4 800 €	1 440 €
4034	Agir, Lire, Coordonner, Intervenir ALCI 34	F	5 000 €	2 500 €
406	Echecs Club Montpellier	P	6 300 €	1 890 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	F	1 000 €	1 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	P	5 000 €	1 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	P	2 000 €	2 000 €
1281	Kaïna	P	3 500 €	1 050 €
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	P	500 €	500 €
5446	Creaction	P	4 000 €	1 200 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	P	4 000 €	1 200 €
3818	Centre Régional de Documentation Pédagogique - CRDP	P	1 100 €	1 100 €
1424	Collège Las Cazes	P	4 000	1 200 €
5011	Cantar e Dansar	F	7 000	7 000 €
1035	OCCE CRDEP 34	P	1 000	1 000 €
1469	Les Francas de l'Hérault	P	10 000	3 000 €
551	OCCE Ecole Alain SAVARY	P	4 448 €	4 448 €
551	OCCE Ecole Jules FERRY	P	5 408 €	5 408 €
551	OCCE Ecole TERESA	P	1 344 €	1 344 €
551	OCCE Paul LANGEVIN	P	2 328 €	2 328 €
551	OCCE SPINOZA	P	7 990 €	7 990 €
551	OCCE Antoine BALARD	P	5 064 €	5 064 €
551	OCCE LOUISVILLE	P	2 520 €	2 520 €
551	OCCE PAPE CARPENTIER	P	1 628 €	1 628 €
551	OCCE RABELAIS	P	5 908 €	5 908 €
551	OCCE Simon BOLIVAR	P	1 636 €	1 636 €
551	OCCE Michel de l'HOSPITAL	P	2 940 €	2 940 €
551	OCCE Paul BERT / Victor HUGO	P	2 895 €	2 895 €
551	OCCE Louis AMSTRONG	P	2 980 €	2 980 €
			TOTAL	74 669 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Thématique Vie associative :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5465	Plan Cabanes et Figueroles	F	500 €	500 €
2882	Etincelle Languedoc Roussillon	P	5 000 €	1 500 €
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	F	800 €	800 €
1530	Club de la Presse Montpellier Languedoc-Roussillon	F	20 000 €	10 000 €
			TOTAL	12 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Culture et Patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	P	7 000 €	2 100 €
2117	Les P'tits Loups du Jazz	P	3 500 €	700 €
2683	Les Gens du Quai	P	7 000 €	2 100 €
3005	Sonorités	P	5 000 €	1 500 €
3671	CROUS - Pass'Culture	P	20 000 €	6 000 €
4520	Le Garage Electrique	P	3 500 €	700 €
5016	Compagnie Les Perles de Verre	P	5 000 €	1 500 €
			TOTAL	14 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923.

Thématique Handicap :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5180	Ghandis	F	500 €	500 €
			TOTAL	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Cohésion sociale :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
71	Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	P	4 000 €	1 200 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	P	4 246 €	1 274 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
4163	Via Voltaire	P	7 000 €	2 100 €
4163	Via Voltaire	P	7 000 €	2 100 €
4284	Lieux Ressources Montpellier	P	5 000 €	1 500 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
5214	Institut Formation insertion Méditerranée	P	3 500 €	1 050 €
			TOTAL	13 274 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	P	4 000 €	1 200 €
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	P	8 000 €	2 400 €
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	P	10 000 €	3 000 €
1281	Kaïna	P	4 000 €	1 200 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	P	4 000 €	1 200 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	P	5 000 €	1 500 €
2190	Collectif Yves du Manoir	P	4 000 €	1 200 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	P	6 000 €	1 800 €
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	P	4 500 €	1 350 €
4163	Via Voltaire	P	6 500 €	1 950 €
4163	Via Voltaire	P	6 500 €	1 950 €
4388	Le Passe Muraille	P	8 000 €	2 400 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	10 000 €	3 000 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	5 000 €	1 500 €
1530	Club de la Presse Montpellier Languedoc-Roussillon	P	4 000 €	1 200 €
5607	Pastorale Protestante et évangélique de Montpellier	P	6 000 €	1 800 €
2725	Cté pour une répartition équitable de l'emploi et des revenus	F	1 200 €	1 200 €
3160	Association des quartiers des Marels II La Pergola Aiguelongue	P	1 800 €	1 800 €
4388	Association Le Passe Muraille	P	12 500 €	3 750 €
5462	Association Club de Palmes de montpellier	P	3 200 €	3 200 €
2229	Association Coopérative Sens de Vie	F	3 800 €	3 800 €
			TOTAL	46 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Solidarité :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
4901	Promotion Activites Comites Entreprises	F	23 000 €	8 500 €
3090	Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale - ISSUE	F	4 000 €	2 000 €
1878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres Légion d'Honneur	F	300 €	300 €
			TOTAL	10 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Economie des ressources et du patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3099	Lez Vivant	P	1 000 €	1 000 €
2606	Messages Pour la Terre	P	4 000 €	4 000 €
5375	Semilla, les Jardiniers Planetaires	P	2 000 €	2 000 €
			TOTAL	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Finances :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
239	FO Union Locale Syndicats	F	4 850 €	4 850 €
1863	Média Forma Sud	P	10 000 €	3 000 €
5692	Cap'Com	P	30 000 €	30 000 €
			TOTAL	37 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
674	SOS Amitiés Montpellier Languedoc	P	500 €	500 €
5602	Fédération des Entreprises Publiques Locales	P	25 000 €	7 500 €
1763	SOS Rétinite France	P	10 000 €	3 000 €
5649	Anima'Fac	P	5 000 €	5 000 €
2881	Association Montpellier Hérault Dépistage du Cancer du Sein	P	30 000 €	30 000 €
	CIRAD (Congrès E-SOVE 2012)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	47 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5598	CNRS Génopolys	I	50 000 €	50 000 €
			TOTAL	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21434, nature 20421, chapitre 900.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3486	GIP DSUA M	P	12 500 €	3 750 €
			TOTAL	3 750 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, nature 65738, chapitre 928.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3620	Université de Montpellier I	I	200 000 €	60 000 €
			TOTAL	60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21432, nature 20422, chapitre 900.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
474	Association La Gerbe	I	50 000 €	50 000 €
4151	Habitat et Humanisme Hérault	I	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2012 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

56- Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de matériels : Direction de l'Espace Public

Suite à l'état de vétusté des matériels, il convient de réformer les matériels ci-dessous.

- 4 Blocs WC année 95/97 de marque MDO

Ces équipements seront donnés à titre gracieux à la TAM.

2) Réforme de mobiliers et de matériels : Direction Travaux Maintenance Action Solidarité

Suite à l'état de vétusté des mobiliers, il convient de réformer ces mobiliers dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront donnés à titre gracieux à deux associations :

- Solidarité France Afrique Caraïbe,
- Plate Forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault.

3) Réforme de véhicules et matériels : Direction Paysage et Biodiversité

Suite à l'état de vétusté des véhicules et matériels, il convient de réformer ces véhicules et matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les véhicules et matériels effectivement vendus.

4) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

- Service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales et les imprimantes. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse des matériels de la Direction de l'Espace Public, réformés, au service de la TAM,
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du mobiliers et matériels, réformés, aux associations suivantes : « Solidarité France Afrique Caraïbe » et « Plate Forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault », cette disposition gracieuse constituant une subvention en nature et sera donc mentionnée comme telle au Compte Administratif de la Ville et sur les compte des deux associations,
- D'autoriser la vente des matériels réformés de la Direction Paysage et Biodiversité, aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE,
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, cette disposition gracieuse constituant une subvention en nature et sera donc mentionnée comme telle au Compte Administratif de la Ville et sur le compte de l'association,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

57- Garantie d'emprunt accordée à la SERM dans le cadre de la délégation de service public du Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF)

Hélène MANDROUX :

Dans le cadre de la délégation de Service Public (DSP), du projet Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF), confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4M€ M€ pour financer la conversion aux énergies renouvelables, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Société Générale et le Crédit Agricole, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

Les caractéristiques de l'emprunt avec la Société Générale sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 10 ans
- Taux fixe de marché indicatif = 3,20 % (fixé lors de la cotation définitive)

Les caractéristiques de l'emprunt avec le Crédit Agricole sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 10 ans
- Taux fixe à 3,30 %

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % des montants contractés.

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % des emprunts que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :
la Société Générale à hauteur de 1M€ de garantie,
le Crédit Agricole à hauteur de 1 M€ de garantie,
aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Jacques MARTIN (plus en séance) et Jean-Louis GELY, administrateurs de la SERM, ne prennent pas part au vote.

Pour : 39

Contre : /

Abstention : /

Ne prennent pas part au vote : 6

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

2012/0439	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété CHAPOT située Chemin du Réservoir de Montmaur, cadastrée section AL 49-76-77, pour un montant de 43.600 €.
2012/0443	De conclure un contrat de commissariat d'expositions dans le cadre du programme d'expositions au carré sainte Anne et dans l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2013
2012/0445	De proposer un avenant à l'étude d'aménagement des espaces publics adjacents au projet d'extension et de modernisation de la gare – Etudes d'avant-projet
2012/0446	D'attribuer un marché au groupement "Res-Publica / Atelier des Giboulées" consistant en une mission d'AMO pour la participation du public au projet d'aménagement du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de Montpellier pour un montant de 124 960 € HT
2012/0447	De conclure avec "ESJ PRO" une convention de location pour des locaux situés 560 rue du 56ième Régiment d'Artillerie à Montpellier. Cette convention de location est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2015 moyennant un loyer annuel fixé à 30 000,00 € charges locatives en sus
2012/0449	Considérant la restructuration de la Direction de l'Espace Public, il convient d'apporter des modifications afin de mettre à jour les informations relatives aux deux régies des terrasses, de l'Occupation du Domaine Public
2012/0450	De conclure un contrat de co-accueil avec l'association Uni'sons dans le cadre de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
2012/0451	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OTIS
2012/0453	De mettre à disposition de la SOCIETE DES PARKINGS DU POLYGONE (SPP) les niveaux P1 et P2 du parking situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville pour une durée de 2 mois les samedis du mois de décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013 de 10h à 20h moyennant une redevance de 4 500 € HT
2012/0454	D'attribuer le marché concernant l'assistance technique pour une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires de la Ville (lot n°2) au groupement SETEC Organisation S.A. – INCF pour un montant de 72 700 € HT
2012/0455	De signer une convention relative à l'organisation des rencontres sportives scolaires 2012-2013 entre l'Inspection Académique de l'Hérault, le Comité Départemental USEP 34 et la Ville de Montpellier, dans laquelle sont fixées les cadres d'intervention des différentes parties

2012/0456	D'acheter pour le menu de Noël 2012 le lot 1 - Salade verte à la société BUONOMO pour un montant de 1 500,00 € HT, le lot 2 - Saumon à la société DLG pour un montant de 3 500,00 € HT, le lot 3 - Paupiette de poisson à la société DAVIGEL pour un montant de 11 500,00 € HT, le lot 5 - Bûche du Pilat à la société DISTRISUD pour un montant de 2 000,00 € HT, le lot 6 - Chocolat à la société COCTAIL & CO pour un montant de 6 900,00 € HT. Pour le lot 4 – Pâtes en couleur, l'offre n'a pas pu être attribuée et a été classée sans suite
2012/0457	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum mais avec maximum de 40 000,00 Euros H.T. au centre canin du Pilier des Masques - 34400 Saint Christol pour une durée de 48 mois
2012/0458	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ POMAREDE Cédric
2012/0459	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BRANDSTETTER Marie France
2012/0460	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PHALIPPOU et M. COUHET-GUICHOT (APPEL)
2012/0461	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Gérard GUIGONNET
2012/0463	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI FRIDO
2012/0464	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COHEN Renaud
2012/0466	D'attribuer le marché de «Maintenance des serveurs et baies de stockage» à la société OSIATIS pour le lot 1, à la société ECONOCOM France pour le lot 2, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction et un montant total estimé à 40 000 euros HT
2012/0467	De conclure avec la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, une convention de location pour des locaux de stockage situés, 88 Bis avenue de Toulouse, pendant la période des travaux d'insonorisation et de mise en conformité que la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser sur le site du Rockstore 20 rue de Verdun. D'une durée de 10 mois à compter du 19 décembre 2012 jusqu'au 18 octobre 2013 cette convention de location est consentie à titre gracieux
2012/0468	D'attribuer le marché à l'association Adages Maison du Logement pour une mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires pour une tranche ferme de 12 mois d'un montant de 16720 € H.T et pour une tranche conditionnelle de 12 mois pour un montant de 16720€ HT

2012/0469	D'attribuer le marché concernant la Web TV de la Ville à la société Kprodz pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 40 000 € pour 1 an avec possibilité de reconduction une fois
2012/0470	Afin de permettre le paiement en ligne pour certaines prestations, il est nécessaire d'élargir l'objet de la régie, en prenant en considération les décisions antérieures
2012/0471	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens du 10 au 20 janvier 2013
2012/0472	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens du 14 décembre 2012 au 5 janvier 2013
2012/0473	D'attribuer le marché à l'association Foyer de la Jeune Fille (Boutique Logement Jeunes) pour une mission d'information, d'accompagnement et d'instruction des demandes d'aides au titre du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes de la Ville de Montpellier pour une tranche ferme de 12 mois d'un montant de 8360 € H.T et pour une tranche conditionnelle de 12 mois pour un montant de 8360€ HT
2012/0474	D'attribuer le marché "Achat de matériel professionnel de sonorisation, d'audiovisuel, et de projection" à la société TEXEN, pour un total maximum de commandes de 75 000 € HT, pendant une durée allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014
2012/0475	<p>D'attribuer le marché pour la souscription de contrats d'assurance responsabilités et risques annexes, flotte automobile et risques annexes, et responsabilité civile garage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 « Responsabilité et risques annexes » au Cabinet PNAS/ Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 298 173,78 € TTC (garanties offre de base sans franchise : 255 848,50 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « responsabilité atteintes à l'environnement » : 31 100,19 € TTC + prestation supplémentaire n°2 « augmentation des plafonds de garantie pour la responsabilité civile générale » : 11 225,02 € TTC ; - lot n°2 « Flotte automobile et risques annexes » à la compagnie SMACL, pour une prime annuelle de 112 967,33 € TTC (offre de base sans franchise : 112 654,28 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « marchandises transportées » : 313,05 € TTC) ; - lot n°3 « Responsabilité civile garage » au Cabinet PNAS/Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 5 929 € TTC
2012/0476	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Joëlle HOUCHARD
2012/0477	La mission confiée à Mme GULDNER concernant la conception et la mise en oeuvre d'actions de médiation pour la préfiguration du projet de la Cité du Corps Humain, doit être poursuivie. Suite à des sollicitations supplémentaires du Maître d'Ouvrage en matière de communication et de recherche de contenu scientifique et pédagogique, un avenant est proposé, pour un montant de 3 150€ HT, soit 17% d'augmentation par rapport au montant initial (18 380€ HT). Sa durée est également révisée, passant de 9 mois à 11 mois

2012/0479	De confier à la SPLA SAAM (société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier) différentes missions de suivi d'études de programmation urbaine préalables au réaménagement du quartier de la Pompignane (études urbaine, hydraulique, sociétale, foncière, commerciale, économique, sur les mobilités, ainsi qu'une étude d'impact, un dialogue compétitif, des travaux de géomètre, et diverses prestations techniques - montant estimé à 160 000 € HT) , dans le cadre de la ZAC, pour un montant d'honoraires fixé à 20000 € HT, soit 23 920 € TTC (durée du mandat fixée à 24 mois)
2012/0480	Pour assurer le bon fonctionnement du Cinéma Municipal Nestor Burma, et sur les conseils du Trésorier, il convient de modifier la régie du Cinéma Nestor Burma en séparant la régie d'avances de la régie de recettes
2012/0481	D'attribuer le marché pour effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le territoire communal et dans les bâtiments communaux, ainsi que deux campagnes de dératisation du domaine public à la société Antigone Service pour un montant minimum de 40 000 € HT et maximum de 90 000 € HT
2012/0482	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Société LE MEKONG situé 1 rue d'Alger cadastré section EW 11, pour un montant de 25 000 €
2012/0483	D'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société ZAMGI situé 37 bld du Jeu de Paume cadastré section HV 489 et de faire fixer la valeur de cette cession par Mr le Juge de l'expropriation
2012/0484	De conclure un avenant au marché concernant l'étude de faisabilité économique, juridique et financière de la Cité du Corps Humain modifiant le contenu et le montant financier de la tranche conditionnelle
2012/0485	D'attribuer un logement à titre onéreux à M. LAHOUE à l'école maternelle Desbordes de Valmore - Autorisation de signer la convention d'occupation
2012/0486	De conclure un marché avec la société AXESS Solutions Santé (Armen Informatique) jusqu'au 30 décembre 2017 pour un montant de 45165.744€ pour l'achat d'un logiciel de médecine du travail et prestations associées
2012/0487	Dans le cadre de la scission de la régie d'avances et de recettes, et afin d'assurer le recouvrement des droits d'entrées du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de créer une régie de recettes
2012/0488	Suite à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma et pour en assurer son bon fonctionnement, il convient de créer une régie d'avances
2012/0489	La Panacée Cité des Artistes : de conclure un avenant concernant le marché de mission de contrôle technique pour la restructuration de l'ancienne école de pharmacie en Centre d'Art Contemporain avec le bureau QUALICONSULT pour un montant de 4 200 € HT
2012/0490	D'attribuer le marché à la Société GFI INFORMATIQUE pour l'acquisition et la mise en oeuvre d'un logiciel de gestion des régies pour un montant de 134 303,60 € HT

2012/0491	D'attribuer le marché pour actualiser le schéma d'aménagement hydraulique du Verdanson à l'entreprise spécialisée EGIS EAU pour un montant de 58 290 euros HT
2012/0493	D'attribuer le marché d'accompagnement au changement en matière d'organisation et/ou du fonctionnement des services de la Ville de Montpellier à l'entreprise KPMG pour un montant maximum de 80 000 € HT
2012/0494	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque (L. 311-4 CU) de RFF pour la construction d'un bâtiment de bureaux, ateliers, garages, à hauteur de 175 600 €
2012/0495	De conclure un avenant au contrat de location signé le 28 juin 2008 avec la SERM pour des locaux situés 4 rue des Aconits et destinés aux missions de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit-Bard - Pergola). Ce contrat de location est transféré au GIE SERM-SAAM constitué le 29 novembre 2011 dans le cadre de l'extension des activités de la SERM et de la SAAM
2012/0496	D'attribuer le marché pour la mise à disposition d'hôtesse par l'intermédiaire d'un prestataire à la société Haute Sécurité pour un montant minimum de 5 000 € et maximum de 15 000 €
2012/0499	De confier le marché "Mission de relevé cartographique des zones d'intérêt écologique à protéger" à l'entreprise Biotope pour un montant de 44 265 € HT (tranche ferme + tranche conditionnelle)
2013/0003	D'attribuer le marché réalisation, installation et pose de la structure conçue par 1024 Architecture à la Panacée à la société SIRC pour un montant maximum de 89 500 € HT
2013/0004	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE située 11 rue Maguelone (lots 27 et 37), cadastrée section HM 49, pour un montant de 113 000 €
2013/0005	De conclure un contrat de cession du spectacle Un fil à la patte, du 20 au 22 février 2013, avec la compagnie La Manufacture, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du théâtre Jean Vilar
2013/0006	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE située 11 rue Maguelone (lot 39), cadastrée section HM 49, pour un montant de 90 000 €

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h10.
